

LES VINGTIÈMES

DANS LA

GÉNÉRALITÉ DE CAEN

Thèse pour le Doctorat
soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le Mardi 20 Juin 1939, à 14 heures

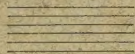
par

Yves PRÉEL

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

JURY D'EXAMEN

Président : M. Emile BRIDREY, professeur
Suffragants { M. Jean YVER, professeur
 { M. Robert BESNIER, professeur



Imprimerie OZANNE & C^{ie}
16 à 22, Rue des Rosiers,
CAEN

1939

LES VINGTIÈMES

DANS LA

GÉNÉRALITÉ DE CAEN

Thèse pour le Doctorat
soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le Mardi 20 Juin 1939, à 14 heures

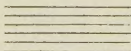
par

Yves PRÉEL

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

JURY D'EXAMEN

Président : M. Emile BRIDREY, professeur
Suffragants { M. Jean YVER, professeur
 { M. Robert BESNIER, professeur



UNIVERSITE DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1938-1939

Doyen :

M. HENRY NEZARD, (*, I. O)

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (C. *, I. O)

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. O)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. O)

DEGOIS (I. O).

Professeurs :

- MM. NÉZARD (*, I. O), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;
GOMBEAUX (*, I. O), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;
BRIDREY (*, I. O), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;
LEPARGNEUR (*, I. O), professeur de Droit commercial, chargé du Cours de Droit maritime ;
BRUNET, (*, I. O), professeur sans chaire, député.
LEMONNIER (I. O), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle ;
PERREAU (*, I. O, *), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;
LAMPUÉ (O), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;
YVER (O), professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé.
PRUD'HOMME (*, *, O), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution,
FRÉJAVILLE (O), professeur de Droit Civil ;
BESNIER, professeur de Droit Romain, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;
LEDUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ;
SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique ;
VILLEY-DESMESERETS, agrégé, chargé d'un Cours d'Economie politique et du Cours de Législation financière.

Secrétaire :

M. ROUX (*, I. O, *, *), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A mes Parents,

A ma Fiancée.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546420_0043

SOURCES

I. — ARCHIVES NATIONALES

- K. 894 à 900. — Mémoires et correspondances sur les vingtièmes.
- H. 379. — Lettre de Terray à Duchâtel, président du Conseil Supérieur de Bayeux.
- H. 1412. — Accusation de malversations contre Fontette, intendant, et Langlade, directeur des vingtièmes à Caen (1765-1775).
- H. 1459. — Levée du vingtième sur les biens ecclésiastiques (1749).
- H. 1463. — Correspondance Terray-Fontette (1772-1773) ; projets divers d'impôts ; feuilles de travail et documents pour l'Assemblée des intendants (1784-1788).
- D. VI 9. — Correspondance des directoires de district ; directeurs et contrôleurs du vingtième (1790-1791).
- D. VI 7. — Observations et réclamations relatives aux impositions directes et à leur perception ; états de situation du receveur des finances des districts de Caen et de Pont-l'Évêque.

D. VI 64. — Etats de situation des finances de la France, de l'étendue, de la population, et des contributions de chaque généralité en 1788.

II. — BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Fonds Joly de Fleury. — 1448-1449-1450-1472-2536.

Ld^s 159. — Recueil des pièces sur le Clergé à propos du vingtième.

Ld^s 25. — Précis des rapports de l'Agence du clergé de France.

Lb 38/691. — Lb 38/828, 829, 836, 842, 844, 848, 849, 850, 854, 865, 903, 904, 908, 924, 936, 951, 952, 958, 965. — Lb 39/481 : affaires concernant le Parlement de Rouen.

Lf⁶ 24. — Mémoire présenté au Roi par l'Abbé Terray vers la fin de 1770.

III. — BIBLIOTHEQUE DE L'ARSENAL

ms. 4.064. — Mémoire ou système présenté à M. de Machault en 1750 concernant les moyens de rendre de plus en plus la France florissante par rapport aux finances.

IV. — ARCHIVES DEPARTEMENTALES
DE LA SEINE-INFERIEURE

C. 456. — Correspondance concernant l'exécution de l'édit de novembre 1771.

457. — Correspondance entre le Contrôleur général et l'intendant concernant l'augmentation des vingtièmes.

480. — Correspondance relative aux vingtièmes.
Registres secrets du Parlement de Normandie.
Papiers Belbeuf. Liasses 14 et 18.

V. — ARCHIVES DEPARTEMENTALES
DU CALVADOS

B. 14 à 299. — Cahiers de doléances.

C. 234. — 5988 - 5996 - 5997 - 6005 - 6010 : vingtième des salines.

239. — Correspondance d'Esmangart et d'Ormesson relative aux rôles des vingtièmes de 1777.

3124. — Vingtième. — Imposition territoriale.

4713 à 5292. — 6518 : Dixième.

5293 à 5967 *bis* - 6518 - 6520 - 6521 - 6918. — Vingtièmes.

7619 et s. — Commission Intermédiaire de Basse-Normandie.

7817 à 8088. — Observations générales annexées aux Etats d'imposition dressés par les municipalités des départements de Caen et de Vire, de juillet à septembre 1788.

8158 à 8178. — Documents de la Commission Intermédiaire relatifs aux vingtièmes.

8179 à 8255. — Documents de la Commission Intermédiaire relatifs à l'impôt territorial.

E. 1017 - 1018 - 1076. — E. supplément 30 - 82 - 336 - 337 - 355 - 686.

1275. — F. 207 - 339 - 434 : Papiers divers relatifs aux vingtièmes.

Papiers Riboult : pièces privées relatives aux vingtièmes.

Lm. Liquidation de l'Ancien Régime.

L district de Caen : contributions.

Lp. Contributions : receveurs généraux et particuliers.

Lp. Finances : correspondance ministérielle.

VI. — ARCHIVES DE LA VILLE DE CAEN

CC 34. — Dixième et Vingtième. Impositions du revenu de la ville.

CC 38. — Impôt territorial et bâtiments de Justice.

ii 14. — Vingtième. Etats divers.

C 95a (157) - 97 (158) - 98a (87-203) - 99 (288) - 101 (111, 114, 119). — Registres des délibérations de l'Hôtel de Ville de Caen.

VII. — ARCHIVES DE LA VILLE DE BAYEUX

CC 22-23. — Impôt territorial. Vingtième : Réclamations contre la vérification du rôle, 1782. Bordereaux des impositions, 1789-1790.

VIII. — OUVRAGES CONSULTÉS

ARDASCHEFF (Paul). — *Les intendants de province à la fin de l'Ancien Régime* (1904).

AUBURTIN (F.). — *Etude sur l'histoire de l'impôt foncier en France jusqu'en 1789*. (A. Sc. polit., 1886, tome I).

BAILLY. — *Histoire financière de la France depuis l'origine de la Monarchie jusqu'à la fin de 1786* (1830) (2 volumes).

BARBIER (E.-J.-F.). — *Journal historique et anecdotique du règne de Louis XV* (1847-1856) (4 vol.).

BERNIER (Abbé P.-D.). — *Essai sur le tiers-état rural ou les Paysans de Basse-Normandie au XVIII^e siècle* (1891).

BESNIER (Robert). — *Les vérifications des vingtièmes en Normandie* (extrait de *Normannia*, 1930).

BLANC (Joseph). — *Histoire des principes de répartition et de quotité dans l'impôt*. (Thèse, Toulouse, 1898).

BLOCH (Camille). — *Procès-verbaux du comité des Finances de l'Assemblée Constituante*.

— *Les Contributions Directes*.

BOISLISLE (A. DE). — *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*. (1897), tome III.

BOTTINO (Georgette). — *La population et la vie économique de Caen à la fin du XVIII^e siècle, d'après les rôles de capitation et des vingtièmes* (Diplôme d'études supérieures d'histoire et de géographie, Caen, 1937).

BOUCHARD. — *Système financier de l'Ancienne Monarchie*. (1891).

BRETTE (Armand). — *Les limites et les divisions territoriales de la France en 1789*. (1904).

BRIDREY (Emile). — *Cahiers de doléances du bailliage de Cotentin*. (Coutances et secondaires).

CHAMPION (E.). — *La France d'après les cahiers de 1789*.

CLAMAGERAN. — *Histoire de l'impôt en France*. Tome III (1876).

Compte rendu de la Commission Intermédiaire de Basse-Normandie (1790).

DECLAREUIL (J.). — *Histoire générale du droit français des origines à 1789*. (1925).

Dissertation sur les biens nobles, avec des observations sur les vingtièmes (1787).

DUCHEMIN (P.). — *L'impôt sur le revenu en Normandie* (travaux de la Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de l'Eure, 1898).

DUPONT (Gustave). — *Registres de l'Hôtel de Ville de Caen, inventaire sommaire*, tomes V et VI (manuscrit). Bibl. Munic. Caen.

Encyclopédie méthodique. — Finances (1784) : articles « Charges publiques » et « Vingtième ».

Essai sur la répartition de la taille et des vingtièmes (1788).

ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français (1901)*.

ESTAINTOT (D'). — *Notes manuscrites d'un conseiller au Parlement de Normandie, M. de Gressent, 1769-1789* (Travaux Acad. Rouen, 1887-88, tome 90).

- FLOQUET (A.). — *Histoire du Parlement de Normandie*,
tomes VI et VII (1842).
- FOURNIER DE FLAIX (E.). — *La réforme de l'impôt en
France*, tome I (1885).
- GAXOTTE (Pierre). — *Le Siècle de Louis XV*.
- GOMEL (Charles). — *Causes financières de la Révolu-
tion*. — I. *Ministère de Turgot et de Necker*
(1892). — II. *Les derniers contrôleurs généraux*
(1893).
- *Histoire financière de l'Assemblée Constituante*,
2 vol. (1896).
- GOUBARD (Marguerite). — *Voltaire et l'impôt*. — *Les
idées fiscales de Voltaire*. (Thèse, Paris, 1931).
- GRANDSIRE (Georges). — *L'impôt sur le revenu en Lor-
raine et en Barrois au XVIII^e siècle*. — *Les
vingtièmes*. (Thèse, Paris, 1927).
- GUYOT. — *Répertoire de jurisprudence : dixième, ving-
tième*.
- HARSIN (Paul). — *Les doctrines monétaires et finan-
cières en France du XVI^e au XVIII^e siècle*.
- HIPPEAU (C.). — *Le gouvernement de Normandie aux
XVII^e et XVIII^e siècles*, tomes IV et V.
- HOUARD. — *Dictionnaire analytique, historique, éty-
mologique, critique et interprétatif de la cou-
tume de Normandie*, tome I, article « Dixième »
(1780).

- HOUQUES-FOURCADE. — *Les impôts sur le revenu en France au XVIII^e siècle. Histoire du dixième et du cinquantième. Leur application dans la Généralité de Guyenne.* (Thèse, Borbeaux, 1889).
- JOLY. — *Une conspiration de la noblesse normande au XVIII^e siècle* (Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie, 1863-65, tome XXV).
- JOUVENCEL (H. DE). — *Le contrôleur général des finances sous l'ancien régime.* (Thèse, Paris, 1901).
- LABROUSSE (C.-E.). — *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle.* (1933, 2 vol.).
- LARDÉ. — *Une enquête sur les vingtièmes au temps de Necker* (1920).
- LE TROSNE. — *De l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt* (1779).
- LOUTCHISKY. — *La propriété paysanne en France à la veille de la Révolution* (1912).
- LUÇAY (DE). — *L'impôt sur le revenu et en particulier sur le revenu agricole en France au XVIII^e siècle.* (Travaux de l'Acad. des Sciences Mor. et Pol., 1898).
- MARCÉ (V. DE). — *Le contrôle des finances en France et à l'étranger*, tome I, 1928.

MARION (Marcel). — *L'impôt sur le revenu au XVIII^e siècle, principalement en Guyenne* (1901).

— *Histoire financière de la France depuis 1715, tome I* (1914).

— *Les impôts directs sous l'Ancien Régime* (1910).

— *Machault d'Arnouville* (1891).

— *Les rôles de vingtièmes et les statistiques de la propriété territoriale sous l'Ancien Régime* (Revue d'hist. mod. et contemp., 1914).

— *Les rôles des vingtièmes dans le pays toulousain. (La Révolution française, 1894).*

— *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles : article « vingtième ».*

— *Le recouvrement des impôts en 1790.* (Revue historique, tome CXXIX, 22).

MATHON DE LA COUR. — *Collection de comptes rendus, pièces authentiques, états et tableaux concernant les finances de la France depuis 1758 jusqu'en 1787-88.*

MAY (Louis-Philippe). — *L'Ancien Régime devant le mur d'argent* (1935).

MIROMESNIL. — *Correspondance politique et administrative, publiée par P. Le Verdier* (Société d'histoire de la Normandie, 5 vol.).

MOURLOT (F.). — *Un intendant de Caen au XVIII^e siècle, Fontette* (Bulletin historique et philologique, 1904).

— *La fin de l'Ancien Régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen* (1913).

— *Rapports d'une assemblée provinciale et de sa Commission intermédiaire avec l'intendant* (Bulletin des Sciences Economiques et Sociales du comité des travaux historiques et scientifiques, 1902).

— *Le cahier d'observations et doléances du Tiers-Etat de la ville de Caen.*

NECKER. — *Compte rendu au Roi* (1781).

— *De l'administration des finances de la France, (1784).*

PIEL (Jean). — *La taille proportionnelle dans les généralités de Caen et d'Alençon.* (Thèse, Caen, 1937).

PIETRI (François). — *La réforme de l'Etat au XVIII^e siècle* (1935).

Procès-verbal de l'Assemblée des Notables (1787-1788, 2 vol.).

Procès-verbal des séances de l'Assemblée Provinciale de Basse-Normandie tenue à Caen en novembre et décembre 1787 (1788).

PUYNODE (G. DE). — *Les impôts sur le revenu sous l'Ancien Régime (Journal des économistes, octobre 1889).*

REMONDIÈRE (L.). — *Les charges du paysan avant la Révolution de 1789 (1894).*

RIOCHE (Augustin). — *De l'administration des vingtièmes sous l'Ancien Régime. (Thèse, Paris, 1904).*

SAGNAC (Ph.). — *La propriété foncière et les paysans en France au XVIII^e siècle. (Rev. d'histoire mod. et contemp., tome III).*

SCHNERB (Robert). — *Les contributions directes à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme. (Thèse lettres, Paris, 1933).*

STOURM. — *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution (1885, 2 vol.).*

— *Bibliographie historique des finances de la France au XVIII^e siècle (1895).*

SUSANE. — *La tactique financière de Calonne. (Thèse, Paris, 1901).*

TAINE. — *Les origines de la France contemporaine.*
L'Ancien Régime (1885).

TURGOT. — *Œuvres.*

VOLTAIRE. — *Œuvres* : « *Lettre à l'occasion de l'impôt
du vingtième* ».

INTRODUCTION

Il n'est peut-être pas de période dans notre Histoire, où l'ardeur réformatrice ait été plus grande qu'au XVIII^e siècle. Penseurs, hommes d'Etat, se sont ingéniés à trouver de nouvelles formules destinées à assouplir des institutions qui n'étaient plus exactement adaptées aux conditions et aux nécessités du temps.

En matière financière, le courant réformateur a été tout particulièrement puissant. Sous l'influence des écrits de Boisguillebert, Fénelon, Vauban, et l'Abbé de Saint-Pierre, les écrivains du XVIII^e siècle portaient aux Finances un très grand intérêt. C'est qu'en effet, on peut dire, sans exagération, que le problème majeur du XVIII^e siècle fut le problème fiscal. Il n'est pas douteux que si la Monarchie avait pu le résoudre, elle n'eut pas succombé. Durant les règnes de Louis XV et de Louis XVI, la préoccupation dominante des ministres sera de combler le déficit chronique des finances royales.

Ce déficit avait plusieurs origines : l'arriéré considérable laissé par le règne de Louis XIV, les dépenses de guerre, et le développement des tâches administra-

tives. Or, aucune des ressources anciennes n'était susceptible d'alimenter suffisamment le Trésor. Le vice essentiel de tous les impôts alors existants était en effet de ne frapper qu'une faible partie des revenus du Royaume. De l'avis unanime, un impôt à gros rendement était nécessaire ; et, pour obtenir ce rendement, il fallait abolir les privilèges fiscaux dont jouissaient alors la Noblesse et le Clergé.

A diverses reprises, la Monarchie tenta d'établir cet impôt qui lui eut permis d'assainir ses Finances. Tirant son nom de la quotité réclamée des revenus imposés, il prit successivement les noms de dixième, cinquantième et vingtième.

Nous nous proposons d'étudier le sort particulier de l'impôt du vingtième en Normandie et tout spécialement dans la Généralité de Caen.

Cette étude sera divisée en deux parties :

I. — Histoire de l'impôt (aspect externe).

II. — Mécanisme et fonctionnement de l'impôt (aspect interne).



PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE L'IMPOT

CHAPITRE PREMIER

Etablissement du Vingtième

Machault d'Arnouville est sans doute de tous les ministres de la Monarchie du XVIII^e siècle celui qui eut la plus claire vision des réformes qui eussent été susceptibles de sauver la royauté de la décadence, et dont la réalisation eut permis de faire l'économie de la Révolution.

Appelé par Louis XV, de l'Intendance de Valenciennes au Contrôle Général des Finances, à la fin de 1745, Machault passe les premières années de son ministère à la recherche des expédients capables de couvrir les dépenses de la Guerre de Succession d'Autriche. Mais, en même temps, il se convainc de la nécessité de mettre fin à cette politique précaire par

laquelle se soutiennent tant bien que mal les finances de l'Etat.

Après la conclusion de la paix à Aix-la-Chapelle le 21 octobre 1748, il va s'attacher à la réforme de la fiscalité. Cette réforme est d'autant plus urgente qu'en raison de l'engagement pris par le gouvernement en décembre 1746 de faire cesser l'impôt du dixième dès le rétablissement de la paix, se pose la question d'une recette de remplacement.

Or, ayant fait l'inventaire de l'arsenal fiscal alors existant, c'est précisément sur le dixième que Machault a jeté son dévolu, car c'est cet impôt qui lui paraît répondre le mieux à l'idée de justice fiscale qu'il veut faire prévaloir.

LE DIXIEME. — Créé par déclaration royale du 14 octobre 1710 pour faire face aux dépenses de la guerre de Succession d'Espagne, et seulement pour la durée de cette guerre, *le dixième* frappait, en quelques mains qu'ils se trouvassent, tous les biens du royaume et n'admettait ni privilège ni exemption. C'était, à la différence de la taille, un impôt de quotité, atteignant, comme les modernes impôts cédulaires, les revenus divisés en quatre catégories : revenus fonciers, revenus industriels et commerciaux, revenus mobiliers, revenus des charges et offices, et dont la connaissance devait être obtenue par le moyen de déclarations faites par les contribuables eux-mêmes. C'était, après la capitation, le deuxième impôt assis sans égard aux immunités fiscales. Il suscita immédiatement les protestations véhémentes et déclamatoires, restées célè-

bres, de Saint-Simon, et des résistances qui devaient amener des entorses sans nombre au principe, alors révolutionnaire, de l'égalité devant l'impôt. En dépit des intentions exprimées par le Roi, l'impôt du dixième fut réparti fort inéquitablement, et eut, contrairement aux affirmations de certains historiens, un rendement fort médiocre.

Le clergé, le premier, fort attaché à ses privilèges, obtint du Roi, moyennant un don gratuit de 8 millions de livres, une déclaration l'exemptant à perpétuité de l'impôt du dixième et lui promettant le maintien de ses immunités. Des conventions de rachat définitif furent également passées avec l'Ordre de Malte. l'Ordre du Saint-Esprit, le clergé étranger, la ville de Lyon, l'Alsace, Strasbourg.

Par des abonnements, les princes du sang, les Etats provinciaux, les sous-fermiers du domaine, des particuliers, obtinrent de se soustraire aux recherches des contrôleurs, et payèrent finalement des sommes fort éloignées du dixième réel de leurs revenus.

Quant aux déclarations, elles furent exigées sans rigueur, de sorte que n'en donnèrent que les contribuables qui le voulurent bien.

Le dixième qui, malgré les promesses faites lors de son établissement, et en raison de la pénurie du Trésor Royal, avait subsisté après la paix d'Utrecht, fut supprimé à compter du 1^{er} janvier 1718, par édit d'août 1717, mais l'article 1^{er} de cet édit stipula que la déclaration de 1710 continuerait d'être exécutée pour le dixième qui se retenait sur les parties payées des deniers du roi.

Après ce premier essai, couronné d'un médiocre succès, du principe de l'égalité et de l'universalité de l'impôt, se place l'épisode désastreux du système de Law, dont le plus clair résultat fut d'accroître dans de notables proportions la dette publique et le déficit du Trésor Royal. Il fallut songer au rétablissement d'une contribution sur les revenus.

LE CINQUANTIÈME. — Le projet élaboré en 1725 par Paris-Duverney proposait la levée d'un impôt du *cinquantième* sur tous les revenus possédés en France, quels qu'en fussent les titulaires, ecclésiastiques ou séculiers, nobles ou roturiers, privilégiés ou non privilégiés, à l'exception des revenus industriels et commerciaux, des rentes sur l'Hôtel de Ville, sur les tailles, les gages réduits au denier cinquante et les quittances de finance portant intérêt à deux pour cent. Instruit par l'expérience du dixième, et pour éviter les rachats, abonnements et autres manœuvres qui en avaient complètement altéré le caractère, Paris-Duverney prévoyait que le cinquantième serait levé en nature pour tous les revenus susceptibles de cette sorte de prélèvement, et recouvré par des adjudicataires.

Le projet de Paris-Duverney fut, malgré l'opposition de Villars et de Noailles, adopté par le Conseil et fit l'objet de la Déclaration du 5 juin 1725 qui instituait le cinquantième pour 12 ans, du 1^{er} août 1725 à octobre 1737. Un arrêt du 28 juillet 1725 en développa les dispositions.

La résistance du Clergé, de la noblesse et des cours fut encore plus opiniâtre que pour le dixième, car le

procédé de la perception en nature empêchait les privilégiés de se soustraire à l'impôt. Le cinquantième fut par eux dénoncé comme plus accablant encore que le dixième, malgré un taux cinq fois moindre ! Preuve que la perception exacte du cinquantième eut révélé combien le dixième, contrairement aux allégations de Saint-Simon, avait été loin d'atteindre les revenus à leur rigueur.

Les Parlements ne procédèrent à l'enregistrement de la Déclaration qu'après des remontrances incendiaires, la tenue d'un lit de Justice et l'expédition de quelques lettres de cachet ; le clergé et la noblesse réussirent à provoquer l'hostilité générale, en utilisant le mécontentement des paysans qui ne voyaient dans le cinquantième qu'une nouvelle aggravation de leurs charges. Tant et si bien que de guerre las, et devant la résistance passive partout organisée, mal soutenu au surplus par les intendants, le gouvernement, dont Paris-Duverney avait d'ailleurs été chassé, rendit la Déclaration du 21 juin 1726 supprimant la perception en nature, et faisant du cinquantième une pure résurrection de l'ancien dixième avec tous ses abus et ses privilèges. L'agitation, continuant encore contre l'impôt même ainsi transformé, la Déclaration du 7 juillet 1727 en décidait la suppression à la date du 1^{er} janvier 1728.

Après les deux échecs successifs du dixième et du cinquantième, toute volonté de réforme disparut. On ne se souvint plus du dixième que comme d'un impôt auquel il était commode de recourir dans les cas de guerre ou de crise financière : sans trop se préoccuper

de l'exactitude de son assiette, on voyait en lui une imposition dont le principal mérite était de rentrer rapidement.

Aussi la guerre de Succession de Pologne fut-elle l'occasion d'un rétablissement pur et simple du dixième, tel qu'il avait fonctionné en 1710. La déclaration de Fontainebleau du 17 novembre 1733, reproduisant exactement celle de 1710, ordonnait la perception du dixième pour toute la durée de la guerre, à compter du 1^{er} octobre 1733, point de départ qui fut reculé au 1^{er} janvier 1734 par lettres patentes du 22 décembre 1733. De nouvelles déclarations étaient exigées. Il y eut peu de résistances et le gouvernement se prêta d'ailleurs à toutes les transactions qui avaient été consenties en 1710 : rachat du clergé et des principaux ordres, abonnement des provinces et des particuliers. Lorsque les préliminaires de paix furent engagés, sans même attendre la fin de la guerre, l'arrêt du 1^{er} janvier 1737 abolit le dixième, et en arrêta la perception au 31 décembre 1736.

Avec la guerre de Succession d'Autriche reparut le dixième. La Déclaration de Versailles du 29 août 1741, calquée sur les précédentes, montrait dans le dixième l'imposition « la plus juste, la moins arbitraire et la plus avantageuse », et le Roi y promettait assez vaguement « qu'elle cesserait d'être levée aussitôt qu'en « posant les armes nous aurons rétabli la tranquillité « et fait cesser les causes des dépenses extraordinaires « qui nous ont forcé d'y avoir recours ». L'édit de décembre 1746 qui ordonna la perception pendant 10 ans, du premier janvier 1747 au dernier décembre

1756, de deux sols pour livre en sus du dixième, devait, en compensation, préciser cette promesse et annoncer que le dixième disparaîtrait aussitôt après la publication de la paix.

Naturellement les exemptions, rachats et abonnements avaient également reparu et écartaient pour plus d'un tiers du royaume l'application du principe d'égalité proportionnelle auquel les préambules des édits de création du dixième ne manquaient jamais de tirer un platonique coup de chapeau.

Telle est, brièvement retracée, l'histoire des diverses tentatives faites par le pouvoir central jusqu'au milieu du xviii^e siècle pour assouplir le système fiscal de la Monarchie et parvenir à une répartition plus équitable des charges publiques. L'échec en a été flagrant : l'œuvre est à reprendre.

LE VINGTIÈME. — La paix d'Aix-la-Chapelle, une paix chèrement achetée d'ailleurs, mais à laquelle tout le monde aspirait, vient d'être signée. Le moment paraît donc favorable : alors que, dans les expériences précédentes, le gouvernement, pressé par les nécessités de la conduite de la guerre, avait attaché plus de prix à un rendement rapide qu'à une exacte répartition, il a devant lui le temps nécessaire pour surveiller l'assiette de l'impôt.

Machault, tout en mesurant les difficultés de sa tâche, désire remettre de l'ordre dans les finances royales et pour cela rendre toute leur valeur aux principes qui avaient inspiré la création du dixième, mais dont l'application avait été poursuivie si mollement.

Machault, lui, est décidé à y travailler avec vigueur. Il ne se dissimule pas que, dans une société « hérissée de privilèges », la lutte contre le régime du privilège et de l'exception sera dure, mais il la juge indispensable, et, appuyé sur l'autorité absolue du Roi, il se croit capable de la mener à bien. Il comprend qu'il est temps pour la Monarchie de se transformer et que les errements fiscaux suivis jusqu'alors ne doivent plus se prolonger. Il veut que, désormais, sans distinction d'ordre ni de province, chacun paie selon ses facultés, et il voit, dans un impôt atteignant les revenus de tous sans exception, dont le débit serait abondant et régulier, le moyen de mettre un terme au désordre des finances et d'en finir avec les misérables expédients auxquels ses prédécesseurs avaient dû recourir.

Au surplus, l'agitation qui commence à se manifester pour que, conformément aux promesses royales, le dixième soit aboli, lui montre qu'il est temps d'agir.

Machault n'est pas embarrassé pour tenir ces promesses. Il ne fait aucune difficulté pour supprimer le dixième. Il lui substitue seulement un nouvel impôt, le vingtième, de quotité deux fois moindre, car il est moins désireux de trouver immédiatement de l'argent que d'imposer aux privilégiés le principe de l'égalité devant l'impôt. Il est d'ailleurs persuadé que le rendement du vingtième sera égal sinon supérieur à celui du dixième ; il suffira pour cela de rompre avec la tradition des ménagements injustifiés dont jouissaient jusqu'alors les pays d'Etat, les villes privilégiées, les particuliers haut placés et le clergé.

Deux édits préparés par Machault furent rendus à

Marly au début de mai 1749. Le premier créait 1.800.000 livres de rentes au taux de cinq pour cent, amortissables en 12 ans par tirage au sort, et dont le produit était affecté à l'extinction des dettes de la guerre ; ces titres, par une innovation qui assura le succès de l'emprunt, étaient au porteur avec coupons détachables.

Le deuxième édit établissait le vingtième. Il était précédé d'un préambule, rédigé avec un grand esprit de sagesse et de justice, dans lequel le roi rappelait d'abord que des suppressions d'impôts avaient déjà eu lieu depuis la publication de la paix, et que sa volonté était toujours de supprimer aussi le dixième, malgré les dépenses qu'entraînait la nécessité de mettre la marine en état de favoriser et de protéger le commerce, et de conserver une armée suffisante pour assurer la tranquillité des frontières et l'indépendance nationale. Le roi déclarait ensuite que l'extinction des dettes était « le seul moyen de travailler efficacement au bonheur « des peuples » et qu'à cet effet il établissait une « Caisse Générale des Amortissements distincte et « séparée de notre Trésor Royal ainsi que de toutes « autres caisses ». Mais ne pouvant y verser le produit des revenus ordinaires, en raison de la multiplicité et de l'énormité des charges auxquelles ils font face, le roi ajoutait : « Nous nous voyons avec peine obligés, pour « commencer une opération si importante au bien de « notre royaume, d'avoir recours pendant les premiè- « res années à l'imposition du vingtième de tous les « biens et revenus de nos sujets pour en verser le « produit entier dans notre Caisse des Amortissements

« et l'employer à la seule libération de l'Etat. » Il justifiait le choix de l'imposition « par la considération
« qu'il n'y en a point de plus juste et de plus égale,
« puisqu'elle se répartit sur tous et sur chacun de nos
« sujets dans la proportion de leurs biens et de leurs
« facultés, et que la levée s'en faisant sans traité ni
« remise extraordinaire, le produit rentre en entier au
« profit de notre Etat ».

L'article 1^{er} de l'édit ordonnait que le dixième cesserait d'être imposé à compter du 1^{er} janvier 1750 ; l'article 2 que les 2 sols pour livre du dixième continueraient d'être levés en exécution de l'édit de décembre 1746. Les articles 3 à 15 avaient trait, d'une façon assez sommaire d'ailleurs, à l'organisation, l'assiette, la levée du nouvel impôt ; ils reproduisaient les principales dispositions précédemment prises pour le dixième et le cinquantième ; l'article 14 précisait que
« les propriétaires ou usufruitiers ...qui n'auraient
« point été compris dans les rôles arrêtés en notre
« conseil, en exécution de notre déclaration du 29 août
« 1741, fourniront dans la quinzaine du jour de la
« publication du présent édit des déclarations exactes... » faute de quoi « ...ils seront tenus de payer
« le double du vingtième de leurs revenus, et le quadruple en cas de fausse attestation ». Les articles 16 à 20 sont consacrés à l'organisation de la Caisse d'Amortissement.

En dehors du préambule qui parlait en termes bien vagues « des premières années », aucune limitation de durée n'était indiquée pour la nouvelle imposition. Tout le monde comprit qu'elle était établie à perpé-

tuité. Aussi les privilégiés organisèrent-ils aussitôt la résistance (1).

L'opposition des Parlements ne fut pourtant pas très vive. Après un premier refus d'enregistrement, le Parlement de Paris, ayant reçu du Roi l'ordre pur et simple d'enregistrer, obtempéra (19 mai 1749).

Le Parlement de Normandie, établi à Rouen, et qui se signalera jusqu'à la Révolution comme la plus acharnée des Cours Souveraines, osa se plaindre dans ses remontrances arrêtées le 7 juillet 1749 (2) que le vingtième fut établi au mépris de la parole royale. La suppression du personnel du dixième lui paraissait s'imposer « ...si la façon de percevoir cet impôt est conforme à ce qui s'est pratiqué pour la perception du dixième, vos sujets, Sire, éprouveront encore les vexations des directeurs et contrôleurs qui, sans avoir égard aux déclarations données par les propriétaires, ont fait des taxations à leur gré et par ce moyen ont rendu l'imposition arbitraire ; leur ministère semblerait aujourd'hui inutile, quand V. M. persisterait à ordonner l'exécution de l'édit du vingtième, puisque les rôles arrêtés depuis longtemps suffiraient pour en faire la levée et les sommes destinées à payer ces préposés entreraient dans les coffres de Votre Majesté... » Une pareille conception du vingtième, qui n'aurait été ainsi que la reconduction pure et simple du dixième

(1) L'histoire retracée ne reprend que succinctement les développements faits dans les ouvrages généraux, pour ne s'attacher qu'à ce qui a trait plus particulièrement à la Généralité de Caen.

(2) Archives Seine-Inférieure : Registres secrets du Parlement.

à un taux moitié moindre, était évidemment aux antipodes des intentions du Contrôleur Général. Le Parlement déclarait en outre ne pas pouvoir prendre la responsabilité d'enregistrer l'édit sans avoir reçu de nouveaux ordres. « ...Le zèle de vos sujets n'est point
« diminué mais leur misère est extrême. Nous man-
« querions à ce que nous devons à Votre Majesté si
« nous lui dissimulions leur état malheureux. Si nos
« humbles remontrances ne sont point écoutées, que
« Votre Majesté daigne nous donner de nouveaux
« ordres, pour l'enregistrement d'un édit aussi oné-
« reux. Nous y obéirons avec la soumission la plus
« respectueuse et nous serons disculpés envers les
« peuples de cette province qui pourraient nous repro-
« cher d'avoir vu leur épuisement et leurs besoins... »
Ces nouveaux ordres ne tardèrent pas ; le 12 juillet, une lettre du Chancelier d'Aguesseau enjoignit au Parlement, du commandement du Roi, d'enregistrer l'édit du vingtième purement et simplement, ce qu'il fit le 16 juillet, non sans ajouter que « ...sera Sa
« Majesté très humblement suppliée en tous temps et
« en toutes occasions, de soulager ses peuples en reti-
« rant l'arrêt du vingtième ».

L'édit fut alors publié dans la Généralité de Caen (29 juillet 1749) (1) :

(1) Louis Arnould de la Briffe, Chevalier, Vicomte de Morsain, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son hôtel, Intendant et Commissaire départi pour l'exécution des Ordres de Sa Majesté en la Généralité de Caen.

Vu l'Edit du Roi ci-dessus et les ordres du Conseil à Nous adressés ;
Nous ordonnons que le dit Edit sera exécuté suivant sa forme et

LA GENERALITE DE CAEN. — La Généralité de Caen, créée par François I^{er} en 1542, s'étendait de l'embouchure de la Dives à la Bretagne. Délimitée au Nord et à l'Ouest par la Manche, au Sud par les Généralités de Rennes et de Tours, et à l'Est par les deux autres généralités normandes de Rouen et d'Alençon, elle couvrait une superficie évaluée à 583 lieux carrées, soit plus du tiers de la Normandie (qui en comptait 1.635). Son territoire comprenait le département de la Manche et, dans le Calvados, les anciens arrondissements de Bayeux et de Vire, celui de Caen (moins les 3 communes d'Airan, Cesny-aux-Vignes, Ouézy), la

teneur et à cet effet lu, publié, et affiché dans toutes les Villes, Bourgs et Paroisses de la Généralité de Caen, à ce que personne n'en ignore ; et en conséquence que tous Propriétaires et Usufruitiers de biens et revenus situés dans l'étendue de la dite Généralité, qui, pour raison du Dixième, n'ont point fourni de déclarations et n'ont point été compris dans les Rôles, à cause des Abonnements qui ont subsisté, remettront dans la quinzaine du jour de la publication de la présente Ordonnance, es-mains de nos subdélégués, chacun dans leur département, des déclarations exactes, détaillées, et dans la même forme que celle qui a été ordonnée à l'égard du Dixième par la déclaration du 23 avril 1742, pour être les dites déclarations à Nous adressées par nos subdélégués et être fait usage d'icelles dans les Rôles du Vingtième, le tout sous les peines portées par l'article 14 de l'Edit ci-dessus.

Fait à Caen, le 29 juillet mil sept cent quarante neuf.

Signé — La Briffe — et plus bas : Par Monseigneur, Parent.
(Arch. Calvados C. 4713).

L'exemplaire de cet édit fut transmis par La Briffe à ses subdélégués avec cette recommandation : « ...étant nécessaire que cet édit « soit rendu public non seulement dans les villes et bourgs, mais « encore dans toutes les paroisses de votre subdélégation, prenez, « je vous prie, les mesures les plus sûres pour qu'il en soit remis « dans chaque paroisse un exemplaire qui y soit affiché à la porte « de l'Eglise, et lu à l'issue de la messe paroissiale afin que per- « sonne n'en ignore... » (circulaire du 12 août 1749, Arch. Calv., C. 5942).

partie occidentale de celui de Falaise, et trois communes de celui de Lisieux (Méry-Corbon, Croissanville et Bissières).

Aucun recensement officiel ne donne le chiffre de la population de la Généralité de Caen au milieu du XVIII^e siècle. Mais, en utilisant les documents établis à la fin de l'Ancien Régime (1), et en tenant compte de l'accroissement de la population qui se produisit de façon certaine dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, on peut évaluer cette population à 600.000 habitants.

La Généralité de Caen comptait environ 1.214 paroisses (2), réparties entre les neuf élections de Caen,

(1) Tels que l' « Etat de situation des finances de la France, de l'étendue, de la population et des contributions de chaque généralité du royaume en 1788 » (Arch. Nat., D. VI, 64, I, 107), qui donne pour la Généralité de Caen le chiffre de 644.000 habitants. « Un tableau de population en 1787 » conservé aux Arch. Nationales : H. 1444 et cité par Levasseur : *La Population*, tome I, page 218, ne donne que le chiffre de 600.000 habitants.

D'après le « Tableau de la population et rapport des naissances, mariages et morts », publié par le Chevalier des Pommelles en 1789, la Généralité de Caen avait 625.000 habitants.

(2) Autant de documents consultés sur le nombre des paroisses de la Généralité de Caen, autant de chiffres différents. Cela tient pour une part à l'imprécision du mot « paroisse » pris tantôt dans le sens de groupement d'habitants autour d'une église, tantôt dans celui d'une communauté villageoise, ayant un rôle séparé d'impositions.

Dumoulin, *La géographie ou description générale du Royaume de France, divisé en ses généralités*, tome III (1765) donne le chiffre de 1.236 paroisses ; Saugrain, *Nouveau dénombrement du Royaume par Généralités, élections, paroisses et feux*, tome II (1720) indique 1.234 paroisses. D'après « l'Etat des revenus des Biens Ecclésiastiques... », dressé en 1787 par l'Administration des 20^{mes} (Arch. Calv., C. 6519), il y avait 1.233 paroisses. Le Procès-Verbal des Séances de l'Assemblée Provinciale de Basse-Normandie en novembre-décembre 1787 contient deux chiffres différents : celui de 1.235 paroisses, d'après un tableau ; et celui de 1.214 paroisses et 11 villes d'après le rapport des Procureurs-Syndics. Nous nous sommes arrêtés au chiffre de 1.214,

Bayeux, Vire, Avranches, Coutances, Carentan, Valognes, Mortain et Saint-Lô (1).

Elle était administrée depuis le premier tiers du ^{xvii}^e siècle, par un représentant du Roi ayant le titre « d'Intendant de justice, police et finances et commissaire départi pour l'exécution des ordres de Sa Majesté en la Généralité de Caen ». La résidence de cet intendant était fixée à Caen. Dévoués aux ordres du Roi, avec les ministres duquel ils correspondaient directement, et en même temps attentifs aux intérêts de leur circonscription, les intendants se montrèrent en général d'excellents administrateurs (2).

d'après « L'Etat Général des Villes et communautés villageoises qui composent la Généralité de Caen », présenté à l'Intendant par Hommaïs, ancien commis de l'Intendance, en 1787 (Arch. Calv. C. 267). Cet état contient une liste de 1.216 noms, dans laquelle les villes telles que Caen ne sont comptées que pour une unité (malgré l'existence à Caen de 12 paroisses) ; nous en avons déduit : Saint-Pierre-Oursin, dans l'élection de Caen, et La Chapelle-aux-Moines, dans celle de Vire, qui n'ont été érigés en paroisses que sous le règne de Louis XVI.

(1) Primitivement la Généralité de Caen ne comptait que 7 élections ; celles de Mortain et Saint-Lô furent créées, la première à la fin du ^{xvi}^e siècle, la seconde en 1639.

(2) D'après la liste établie par M. G. Besnier et publiée dans *Les 50.000 Adresses du Calvados et Annuaire Administratif réunis* de 1914, p. 93, les divers intendants qui se succédèrent à Caen, sont :

Miromesnil (Dyel de) (province de Normandie) 1636. Aligre (Etienne d'), juin 1637-1639. La Potherie (Charles Le Roy de), novembre 1639-1646. Du Tronchay (Charles), juin 1642-19 juillet 1648. La Margerie (Louis Laisné de) (province de Normandie), 1656. Morant, baron du Mesnilgarnier (Thomas), juin 1653-1655. Miromesnil (Jacques Dyel de), octobre 1655. Aligre de Boislandry (Michel d'), septembre 1658. Favier du Boulay (Jacques) (Alençon et Caen), novembre 1658-1659. Champigny (Jean Bochart de) (Rouen et Caen), octobre 1659-1660. Aligre de Boislandry (Michel d'), 2^e fois, avril 1660-1661. Dugué (François), septembre 1661-1665. Chamillert (Guy), janvier 1666-1675. Dreux (Philippe), septembre 1675-1676. Bazin (Louis), no-

A la tête de chacune des élections (1) de la Généralité se trouvait un subdélégué, nommé par l'Intendant, en vertu de sa commission, et révocable à sa guise. Choisis parmi les notabilités locales, ne recevant aucun traitement, mais de simples gratifications, destinées à les indemniser de leurs frais de bureau, les subdélégués jouaient dans leur subdélégation un rôle très important et disposaient d'une grosse influence. Ils étaient, par leurs rapports, avis et informations, à la source de la plupart des décisions de l'Intendant et en assuraient l'exécution.

Les subdélégués transmettaient les ordres de l'Intendant aux officiers municipaux dans les villes, et à des syndics paroissiaux élus dans les communautés rurales.

L'activité des habitants de la Généralité était à peu près exclusivement tournée vers l'agriculture. Plus

vembre 1676-1677. Méliand (Claude), mars 1677-1683. Morangis (Antoine Barillon de), janvier 1683-1686. Gourgue, marquis d'Aulnay (Amand-Jacques de), mai 1686-1689. Foucault (Nicolas-Joseph), mars 1689-1706. Foucault, marquis de Magny (Nicolas-Joseph), août 1706-1709. La Briffe (Pierre-Arnaud de), août 1709-1711. Guynet d'Arthel (François), janvier 1712-1723. Aube (François Richer d'), juillet 1723-1727. Vastan (Félix Aubery, marquis de), février 1727-1740. Saint-Contest (François-Dominique de Barbarie de), 1740. La Briffe (Louis, Arnaud de), mai 1740-28 juillet 1752. Fontette (Jean-François d'Orceau de), 1752-1775. Esmangart (Charles-François-Hyacinthe), septembre 1775 (*)-1783. Brou (Charles-Henri Feydeau, marquis de), novembre 1783-1787. Launay (Louis-Guillaume, René Cordier de), janvier 1787-août 1790.

(*) Dans une lettre (Archives Calvados Lm, Liquidation de l'Ancien Régime) du 27 décembre 1790, Esmangart rappelle qu'il a été nommé à l'Intendance en août 1775.

(1) Deux autres subdélégations furent créées, l'une en 1783 à Granville aux dépens de l'élection d'Avranches, l'autre à Cherbourg en 1785, aux dépens de l'élection de Valognes.

qu'ailleurs, peut-être, la terre y constituait la seule véritable richesse. La fertilité en était reconnue, ainsi qu'on en trouve souvent l'expression dans la correspondance des contrôleurs généraux, malgré les réserves que ne manquaient pas de faire à cet égard les intendants pour certaines parties peu favorisées de leur généralité, telles que les élections d'Avranches et de Mortain.

L'industrie occupait une très faible partie de la population. Il n'existait guère que quelques forges et mines, et des fabriques de dentelles (surtout à Caen et Bayeux).

Quant au commerce il était peu actif. Aux dires d'un contemporain (1), « ...il s'en fallait infiniment que le « commerce qui se faisait dans la Généralité de Caen « approchât celui de la Généralité de Rouen... » Cela tenait d'abord à la tendance des populations rurales à vivre en économie fermée, et ensuite à la médiocrité des voies de communication qui rendait les échanges difficiles. Cette situation, dans la seconde moitié du xviii^e siècle, devait s'améliorer notablement, surtout après que Fontette eût entrepris, grâce à la réforme de la corvée, la création d'un important réseau routier.

Pays d'élection, directement soumise à l'autorité du Roi, la Généralité de Caen n'avait jamais connu, comme les pays d'Etat, de faveurs spéciales pour ses impositions. Aucun corps intermédiaire entre elle et le pouvoir central pour obtenir des remises, des abon-

(1) Dumoulin, *op. cit.*, p. 14.

nements ou des réductions. Elle subissait donc, dans toute leur étendue, les dispositions des édits fiscaux, telles qu'elles étaient arrêtées au Conseil du Roi. En théorie tout au moins, car, comme on l'a déjà constaté au cours du rapide rappel de l'histoire du dixième et du cinquantième, la pratique apportait de sérieux tempéraments.

HISTOIRE DU DIXIEME DANS LA GENERALITE. — Le dixième avait été, dans la Généralité de Caen, appliqué sans trop de peine et son rendement avait été satisfaisant. Sans doute comme partout ailleurs, il ne fut pas le dixième exact des revenus, et la répartition fut loin d'être équitable. Ce furent là des vices auxquels le pouvoir central se résignait. Du moins ne s'introduisit-il pas dans l'assiette du dixième les abus que M. Marion a signalés en Guyenne où pendant longtemps il fut levé au marc la livre de la taille, ce qui excluait toute imposition des privilégiés ! (1) Ainsi le rôle de 1717 de l'Election de Bayeux s'élevait à 105.174 livres 7 sols, incombait aux nobles exempts et privilégiés pour 75.991 livres 18 sols et aux taillables pour 29.182 livres 9 sols (2). D'autre part, les sanctions du double et du quadruple pour fausses déclarations ou non déclaration furent effectivement appliquées dès le début de l'imposition. Dans la même élection de Bayeux, en 1711, les rôles du double atteignirent 4.989 livres 9 sols 11 deniers, et ceux du quadruple, la

(1) Marion, *Machault d'Arnouville*, p. 59.

(2) Archives Calvados, C. 5285.

somme relativement élevée de 27.611 livres 16 sols 6 deniers (1).

Les premiers rôles du dixième avaient été établis d'après les déclarations des particuliers. Lors de la création du cinquantième, de nouvelles déclarations furent exigées, sans résultat malgré les menaces de sanctions. Le 28 novembre 1725, le Contrôleur Général écrivait à Daube, intendant de Caen : « ...S. A. S. ins-
« truite de l'indocilité avec laquelle on résiste dan-
« votre Généralité à fournir les déclarations deman-
« dées en exécution de l'arrêt du Conseil du 28 juillet
« dernier m'a donné ordre de vous marquer que l'in-
« tention du Roy est que vous preniez la peine d'en-
« voyer chercher six des principaux Bourgeois de la
« Ville de Caen pour leur apprendre que vous êtes
« chargé de m'adresser leurs noms si à l'expiration du
« délai que vous leur prescrirés ils n'ont pasourny
« les déclarations des maisons dont ils sont proprié-
« taires, tant de la Ville que de ses faubourgs. Je vous
« prie d'écrire en même temps à vos subdélégués d'en-
« user de même dans la ville de leur résidence, et de
« faire dire aux Bourgeois principaux que faute par
« eux de rapporter dans un pareil délai les déclarations
« demandées, leurs noms me seront adressés. Vous

(1) L'imposition de ces rôles du quadruple n'allait d'ailleurs pas sans récriminations ni même sans violences. C'est ainsi que la femme du Sieur du Val, lieutenant criminel au Bailliage de Vire et subdélégué de l'intendant Guynet fut frappée par le Sieur Moulieu de la Criquetière, mécontent d'avoir été sur le rôle du dixième, imposé au quadruple pour n'avoir déclaré que le tiers du revenu de son bien (lettre de Guynet, 5 juin 1712, Arch. Nation., G. 7-218).

« m'informerés ensuite de l'effet qu'aura produit cet
« expédient. S'il ne réussit pas, on est déterminé d'en
« faire exiler un certain nombre d'entre eux. A l'égard
« des maisons de la campagne si les propriétaires n'en
« fournissent pas leurs déclarations, vous vous servirez
« de celles qu'ils ont données lors que le dixième était
« établi, pour les comprendre ensuite par estimation
« dans les états que vous ferez dresser pour le double
« du cinquantième de leur produit actuel... (1) ».

Pratiquement, il semble que les rôles du cinquantième aient été la reproduction presque intégrale des rôles du dixième (2).

Par contre en 1734, l'administration réussit à obtenir des déclarations. Une première série de rôles fut formée, comprenant les cotes des particuliers qui avaient fourni leurs déclarations régulières ; quant à ceux qui ne s'étaient pas conformés au modèle de déclaration, ou qui n'avaient donné aucune déclaration, ils furent portés à part dans des rôles les imposant au double de l'imposition qu'ils avaient supportée dans les rôles de 1717 (3).

Des décharges de cette imposition du double furent d'ailleurs libéralement accordées à tous ceux qui se

(1) Arch. Nationales, K. 893 (B. 108).

(2) Ainsi dans la paroisse de Merville, élection de Caen, alors que le rôle du dixième de 1715 atteignait pour 51 articles la somme de 319 livres 9 sols, le rôle du cinquantième de 1726 comprend 50 articles pour une imposition de 159 livres 19 sols 9 deniers, soit le cinquième environ de l'imposition du dixième.

(3) Ainsi, au rôle du double de la paroisse de Sully, arrêté le 20 août 1734 (le même jour que le rôle ordinaire) :

« Le sieur du Coudray ou représentants possédant 30 livres de revenu, suivant l'article 8 du rôle du dixième de l'année 1717 dont

résolurent à passer les déclarations exigées. De nouvelles minutes des rôles purent alors être établies pour 1736, conformes aux déclarations, et lorsque l'imposition du dixième fut rétablie en 1741, elle fut levée d'après ces mêmes rôles, sans nouvelles déclarations.

Des contrôleurs du dixième passaient dans les paroisses pour opérer la vérification de ces rôles, mais leur activité ne se manifeste qu'à partir de 1743 ; elle semble n'avoir pas porté sur l'ensemble de la Généralité et s'être limitée à quelques élections, particulièrement celle de Bayeux, vérifiée par le Contrôleur Aubert, et celles de Saint-Lô, Carentan, Coutances et Avranches vérifiées par les Contrôleurs Gautier et de la Porte (1).

Le rendement du dixième suivit, dans la Généralité de Caen, une progression assez sensible, ainsi qu'il résulte du tableau partiel ci-après

Elections	Produit du dixième		Produit du dixième en 1742	Augmentation
	en			
Caen.....	1712	126.841 ¹	218.804 ¹	91.963 ¹
Bayeux	1717	105.174	159.850	54.676
Carentan	1714	97.460	117.254	19.794
Coutances ...	1715	91.285	114.084	22.799
Saint-Lô	1715	73.375	106.256	32.881
Totaux ...		494.135 ¹	716.248 ¹	212.113 ¹

ils n'ont point fait leur déclaration payeront pour le dixième 3 l.
et pour n'avoir point fourny une nouvelle déclaration payera
pour le double suivant qu'il est porté par la déclaration du roy, cy 3 l.
(Arch. Calv., C. 4874).

6 l.

(1) Cf. Inventaire de la Direction des Vingtièmes, Arch. Calv., C. 8.158.

Ce tableau (1) fait ressortir pour les cinq élections envisagées une augmentation de 212.113 livres, soit d'environ 43 %. Cette augmentation est certainement fort éloignée de l'accroissement réel de la fortune publique depuis l'établissement du dixième. Elle correspond cependant à celle du produit général du dixième dans le royaume : de 28 millions et demi de livres en 1710-1713, il passa en effet à 41 millions en 1742, soit environ 44 % d'augmentation (2).

Telle avait été, succinctement exposée, l'histoire du dixième dans la Généralité de Caen.

DEBUT DU VINGTIÈME. — L'introduction du vingtième ne changea tout d'abord pas grand chose à l'état de choses existant. L'année 1749 fut une période de transition au cours de laquelle rien de nouveau ne fut entrepris.

Le Directeur et les Contrôleurs du dixième restent en place et prennent seulement le nom de Directeur et Contrôleurs du Vingtième (3). Dès le 2 août 1749, Fulvy, Intendant des Finances au Contrôle Général,

(1) Les chiffres composant ce tableau proviennent des Archives du Calvados ; ils ne concernent que le produit des biens-fonds. Ceux des années 1712-1717 figurent dans les comptes des receveurs des tailles (C. 5285 à 5289). Ceux de 1742 sont donnés par Beauvillé, Directeur des vingtièmes (C. 5943). Nous n'avons pu retrouver d'états de dixièmes postérieurs à 1742.

(2) Chiffres cités par Clamageran, *Histoire de l'impôt*, tome III, pp. 98 et 265. Il s'agit du produit brut, déduction non faite des décharges et modérations, et des frais de régie.

(3) L'arrêt du Conseil du 17 mars 1750 confirmera le maintien en fonction du personnel du Dixième.

spécialement chargé de l'administration du vingtième, leur donne l'ordre « de s'occuper par préférence à tout à acquérir les connaissances les plus parfaites qu'il sera possible sur les biens qui n'ont point été compris dans les rôles du dixième à cause des abonnements qui ont eu lieu... » et il leur fait connaître la nécessité « ...de « conduire cette opération avec toute la prudence et le « secret nécessaires pour ne point répandre l'alarme « ni même le soupçon... ». Mais l'Intendant de Caen, la Briffe, après avoir examiné le modèle des nouveaux rôles du vingtième trouve « ...que le détail dans lequel « M. le Contrôleur Général veut que l'on entre sur « chaque article de ces nouveaux Rolles est im- « mense... » et fait observer que la seule rédaction de plus de 150.000 articles dont sont composés les rôles des paroisses de la généralité serait un ouvrage qui ne pourrait être fini assez tôt pour que les nouveaux rôles puissent être mis en état de recouvrement au 1^{er} janvier 1750. Aussi propose-t-il de ne se livrer à la confection de nouveaux rôles que pour l'année 1751, et de se borner pour l'année 1750 à faire des copies des rôles existants (1). C'est cette manière de voir qui prévalut : les rôles du dixième furent simplement visés par La Briffe, et arrêtés par lui à une somme égale à la moitié du dixième, plus les deux sols pour livre de ce dixième.

(1) Arch. Calv., C. 5942.

CHAPITRE II

Les premières années de l'impôt.

Les oppositions rencontrées par Machault

Le principe que Machault voulait faire prévaloir d'un impôt, égal pour tous, subit, dès le début, de profondes altérations.

LES PAYS D'ETATS. — Dans les pays d'Etats, où les impositions devaient être, sous le nom de don gratuit, consenties par les assemblées, le Contrôleur Général rencontra une résistance inégale. En Bourgogne, en Provence, en Artois, dans les petits Etats du Nord et des Pyrénées, où l'autonomie provinciale était plus nominale que réelle, il réussit assez facilement à faire accepter le vingtième, bien que le système d'assiette et de recouvrement du nouvel impôt fût évidemment destructeur des privilèges provinciaux. En Languedoc et

en Bretagne, la lutte fut plus vive : les Etats durent être dissous, et leurs membres exilés. Dans l'ensemble, les efforts du Contrôleur Général furent couronnés, en pays d'Etat, d'un certain succès : le produit du vingtième ne fut pas loin d'y atteindre le montant des abonnements au dixième.

LE CLERGE. — Machault fut beaucoup moins heureux avec le Clergé, qui, plus puissamment organisé que les Etats eux-mêmes, s'opposa avec acharnement à l'abolition des immunités fiscales dont il jouissait. L'idée dominante du contrôleur général était précisément de soumettre au vingtième les revenus ecclésiastiques, de la même manière que les autres. Jusqu'alors le Clergé n'avait jamais subi les investigations des agents du fisc ; il ne fournissait au Trésor Royal aucune autre contribution que les dons gratuits, qu'il prétendait consentir comme bon lui semblait. Il entendait en effet échapper à la règle commune, en vertu de cette théorie que ses biens, consacrés au service de Dieu, ne devaient être assujettis à aucune charge sacrilège. L'importance des dons gratuits accordés par le Clergé était fort loin de correspondre à ses revenus, qui s'élevaient alors, suivant les estimations les plus sérieuses, à environ 110 millions de livres (1).

(1) Cf. Marion, *Machault d'Arnouville*, p. 210.

Une enquête faite par Machault révéla un chiffre bien supérieur. Elle attribuait :

Au Clergé de France, un revenu de	181.960.000
Au Clergé des Eglises frontières	30.400.000
Aux Hôpitaux	38.000.000
Total	250.360.000

Dans le revenu attribué au Clergé de France, la part de l'Arche-

Après avoir vainement tenté de diviser le Clergé en opposant le bas-clergé à l'épiscopat, Machault dut attendre la réunion de l'Assemblée quinquennale du Clergé, qui devait s'ouvrir en mai 1750. Les préliminaires d'installation terminés, l'Assemblée aborda l'affaire du vingtième. A l'unanimité, elle décida d'adresser au Roi d'humbles représentations pour qu'il conserve à l'Eglise ses immunités fiscales et désavoue les agissements du Contrôleur Général (7 juillet). Impressionné par la fermeté de la résistance du Clergé, le Gouvernement décida de renoncer au vingtième des biens ecclésiastiques ; mais il n'abandonnait pas pour cela l'idée d'obliger le Clergé à contribuer aux dépenses de l'Etat. Par une déclaration publiée le 17 août 1750, le Roi réclamait une contribution annuelle de 1.500.000 livres destinée à amortir les dettes du Clergé, et, pour permettre une équitable répartition de cette somme, enjoignait aux Archevêques et Evêques, dans chacun de leur diocèse, de faire dans le délai de 6 mois, à compter du 1^{er} janvier 1751, la Déclaration de tous les biens ecclésiastiques et de leurs revenus. Ainsi le Gouvernement répondait à toutes les objections du Clergé,

vêché de Rouen entraît pour 16.790.000 livres, savoir :

Diocèse de Rouen	5.270.000
— Bayeux	2.020.000
— Avranches	1.070.000
— Evreux	2.240.000
— Coutances	2.090.000
— Séez	1.980.000
— Lisieux	2.120.000

(Biblioth. Arsenal, ms. 4064).

et, en même temps, allait pouvoir pénétrer le secret des revenus ecclésiastiques, ce qui lui permettrait plus tard de les assujettir à l'impôt.

Le Clergé devina facilement les intentions du Contrôleur Général, et s'éleva avec fermeté contre des projets qui tendaient « ...à changer en tribut nécessaire ce qui ne pouvait être que l'offrande de son amour ». Malgré les avertissements du Roi, il refusa de délibérer sur la demande qui lui était faite. L'Assemblée du Clergé fut dissoute, et les Evêques renvoyés dans leurs diocèses (20 septembre 1750).

Appuyé par une campagne de brochures, Machault crut un moment l'emporter. Comme le délai de six mois laissé pour l'exécution de la déclaration du 17 août allait expirer, quelques évêques parurent disposés à obéir : dans quelques diocèses, des instructions furent données pour que soient fournies les déclarations exigées (1). Si Louis XV avait eu la volonté d'agir, la contribution demandée eut pu sans aucun doute être levée. Mais les scrupules religieux du Roi, avivés au dernier moment par un mémoire de l'Archevêque de Paris, furent les plus forts.

En janvier 1751, Louis XV enjoignit au Contrôleur Général d'entamer les négociations avec le Clergé. Sur

(1) Il y eut même un commencement d'exécution. C'est ainsi que nous avons retrouvé une déclaration passée par un prêtre du Diocèse de Sées sous la forme suivante : « Déclaration que donne maître Jean « Charles Vendel, prestre curé de la paroisse de St-Martin-d'Ussy, « Diocès de Sées pour satisfaire à la déclaration du Roy du dix sept « août mil sept cens cinquante, à nous adressée le vingt six du mois « d'octobre suivant ». (Arch. Calv., F. Papiers Riboult, carton 2).

ce terrain, aucun succès n'était possible. L'arrêt du 23 décembre 1751 enregistra la capitulation du gouvernement : la levée des 1.500.000 livres qui n'était pas encore commencée était ajournée indéfiniment, et le Roi déclarait expressément que son intention n'était pas que les biens ecclésiastiques fussent assujettis à la levée du vingtième (1).

Mais le Clergé ne se sentit pleinement rassuré que lorsqu'il eut obtenu le départ de Machault du Contrôle Général des Finances où sa présence constituait pour lui une menace permanente. Le Roi céda : en juillet 1754, malgré sa profonde estime pour Machault (« L'homme selon mon cœur », disait-il en parlant de lui) il lui retirait les finances et lui confiait la marine.

Désormais, les biens ecclésiastiques dont l'imposition eut pourtant permis de soulager la détresse du Trésor Royal, vont se trouver à l'abri de toute atteinte (2).

LES PAYS D'ELECTION. — Dans les pays d'élection, l'imposition du vingtième, même limitée aux biens laïques, aurait dû, si l'on avait exécuté les directives du Contrôleur Général, suivre une progression sensible. Or le résultat fut assez médiocre. Alors que le dixième produisait en 1749 dans les vingt généralités des pays d'élection environ 22.244.000 livres, le ving-

(1) Précis des Rapports de l'Agence du Clergé de France (Biblioth. Nat., fol. Ld⁵25, page 1493).

(2) Necker fera ressortir plus tard l'importance du secours qu'auraient reçu les finances royales si les biens du Clergé avaient été assujettis au vingtième (*Administration des Finances de la France*, tome II, p. 319).

tième ne fournit en 1754 que 11.661.000 livres, soit un chiffre à peine supérieur à la moitié du dixième (1).

Dans la Généralité de Caen, la moitié du dixième s'élevait, en 1749, à 614.000 livres. En 1755 (2), le vingtième produisit 635.399 livres, en sorte que l'augmentation ne fut que de 21.400 livres environ, à peine 3,5 %. On était loin de ce que le Contrôleur Général avait espéré. C'est qu'en pratique ses instructions étaient restées lettre morte. L'administration des vingtièmes ne fut pas plus active que ne l'avait été celle du dixième : de nombreuses vérifications à caractère très sommaire avaient été faites entre les années 1744 et 1750 dans les élections de Bayeux, Saint-Lô, Carentan, Valognes, Coutances et Avranches. Après 1750, les contrôleurs vérifièrent plus spécialement les paroisses des élections de Vire et de Mortain (3), mais leurs opérations n'eurent pas un caractère plus rigoureux que celles qu'ils avaient effectuées lorsqu'il s'agissait du dixième ; elles servaient surtout à mettre à jour la liste des contribuables et ne comportaient que de très faibles augmentations. L'élection de Caen n'avait même subi absolument aucune vérification. La négligence apportée à l'exécution des ordres du Contrôleur Général avait

(1) Chiffres donnés par Marion, *Machault d'Arnouville*, p. 72.

(2) Marion dans *Machault*, p. 69, indique le chiffre de 635.000 livres pour 1753 et de 641.000 livres pour 1754. Nous n'avons pas trouvé confirmation de ce dernier chiffre dans les documents des Archives du Calvados. Aussi nous en tenons-nous à celui de 635.399 indiqué aux Archives pour 1755.

(3) Cf. Inventaire de la Direction des Vingtièmes, Arch. Calv., C. 8158.

été très grande ; aussi dans une lettre adressée en 1755 à Fontette, intendant de Caen, Courteille, intendant des Finances en exprima vivement sa surprise (1). Il ordonnait que les vérifications soient reprises sans délai, et quelques jours plus tard, donnait à Fontette les instructions les plus précises pour obtenir des Contrôleurs un travail utile et sérieux (2). Anticipant sur les résultats de ce travail, Courteille prévoyait même que les augmentations provenant des vérifications remonteraient à l'époque de l'établissement du vingtième, et feraient l'objet de rôles de supplément levés en deux portions, savoir en 1756 pour le supplément des années paires et en 1757 pour celui des années impaires.

En fait, rien de nouveau ne fut entrepris. A peine quelques opérations furent-elles menées, sans plus de rigueur qu'auparavant, et toujours dans les élections de Vire et de Mortain (3). Le rendement du vingtième dans

(1) Lettre du 16 décembre 1755 (Arch. Calv., C. 5942), citée par M. Besnier, *Les vérifications des vingtièmes en Normandie* : « Je ne sais quels sont les motifs qui ont déterminé à différer aussi longtemps les vérifications générales..., elles ne doivent plus être suspendues sous aucun prétexte ».

(2) Lettre du 25 déc. 1755 : Les contrôleurs ne devront recevoir d'appointements... « que lorsqu'ils les auront mérités, et qu'ils l'auront prouvé par des opérations utiles et fructueuses ». (Arch. Calv., C. 5942 ; lettre citée par M. Besnier, *op. cit.*).

(3) Dans l'élection de Vire notamment, des vérifications eurent lieu jusqu'en 1759 : par exemple, à St-Martin-Don (1754), La Chapelle-Cesselin (1757), Margré (1758), Mombray (1759). Cf. Arch. Calv., C. 8158.

Dans un rapport rédigé en 1775, Beauvillé, directeur des vingtièmes, déclarait ignorer « ...par quel motif les vérifications qui ont été faites depuis 1750 jusqu'en 1760 avaient été réservées aux deux plus pauvres élections, Vire et Mortain... » (Arch. Calv., C. 5943).

la Généralité de Caen devait d'ailleurs rester à peu près stationnaire jusqu'en 1771.

En effet, après le départ de Machault, et pour de longues années encore, le vingtième ne sera plus autre chose que ce qu'avait été le dixième, un simple expédient fiscal. Chaque fois d'ailleurs qu'une volonté réformatrice tentera de se manifester au Contrôle Général, les Parlements, par une opposition acharnée, réussiront à l'annihiler.

Le second vingtième

A l'occasion de la création d'un second vingtième, nécessitée par la Guerre de Sept ans, les Parlements, enhardis par la faiblesse du Roi, si évidemment démontrée dans l'affaire des immunités ecclésiastiques, et celle des refus de sacrements, proclamèrent en effet la fameuse doctrine aux termes de laquelle tous les Parlements de France ne composaient qu'une assemblée unique, divisée en plusieurs classes, dont le rôle, en l'absence des Etats Généraux, consistait à veiller au respect par le Roi des lois fondamentales du Royaume. Doctrine sans aucune base historique, mais au nom de laquelle les Parlements engagèrent désormais contre le pouvoir royal, surtout en matière fiscale, une lutte violente et sans trêve.

A Paris, les deux édits de création du second vingtième (1), en date du 7 juillet 1756, durent être enre-

(1) La levée du second vingtième était ordonnée à compter du 1^{er} octobre 1756 (Cf. Avis au public, Arch. Calv., C. 5295).

gistrés par lit de justice (21 août). La Cour des Aides les enregistra le 4 septembre suivant, non sans avoir rédigé de vives remontrances dans lesquelles elle s'attachait surtout à critiquer le vingtième d'industrie. Les Parlements de Province, dans leurs remontrances, protestèrent surtout contre l'activité des contrôleurs, « ces
« émissaires cachés, gens sans aveu, sans caractère,
« sans serment, sans foi publique, se glissant sourde-
« ment dans les campagnes, interrogeant secrètement
« la haine, l'envie, la partialité des manœuvres, con-
« sultant l'ignorance du paysan, tentant même son
« intérêt particulier, si l'on en croit la voix publique,
« en lui faisant entendre que l'objet de leur opération
« est de rejeter sur les privilégiés une modération
« qu'ils lui promettent sur sa taille... » (1).

Le Parlement de Rouen enregistra après délibération du 15 novembre 1756 en spécifiant que toutes les opérations de vérifications devraient être suspendues, que le second vingtième serait levé « ...conformément à
« l'imposition des rôles de l'ancien vingtième pour
« éviter que les sujets ne soient exposés à une nouvelle
« imposition par l'estimation arbitraire des contrô-
« leurs et directeurs... » (2).

En conséquence, le second vingtième fut levé, en même temps et de la même manière que le premier. Quant au passage de l'arrêt d'enregistrement ordonnant de suspendre les vérifications, il contribua à

(1) Remontrances du Parlement de Bordeaux, 7 septembre 1757.

(2) Archives Seine-Inférieure, Registres secrets du Parlement.

refroidir encore le zèle des contrôleurs, malgré les instructions du Contrôleur Général enjoignant à Fontette de ne pas s'arrêter aux décisions du Parlement et de veiller à ce que les opérations soient continuées (1).

L'édit de Subvention générale

Mais le second vingtième ne suffisait pas pour couvrir les dépenses de la guerre. En 1759, le Contrôleur Générale de Silhouette fit adopter par le Conseil un édit créant, sous le nom de subvention générale, diverses taxes, et ordonnant la perception d'un troisième vingtième, avec exemption pour les revenus industriels et commerciaux. L'enregistrement de cet édit par le Parlement de Paris exigea encore la tenue d'un lit de justice. Le Parlement de Rouen réclama le retrait d'un édit « ...qui consumerait sans retour la « ruine du royaume... » (15 décembre 1759) (2).

(1) Lettre de Peirenc de Moras, du 23 juin 1757: « ...les dispositions « (du Parlement) seraient trop préjudiciables aux intérêts mêmes « des contribuables pour qu'il soit possible de croire que le Parle-
« ment ait pensé qu'elles seraient exécutées... » (Arch. Calv., C. 5942 ; citée par M. Besnier, *op. cit.*).

(2) Arch. Seine-Inf., Registres secrets. Miromesnil, *Correspondance*, tome I, p. 34.

Le Parlement de Rouen prétendait « ...que les commissaires départis avaient rendu (le premier vingtième) encore plus aggravant par « des appréciations secrètes et arbitraires dont ils étaient seuls juges « et que, au mépris de la loi et par des contraventions formelles « aux intentions connues du Roi, ils l'avaient fait monter aussi haut « que le dixième auquel il succédait... ».

Cette affirmation était absolument fausse.

Le jour même où il arrêtait ces remontrances, le Parlement chargeait le Procureur Général de prendre des informations sur les recher-

Le troisième vingtième

Silhouette ayant dû se retirer devant la violente opposition soulevée par son arrêt du 21 octobre 1759 qui décréait la banqueroute, son successeur, Bertin, se hâta de renoncer à l'édit de subvention générale. Mais il lui substitua un autre édit, en date de février 1760, créant un troisième vingtième pour deux ans, avec exemption pour l'industrie et les maisons de Paris, et augmentant la capitation. Ainsi triplé, le vingtième, avec les sols pour livre, atteignait un taux de 16 %. Le Parlement de Paris enregistra l'édit, mais en affirmant, dans son arrêt, la nullité de tous les édits non librement enregistrés. Les autres Cours et Parlements de Province rédigèrent des remontrances extrêmement vives.

Mais le plus hardi et le plus opiniâtre fut certainement le Parlement de Rouen. Dans ses remontrances du 10 mai 1760, il jugea le nouvel édit « aussi désastreux que le premier ». Il expliquait le degré d'épuisement où la France en était venue, par la cessation des Etats Généraux. Il montrait après eux « le génie fiscal, « rompant toutes les digues, inondant la France et la « couvrant d'impôts onéreux, toujours croissants, perçus arbitrairement, tyranniquement, avec iniquité « et horrible vexation... » Il ajoutait « ... déjà les deux

ches faites dans les villes et dans les campagnes à l'effet d'augmenter les rôles des deux vingtièmes « au préjudice de la modification portée « par l'arrêt d'enregistrement de la déclaration du Roi portant l'établissement du second vingtième en date du 15 novembre 1756 ».

« vingtièmes et les deux sols pour livre du dixième
« enlèvent aux propriétaires le sixième de leur revenu,
« souvent le cinquième et quelquefois le quart : que
« serait-ce, Sire, si un troisième vingtième était ajouté
« aux deux premiers... », et plus loin, « ...si, en de
« telles conjonctures, on vient exiger un nouveau
« vingtième, la propriété ne sera plus qu'un vain
« titre » (1). Malgré l'ordre exprès que lui adressa le
Chancelier Lamoignon, d'enregistrer l'édit, le Parlement arrêta d'itératives remontrances (10 juin 1760).

Après de troisièmes remontrances, et des arrêts aux termes desquels il chargeait deux conseillers « ...d'in-
« former des levées de deniers indûment faites, et de
« tous les abus commis dans la Généralité de
« Caen... (2) », l'édit de février 1760 fut enregistré militairement par les soins du duc de Luxembourg, assisté du duc d'Harcourt (25 juillet). Le lendemain, dans des remontrances énergiques, le Parlement protestait contre les « voies inusitées » employées contre lui, et demandait au Roi que la Province elle-même fut chargée du soin de l'imposition et de la levée des impôts. Le Président Hue de Miromesnil et les magistrats députés à la Cour pour porter au Roi ces remontrances furent fort mal accueillis. Louis XV les réprimanda sévèrement : « Je suis votre maître ; je devrais
« vous punir de la hardiesse de vos principes ; retour-

(1) Arch. Seine-Inf., Registres secrets.

(2) Il s'agissait de l'exécution de l'ordonnance de Fontette du 10 mars 1758 qui «...sous le précieux prétexte d'un abonnement tacite
« convertissait le travail des corvées en une levée arbitraire de
« deniers ». (Arch. Seine-Inf., Registres secrets, 19 et 26 juillet 1760).

« nez à Rouen ; enregistrez mes édits sans délai ; je
« veux être obéi ; je suis plus occupé que vous ne pen-
« sez du bonheur de mes peuples et du moyen d'y
« parvenir ; et ils en sentiront les effets. Voilà ma
« réponse que j'ai écrite de ma main. » Miromesnil
ayant reçu des mains du Roi son allocution manus-
crite, se retira avec les autres magistrats, et retourna à
Rouen. Alors, sous l'impression de cette dure haran-
gue, et après une nouvelle intervention des ducs de
Luxembourg et d'Harcourt, le Parlement se décida à
enregistrer l'édit de février 1760 (9 août) ; mais il n'en
fit pas moins de nouvelles remontrances, aussi har-
dies que les premières (22 août) (1). Et lorsque, la
guerre se prolongeant, une déclaration royale du
16 juin 1761 prorogea l'édit de 1760, il fallut encore
procéder militairement à son enregistrement (7 août).

Dès lors, le Contrôleur Général renonce à l'idée de
vérifications générales « jusqu'à ce qu'il soit possible
« de soulager les peuples (2) ». La crainte du Parle-
ment est même si forte que pour la simple vérification
des mutations, Courteille propose à Fontette et aux
intendants de Rouen et d'Alençon, de concerter ces

(1) Cette attitude mécontenta vivement le Roi qui fit envoyer au Parlement par le Chancelier Lamoignon une lettre pour rappeler aux magistrats « leur qualité de sujets », leur affirmer la parfaite régularité des faits imputés à l'intendant de Caen, et les avertir qu'il emploierait au cas où ils s'écarteraient de leur devoir « les voies de « sévérité nécessaires pour faire respecter l'autorité royale » (9 novembre 1760). Cf. Floquet, tome VI, p. 397.

(2) Lettre citée par M. Besnier, *op. cit.*

opérations avec le Président et le Procureur Général (1). Pour ménager l'avenir, il prescrit d'envoyer les contrôleurs dans les paroisses pour recueillir tous renseignements dont il pourra être fait usage lorsque, la paix venue, « on formera les augmentations qui n'auront été « que suspendues ». Mais, en même temps, il recommande beaucoup de prudence, pour éviter l'opposition du Parlement de Rouen (2).

(1) Lettre du 30 mai 1761. Fontette, soucieux de son autorité, répondit (16 juin) que ce n'était pas nécessaire et que c'était même dangereux, car « ces magistrats pourraient s'en prévaloir sur le fait de « l'administration générale » (Arch. Calv., C. 5942).

De même, lettre de Courteille à de Crosne, intendant de Rouen (30 mai) :

« ...en bornant les vérifications des contrôleurs aux simples informations qui peuvent empêcher ces inconvénients (confusion dans « les cotes) o nne donnerait, je crois, aucuns motifs au Parlement de « renouveler ses recherches ; cette espèce de travail serait même, si « l'on peut s'exprimer ainsi, conforme à son arrêt d'enregistrement « du second vingtième, puisqu'il ne s'agirait d'aucunes recherches « tendantes à procurer des augmentations et j'avais pensé que de « concert avec Messieurs les Intendants d'Alençon et de Caen, vous « en pourriez conférer avec M. le Président et M. le Procureur Général, qui, prévenus du seul objet de ces opérations seraient à portée « d'arrêter tous mouvements dans le Parlement s'il s'en élevait quelques-uns à ce sujet... » (Arch. Seine-Inf., C. 480).

(2) Lettre du 30 novembre 1761 (Arch. Calv., C. 5942). Le 22 novembre, le Contrôleur Général avait écrit au Premier Président de Rouen pour l'avertir du passage des contrôleurs dans les paroisses, et lui donner l'assurance que « jusqu'à ce que les circonstances eussent permis de diminuer les charges sur les peuples, il ne serait fait usage « d'aucunes des augmentations produites par les opérations de ces « employés autres que celles résultant des baux et des parties qui « n'auraient point encore été imposées... » (Arch. Seine-Inf., Registres secrets, 25 nov. 1761). Enhardi par cette attitude pusillanime du pouvoir, le Parlement s'estimera autorisé à intervenir sans cesse contre les opérations des contrôleurs (cf. Arch. Seine-Inf., Reg. secrets, 18 nov. 1761, 30 juin 1762, 9-21 mars 1763, 17 juin 1763). Sur l'intervention de Miromesnil, qui se plaignait des recherches faites par Le Blanc, contrôleur des vingtièmes, à Bayeux et Saint-Lô, Bertin s'empresse de répondre qu'il va « donner ordre au sieur Le Blanc de suspendre ses recherches » (cf. Miromesnil, *Corresp.*, tome II, pp. 240 et 266).

La guerre terminée, les impôts créés pour la durée des hostilités, second et troisième vingtième, et suppléments à la capitation, devaient disparaître. Mais les besoins du Trésor étant toujours considérables, il fallait de toute nécessité, trouver des ressources.

Le projet de cadastre et son échec

Par ses édits d'avril 1763, le Contrôleur Général Bertin ordonnait le dénombrement et l'estimation de tous les biens-fonds du royaume, y compris ceux des privilégiés. Grâce au cadastre qui serait ainsi réalisé, il serait possible de répartir proportionnellement les différentes impositions. Mais en attendant la fin de ce travail, confié aux contrôleurs des vingtièmes, la plupart des impôts existants étaient maintenus, à l'exception du troisième vingtième et des suppléments à la capitation.

La colère des privilégiés fut à son comble. Ils virent dans le projet de cadastre une menace directe contre les abus dont ils bénéficiaient. Le Parlement de Paris n'enregistra les édits qu'après la tenue d'un lit de justice (31 mai 1763) et rédigea des remontrances déclamatoires, représentant les contrôleurs du vingtième comme incapables de dresser un cadastre impartial, et réclamant la convocation des Etats Généraux.

A Rouen, dans des remontrances délibérées le 16 juillet et approuvées le 5 août 1763, le Parlement demanda communication de l'état des revenus et charges du Royaume, l'établissement d'un budget fixé par

chapitres et l'autonomie financière pour chaque province. Il exprimait ses craintes que « ...sous prétexte
« du dénombrement et estimation ordonnés par l'édit,
« on ne vit bientôt paraître des légions de préposés
« armés contre la propriété des citoyens, excités à faire
« le mal par l'appât des récompenses et l'espoir de
« l'avancement et dont les opérations aboutiraient à
« ruiner tout propriétaire qui, par une contribution
« prudente, mais ruineuse offerte à leur rapacité, ne
« se serait pas rédimé de leurs injustices... (1) ».

Le duc d'Harcourt dut venir procéder à l'enregistrement d'autorité de l'édit (18 août 1763). Le Parlement, ayant déclaré l'enregistrement nul et défendu d'exécuter l'édit sous peine de concussion, le duc d'Harcourt revint le lendemain au palais, où son arrivée provoqua les scènes les plus scandaleuses, dont il informa immédiatement le Roi (2). Un arrêt du Conseil cassant, en termes très durs, les arrêts du Parlement, fut immédiatement rendu ; le duc d'Harcourt vint le transcrire lui-même sur les registres de la Cour et biffer les arrêts cassés. En même temps, dix membres du Parlement étaient mandés à la Cour, « pour rendre compte au
« Roi de leur conduite » ; après un voyage, au cours duquel on ne leur épargna aucune humiliation, ils furent finalement renvoyés à Rouen sans avoir obtenu d'audience du Roi. Cet affront indigna profondément

(1) Arch. Seine-Inf., Registres secrets.

(2) Cf. Floquet, tome VI, p. 537. Miromesnil se déclarait désespéré de cette attitude et voulait offrir sa démission (Miromesnil, *Correspondance*, tome II, p. 345).

le Parlement qui, sitôt rentré, arrêta de nouvelles remontrances. Sur une nouvelle intervention du duc d'Harcourt, venu enregistrer un arrêt du Conseil censurant sévèrement l'attitude du Parlement, celui-ci donna sa démission en corps (19 novembre 1763).

Devant ce soulèvement des Parlements, le gouvernement capitula. Par une déclaration du 21 novembre 1763, les édits d'avril 1763 étaient retirés, la prorogation du second vingtième limitée à 1768, et l'exécution du cadastre subordonnée à la vérification par les Cours des voies et moyens employés pour y procéder. Le Chancelier Lamoignon et le Contrôleur Général Bertin étaient remplacés par des parlementaires, Maupeou et Laverdy. Bien plus, en enregistrant la déclaration qui leur donnait gain de cause, les Parlements précisèrent que les vingtièmes devraient être perçus désormais d'après les rôles existants sans aucune augmentation. Par cette clause de fixité toute utilité était enlevée au cadastre projeté (1).

Pour surveiller l'exécution de ses arrêts, le Parlement de Rouen créa un Bureau, composé de treize

(1) Le Parlement de Rouen, prié par le Gouvernement de reprendre ses fonctions, se réunit à nouveau le 12 mars 1764. Le 20 mars, il enregistrerait la déclaration du 21 novembre 1764 sous la forme suivante :

« La Cour... a ordonné et ordonne que lad. déclaration sera enregistrée es registres d'icelle pour être exécutée selon sa forme et teneur, à la charge néanmoins que le cadastre général de tous les biens-fonds situés dans le royaume, ordonné par l'article 2 de lad. déclaration, n'aura lieu dans cette province, qu'après que par l'envoi, l'examen et la vérification en la Cour des réglemens sur icelui, elle aura reconnu et vérifié qu'il est possible, qu'il est nécessaire et qu'il peut être établi sans déroger aux droits particuliers et privilégiés de la province et que jusqu'à ce que led.

commissaires, chargé de recevoir toutes plaintes sur les abus et malversations qui lui seraient signalés dans les impositions, et de mettre le Parlement à portée de dresser des Mémoires « sur les moyens les plus propices à procurer le soulagement des peuples » (7 août 1764). Après un essai de résistance, le gouvernement autorisa le fonctionnement de ce bureau (1). Par ce bureau, la Cour se fit tenir au courant de toutes les mesures tendant à l'établissement d'un cadastre. En 1768, elle ordonnait de ne tenir aucun compte d'instructions de Fontette du 25 septembre 1767 et d'une ordonnance du 6 mars 1768, faites en vue « d'opérations qui, déguisées sous le nom de taille réelle et proportionnelle ne tendaient réellement et de fait qu'à l'établissement du cadastre (2) ». Elle fut obéie, en sorte qu'après enquête auprès de ses substituts le Procureur Général pouvait annoncer qu'il résultait des réponses reçues qu'on ne continuait pas les opérations du cadastre.

Malgré sa complète victoire, et pour faire sentir sa puissance, le Parlement de Rouen ne manque pas d'accompagner des remontrances rituelles les édits pris

« cadastre et lesd. règlements sur icelui aient été vérifiés en lad. Cour, il ne pourra être procédé à aucunes opérations qui le concernent directement ou indirectement ; ...et à la charge que le premier et le second vingtièmes, tant qu'ils auront lieu, seront perçus sur les rôles actuels dont les cotes ne pourront être augmentées, à peine contre les contrevenants d'être poursuivis extraordinairement... » (Arch. Seine-Inf., Registres secr. du Parlement).

(1) Arch. Seine-Inf., Registres secrets du Parlement : 26 novembre 1767, 1^{er}-21-30-31 mars, 9 juillet, 18 août, 13 septembre 1768.

(2) Arch. Seine-Inf., Registres secrets, 14 novembre 1768.

successivement pour proroger la levée des vingtièmes : juin 1767 et décembre 1768.

En conséquence, les vingtièmes, durant toute cette période, restèrent stationnaires et eurent même tendance à baisser : le premier vingtième des biens-fonds qui dans la Généralité de Caen, était en 1763 de 640.063 livres, ne produisait plus en 1770 que 639.823 livres.

CHAPITRE III

Tentative de l'Abbé Terray

Le programme de l'Abbé Terray

Avec l'Abbé Terray, se manifeste à nouveau la volonté de remettre de l'ordre dans les finances royales. Remarquablement intelligent, doué d'une grosse puissance de travail, énergique et sachant résister aux pressions de son entourage, l'Abbé Terray est exactement le ministre qui convient pour reprendre, vingt ans après, l'œuvre de Machault.

Adversaire résolu des privilèges pécuniaires, il devait fatalement s'attirer la haine des privilégiés ; aussi, ceux-ci, que leur situation sociale assurait d'une grosse influence sur l'opinion, s'attachèrent-ils à faire de leur ennemi un portrait tel que la véritable figure du Contrôleur Général s'en est trouvée longtemps et s'en trouve encore injustement ternie. Sans doute les méthodes de l'Abbé Terray furent-elles brutales, ses mœurs

cyniques, et sa valeur morale fort éloignée de celle de Machault dont la vie privée ne donna jamais prise à ses adversaires ; mais il est juste de reconnaître que la lutte menée par l'Abbé Terray contre les abus de toutes sortes qui épuisaient le Trésor Royal était nécessaire et que cette lutte, il l'entreprit avec un grand courage et beaucoup de sens politique.

Les deux points de son programme sont fort simples, ce sont ceux qui s'imposent à tout ministre des finances placé devant la même situation que trouva l'Abbé Terray : compression des dépenses, augmentation des recettes. Seuls, les procédés diffèrent. Encore l'expérience prouve-t-elle qu'une certaine brutalité est de mise pour couper court aux accommodements par lesquels périssent les projets financiers les mieux conçus : la popularité du ministre en souffre ; les finances y gagnent.

La première partie du programme, la compression des dépenses, fut réalisée par des moyens fort blâmables certes, mais dont notre époque n'a guère sujet de se formaliser ; l'histoire a fait à l'Abbé Terray une célébrité de mauvais aloi due à ses banqueroutes : conversion forcée des effets royaux, suspension de l'amortissement, consolidation de la dette flottante, etc... mais un passé tout récent ne nous en offre-t-il pas de parfaites répliques ? Il est remarquable d'ailleurs que ces pratiques regrettables furent acceptées sans beaucoup d'opposition, et sans provoquer de la part des Cours la moindre objection. C'est que, seuls, les gens de finance étaient touchés, et, de cela, pourvu qu'eux-mêmes fussent épargnés, les gens de robe se souciaient

peu ; ils en éprouvaient même une certaine satisfaction, à peine dissimulée. Une pareille attitude des Parlements qui savaient pourtant s'élever avec audace contre les Edits du Roi lorsqu'ils risquaient de porter atteinte aux privilèges de leurs membres, est révélatrice de leur égoïsme : elle éclaire lumineusement l'histoire financière du dix-huitième siècle.

Coup d'état Maupeou

Elle ne devait pas leur porter chance. Comprenant enfin que la réforme financière postule une réforme politique, Louis XV a décidé de briser les Parlements dont l'opposition tenace n'a pas cessé d'entraver jusqu'alors l'action de ses ministres. C'est le Chancelier Maupeou qui réalise ce coup d'Etat par lequel la Monarchie va retrouver sa liberté de manœuvre. Dans la nuit du 19 au 20 janvier 1771, les membres du Parlement de Paris, qui avaient décidé la grève à propos des affaires de Bretagne, sont mis en demeure de déclarer par oui ou par non s'ils désirent reprendre leurs fonctions ; les protestataires sont exilés et leurs offices confisqués. Quelques semaines plus tard, le Parlement de Paris est reconstitué avec des magistrats soumis et son ressort démembré entre six conseils supérieurs. Après la suppression successive des Parlements de Besançon, Douai, Toulouse et Bordeaux, les membres du Parlement de Rouen sont convoqués par lettres de Cachet à Rouen, le 26 septembre, « pour y recevoir les ordres du Roi ». Ils y entendent le duc d'Harcourt, et

l'intendant de Crosne leur signifier l'édit en date du 14 septembre qui supprimait le Parlement de Rouen, réunissait la Haute-Normandie au ressort du Nouveau Parlement de Paris, et créait pour la Basse-Normandie, un Conseil Supérieur dont le siège était fixé à Bayeux.

Le Conseil Supérieur de Bayeux est installé dès le 2 octobre 1771. Bientôt un Conseil Supérieur est aussi créé pour la Haute-Normandie et commence à fonctionner le 17 décembre.

Ayant ses coudées franches, débarrassé de ceux que Voltaire appelait les « bœufs tigres », parce qu'ils étaient, disait-il, « encore plus bêtes que méchants », l'Abbé Terray pouvait passer à la seconde partie de son programme, l'augmentation des recettes.

Les édits de l'Abbé Terray

Par l'arrêt du Conseil du 15 juin 1771, complété par celui du 20 juillet 1771, il consolide les retenues créées par l'édit de 1764 sur les arrérages de rente, les gages des offices et emplois et autres fonds pour alimenter la Caisse d'Amortissement, à laquelle elles n'auraient pas dû survivre. Ces retenues fixées à un dixième sur les rentes viagères, gages, taxations et émoluments des emplois, aux deux dixièmes des intérêts des cautionnements et des bénéfices des fermiers généraux, et au quinzième sur les rentes perpétuelles, seront désormais opérées par avance, et sous couleur d'une simplification comptable, les sommes ainsi frappées de retenues ne seront plus portées sur les états de paiement que pour le net revenant aux parties prenantes.

L'édit de novembre 1771 consacre la perpétuité du premier vingtième, non en propres termes, mais en stipulant, ce qui revenait au même, qu'il serait continué jusqu'à ce que la libération partielle des dettes de l'Etat permit aux revenus ordinaires de suffire à ses charges ; ordonne, à compter du premier juillet 1772, la substitution à l'imposition des deux sous pour livre du dixième, de l'imposition équivalente de quatre sols pour livre du premier vingtième, maintient la perception du second vingtième jusqu'au premier janvier 1781, et annule la clause de fixité qu'avaient imposée les Parlements dans leurs arrêts d'enregistrement de 1763 et 1767, en précisant que les cotes, conformément à l'édit de 1749, seraient établies dans la proportion exacte des revenus.

Pour la première fois depuis le début du siècle, les formalités d'enregistrement ne donnent lieu à aucune difficulté. L'édit de novembre 1771 est transcrit sur les registres du Conseil Supérieur de Bayeux le 23 décembre suivant.

Les conceptions de l'Abbé Terray et sa correspondance avec Fontette

Dès le 22 décembre, un exemplaire de l'édit avait été envoyé par d'Ormesson, intendant des Finances, à Fontette. Celui-ci va alors échanger avec le Contrôleur Général et d'Ormesson, relativement à l'exécution de cet édit, une active correspondance. Cette correspon-

dance (1) extrêmement intéressante, car elle révèle pleinement les intentions de l'Abbé Terray et l'état d'esprit des intendants chargés de les exécuter, mérite d'être examinée avec quelque détail.

Le huit janvier 1772, par une lettre datée de Paris (2), Fontette expose à d'Ormesson que les rôles de 1772 ont été exécutés bien avant la réception de l'édit, et qu'il est difficile de les changer ; ils portent, du moins ceux des Elections de Caen, Bayeux et Saint-Lô, une augmentation d'environ 36.000 livres par rapport à ceux de 1770, et Fontette craint qu'en raison des termes de l'édit, qui ne prévoit d'augmentation qu'à compter du premier juillet 1772, ces rôles n'occasionnent des plaintes auxquelles il sera difficile de résister ; mais il escompte pouvoir lever pour les six derniers mois de 1772, des rôles de supplément qui donneraient un neuvième d'augmentation sur toute la généralité.

Terray, dans sa réponse du 16 janvier, trouve l'augmentation trop médiocre pour qu'elle puisse occasionner des plaintes. « ...Cependant dans le cas de réclamation des propriétaires, les augmentations ne doivent être exigibles que pour les six derniers mois. « mais il ne doit être accordé de décharges qu'après « que les propriétaires auront justifié de leurs revenus « effectifs par un état détaillé, signé et certifié véri-

(1) Conservée aux Archives Nationales, H. 1463.

(2) C'est à Paris que Fontette réside la plupart du temps depuis qu'en 1770 il est devenu Chancelier garde des sceaux, Chef du Conseil de Monsieur.

« table du produit de leurs biens et par la représentation des titres et baux... » Il déclare attendre le plus grand fruit des opérations à faire, principalement dans la généralité de Caen « susceptible du travail le plus intéressant ». Et, bien qu'il persiste toujours dans sa résolution de « ménager les contribuables autant que ce ménagement pourra se concilier avec les besoins de l'Etat », il n'en désire pas moins que l'imposition soit « portée dans toute son intégrité dans les minutes des rôles », et cela aussi bien pour les biens nobles et privilégiés que sur les taillables. Ainsi, à cette date, Terray s'en tient aux termes de l'édit de novembre 1771 qui, se référant à celui de 1749, exigeait des contribuables le vingtième exact de leurs revenus.

La lettre suivante, du 30 janvier, contient à cet égard une évolution des conceptions de Terray. Après avoir constaté que l'imposition dans la généralité de Caen n'est pas portée à beaucoup près à sa valeur, et qu'il est hors de doute que les vérifications qui auront lieu produiront des augmentations très considérables, il annonce que « le roi veut bien cependant ne pas exiger les vingtièmes dans toute leur étendue ». La généralité de Caen sera traitée aussi favorablement que les Pays d'Etat et ne subira qu'une augmentation d'un neuvième ; c'est la proportion que Fontette avait suggérée dans sa lettre du 8 janvier. Comme dans les pays d'Etat, cette augmentation « doit être portée tous frais déduits dans les coffres de Sa Majesté ». Dans une nouvelle lettre du 11 février, le Contrôleur Général précise sa nouvelle manière de voir. Il rappelle encore que la Généralité de Caen « n'a point été travaillée », et que

les rôles y sont toujours faits sur les minutes et sur les déclarations de 1734.

Il passe alors à un exposé complet de ce qu'il y a lieu de faire :

« L'objet du travail actuel doit être d'augmenter d'un
« neuvième le produit de l'imposition tous frais
« déduits, tels que les taxations, les décharges et modé-
« rations et les frais de régie et de se procurer une
« connaissance exacte des biens et des revenus de tous
« les contribuables.

« L'édit de 1749 doit être la base de toutes les opéra-
« tions ; cependant l'exécution de ses dispositions doit
« être modérée et il est nécessaire d'éviter avec soin
« tout ce qui pourrait porter l'alarme et la méfiance
« parmi les contribuables.

« Il a été exigé des déclarations à différentes épo-
« ques ; l'obligation d'en fournir de nouvelles, annon-
« cerait aux propriétaires des recherches qui ne peu-
« vent s'allier avec la modération que les circonstances
« rendent nécessaire ; on peut remplir le même objet,
« en se bornant à demander aux propriétaires qui pré-
« senteront des requêtes, des mémoires détaillés de
« leurs biens et la reproduction des titres, baux et
« autres pièces justificatives.

« Le travail sera plus actif et plus prompt dans les
« généralités dont les rôles présentent une augmenta-
« tion intéressante ; il y a lieu de croire que chaque
« cote augmentée donnera lieu à une requête ; la
« multiplicité des requêtes conduira les employés
« intelligents à la vérification générale de la plus
« grande partie des paroisses ; de nouveaux tarifs

« néanmoins modérés du prix des grains faciliteront
« encore cette opération.

« Le travail sera moins facile et conséquemment plus
« lent dans votre généralité dont les rôles sont médio-
« crement augmentés ; les recherches des employés
« doivent être faites avec encore plus de circonspec-
« tion ; les subdélégués, les receveurs des tailles sont
« dans le cas de donner des renseignements utiles ; le
« relevé des actes dans les bureaux de contrôle indi-
« quera la valeur des biens affermés, les mutations de
« propriétés et facilitera les divisions de cotes ; la
« communication des rôles de la taille, de ceux des
« presbytères, des réparations des églises, donnera
« connaissance des propriétés et la comparaison de ces
« rôles avec ceux des vingtièmes, indiquera les articles
« omis et ceux trop faiblement imposés.

« Les opérations relatives à la taille et celles qui ont
« pour objet les vingtièmes peuvent s'allier, se secou-
« rir réciproquement et mettre à portée de perfec-
« tionner l'une et l'autre imposition. La suite du tra-
« vail éclairera sur les moyens de remplir cet objet
« intéressant ; mais il faut que dès à présent tout se
« réunisse pour faciliter les opérations qui vont avoir
« lieu, que les subdélégués, les receveurs, les commis-
« saires des tailles, les préposés, les collecteurs, les
« syndics des paroisses donnent aux employés des ving-
« tièmes, tous les secours, tous les renseignements
« qu'ils peuvent être dans le cas de leur procurer.

« La valeur des biens et particulièrement celle des
« grains, ont considérablement augmenté depuis l'éta-
« blissement des vingtièmes ; cependant il est juste

« de ne pas comprendre dans la nouvelle évaluation
« qui sera faite, les dernières années pendant lesquelles
« la cherté a été excessive dans plusieurs provinces ;
« cette évaluation doit être établie sur un prix com-
« mun résultant de vingt années accumulées depuis
« 1747 jusques et y compris 1767 ; elle servira de base
« aux tarifs qui seront formés pour chaque paroisse ;
« l'importance de ces tarifs me paraît exiger une expli-
« cation plus étendue.

« Les employés doivent prendre une connaissance
« exacte de la nature du sol, des différentes produc-
« tions, les diviser par qualités, bonnes, médiocres et
« mauvaises, faire déduction des frais de culture, de
« semences, de récoltes, des charges inhérentes aux
« fonds, observer l'éloignement plus ou moins grand
« des lieux de consommation, afin d'avoir égard aux
« frais de transport plus ou moins considérables ; ces
« tarifs doivent être avoués et signés par les habitants
« de chaque paroisse, et en cas de contradiction, déci-
« dés et réglés par vous sur les mémoires respectifs des
« habitants et des employés.

« Il est nécessaire que les minutes des rôles portent
« toutes les augmentations qui peuvent avoir lieu à
« quelques sommes qu'elles puissent monter, sauf à
« les modérer dans les rôles exécutoires ; il en résul-
« tera une connaissance exacte des biens et de leur
« produit ; cet objet important mérite une attention de
« préférence ; l'imposition, portée dans les minutes
« dans toute son intégrité, assurera des secours lorsque
« les circonstances l'exigeront ; si les augmentations

« excèdent la somme à laquelle le Roi veut bien se
« réduire, l'excédent pourra être réparti sur les
« simples contribuables ; ce soulagement ne sera point
« injuste ; ils sont imposés presque à la rigueur ; les
« principaux propriétaires supportent à peine la moi-
« tié de l'impôt ; ils jouissent depuis nombre d'an-
« nées de cet avantage ; il paraît juste que les tailla-
« bles profitent par préférence de la diminution à
« laquelle le roi veut bien consentir ; cependant
« comme l'exploitation des principales terres occa-
« sionne nécessairement des frais, on pourra déduire
« sur le produit porté en entier dans les minutes des
« rôles, une somme pour tenir lieu des réparations et
« des frais.

« Les employés éprouvent dans plusieurs provinces,
« des difficultés et des refus dans les bureaux du con-
« trôle ; il est nécessaire de les autoriser à compulser
« les registres du Contrôle, à prendre communication
« des rôles des tailles, de ceux des réparations des égli-
« ses et des presbytères. Comme il est juste que les
« rôles des vingtièmes servent à donner des lumières
« et des connaissances pour la répartition des autres
« impositions, il est également juste que les rôles des
« autres impositions facilitent les opérations relatives
« aux vingtièmes ; c'est ce que je vous prie de faire
« entendre à vos subdélégués, et aux receveurs des
« tailles ; de manière que la répartition de toutes les
« impositions quelconques se secoure mutuellement :
« j'espère qu'il résultera de ce concours que la taille
« sera encore mieux répartie et que les vingtièmes se
« continueront avec plus d'équité ».....

Cette longue lettre montre avec précision quel était dès lors le but poursuivi par l'Abbé Terray : renonçant, au moins provisoirement, à exiger un vingtième strict, il se contente d'une augmentation d'un neuvième ; mais, à la différence de ce qui s'était produit après l'insertion par les Parlements de la clause de fixité, les cotes des contribuables ne seront pas immuables ; seul le produit demeurera fixe ; des vérifications portant principalement sur les grosses cotes amèneront des augmentations ; si leur produit est supérieur au neuvième du total de l'imposition du vingtième, l'excédent bénéficiera aux petites cotes, jusque-là injustement chargées. Le vingtième n'est plus un pur impôt de quotité ; il devient à la fois impôt de quotité, puisque l'imposition de chaque contribuable ne doit pas excéder les deux vingtièmes et sols pour livre de son revenu, et de répartition puisque la généralité obtient une sorte d'abonnement.

Fontette, dans sa réponse du 17 février, s'inquiète d'abord de savoir si l'augmentation projetée est d'un neuvième, net des frais afférents à ce neuvième, soit environ 140.000 livres, ou d'un neuvième augmenté des frais afférents à l'ensemble des vingtièmes, ce qui ferait un total de 310.000 livres, soit une augmentation réelle d'un cinquième. Dans ce dernier cas, la Généralité de Caen serait traitée plus défavorablement que les pays d'Etat. Fontette ne nie pas que sa Généralité soit susceptible d'une augmentation considérable, mais les cotes au-dessous de 50 et 30 livres étant presque à leur rigueur, les lignes considérables risquent d'être augmentées de 2, 3 et même 4 neuvièmes. Une

pareille menace amènera une certaine fermentation des esprits.

En ce qui concerne les augmentations portées sur les rôles de 1772, il demande l'autorisation de les annuler pour les six premiers mois, d'autant plus qu'elles n'ont eu lieu que dans les élections de Caen, Bayeux et Saint-Lô (1), ce qui est injuste.

Exiger des déclarations nouvelles produirait un trouble profond dans la population ; il faudra se borner à exiger des mémoires détaillés des propriétaires qui présenteront des requêtes contre les augmentations qu'on leur aura fait subir. Mais il ne faut pas compter sur les renseignements à retirer des rôles des autres impositions. En effet, « Chacun se tient caché en Normandie (2) : il est même très ordinaire que, pour

(1) L'augmentation était en effet de 33.658 livres pour l'élection de Caen, de 1.577 livres pour celle de Bayeux, et de 3.987 livres pour celle de Saint-Lô. L'imposition des autres élections était restée stationnaire à quelques livres près. Cette augmentation subsista dans les rôles, mais fut presque intégralement absorbée par les décharges qui durent être accordées. Ainsi, pour l'augmentation de 33.658 livres que subit l'élection de Caen, il y eut 27.706 livres de décharges (Arch. Calv. C. 5.967). Un tel déchet n'est pas très étonnant, car l'augmentation dont il s'agit avait été, semble-t-il, arbitrairement opérée par Langlade, nouveau Directeur des vingtièmes qui ne connaissait même pas la généralité dans laquelle il était arrivé avec un projet d'augmentation auquel il avait, déclara-t-il à Fontette, les ordres les plus positifs de se conformer. (Cf. Arch. Nat., H. 1463, lettre de Fontette à Terray, du 28 février 1772).

(2) Dans une lettre postérieure du 8 mai, Fontette reviendra sur cette idée, et donnera deux exemples : « ...c'est l'essence du génie normand d'être extrêmement caché, et naturellement ils font ligue pour ne pas se découvrir. Je vais vous en donner une preuve sans réplique : il y a quinze ans que pour connaître le taux de chaque paroisse, j'imaginai d'y taxer d'office un petit nombre de taillables à un prix excessif, dans l'espérance que la différence avec les autres

supprimer les moyens de faire des recherches exactes, on brûle les rôles des réparations concernant les presbytères et églises... » Quant aux rôles de la taille « ils peuvent occasionner des fautes essentielles, non seulement il y a toujours de l'arbitraire, mais on y confond presque toujours la propriété, la simple exploitation et le bénéfice souvent mal calculé du commerce... »

Fontette propose alors un plan, le meilleur à son avis, qui consisterait à abonner chaque communauté à un neuvième de supplément ; les contribuables feraient eux-mêmes la répartition et avec le temps on arriverait à la justice entre les contribuables d'une même paroisse, puis entre les paroisses.

Le 22 février, l'Abbé Terray exprime à Fontette sa surprise de la fermentation que celui-ci lui a signalée, étant donné la médiocrité de l'augmentation portée dans les rôles. Quant à l'accroissement d'un neuvième, Terray rappelle que Fontette lui-même l'avait proposé dans sa lettre du 8 janvier. Il s'agit d'ailleurs d'un neuvième à porter tous frais déduits dans les coffres du Roi, et il faut y ajouter les décharges, modérations et frais de régie. Cela ne doit pas empêcher de porter l'imposition dans toute son intégrité dans les minutes des rôles, sauf à modérer les rôles exécutoires. Les

« contribuables les forcerait de parler ; point du tout, les taxes d'office furent payées sans moindre procès-verbal, parce que chaque communauté se partagea volontairement ce qu'il y avait d'excès dans les taxes d'office... Je n'ai aucune connaissance personnelle sur les biens des particuliers qui sont tellement cachés que je ne connais pas la valeur des terres voisines de la mienne... »

recherches devront porter sur toutes les élections de la Généralité. Et, dans un passage rédigé sur le brouillon de sa lettre, mais qui n'a pas été recopié, Terray juge le système proposé par Fontette inacceptable, car il introduirait l'arbitraire, « une solidité injuste » et entraînerait à augmenter indistinctement toutes les cotes d'un neuvième, ce qui aggraverait les inégalités existantes.

Le 28 février, Fontette proteste de son empressement à seconder les vues du Contrôleur Général, et propose de faire opérer les recherches et vérifications par des commissaires pour la taille qu'il nommerait dans chaque paroisse et qui donneraient des renseignements sur les vingtièmes. Il se rend même le 5 mars au Contrôle Général où il confère avec d'Ormesson et lui annonce qu'il va travailler à un plan d'opérations destiné à remplir les vues du Contrôleur Général.

Ce plan, il l'énonce dans sa lettre du 9 avril. Se basant sur ce fait, qu'il n'y a eu depuis 1763 aucune vérification et que le public ne l'ignore pas, il expose qu'il ne peut faire ou autoriser d'augmentations inégales : « ...on ne manquera pas de crier à l'arbitraire parce qu'en effet elles ne pourront être fondées que sur la commune renommée ou sur des avis qui peuvent être faux ou dictés par un esprit de vengeance... » Dans ces conditions, puisqu'il n'y a pas de base certaine pour opérer les augmentations, il propose que pour les six derniers mois de l'année, on s'entienne, au moins provisoirement, à une augmentation au marc la livre, chiffrée à un neuvième pour les cotes de 20 livres et au-dessus, un douzième pour celles de

10 à 20 livres et un vingtième pour celles de moins de 10 livres. Sentant combien une telle proposition est aux antipodes des conceptions du Contrôleur Général, il tente de la justifier en soutenant que l'augmentation au marc la livre n'a rien de solidaire : elle pourra être diminuée sur les cotes où elle est trop forte et augmentée où elle est trop faible. Il insiste sur le caractère provisoire de cette augmentation, dont le produit devra servir à rémunérer des commissaires aux impositions, qui opéreront à la place des Contrôleurs des vingtièmes... « dont le nom seul effarouche ! » Ces commissaires aux impositions feront des vérifications grâce auxquelles on pourra procéder à une augmentation plus forte et légale pour les rôles de 1773... « dans toutes les paroisses (ils) veilleront en même temps sur la répartition de la taille et avec le secours des préposés, ils... procureront des notes assez certaines pour augmenter du quart et même du double les cotes qui en seront susceptibles pour 1773... » Fontette annonce son départ pour Caen, pour aller choisir ces commissaires.

Et, à plusieurs reprises, au cours de cet exposé, Fontette a l'occasion de montrer son souci de défendre ses administrés, même contre le pouvoir royal. Ne voulant pas procéder à des augmentations qui ne soient justifiées par des renseignements exacts, il déclare « ...je « craindrais que l'apparence de l'arbitraire ne me rende « dît suspect aux yeux du public qui n'aurait plus la « confiance nécessaire dans les décisions que je donnerai sur les plaintes mal fondées... », et plus loin,

il ajoute en une formule qui ne manque pas d'allure, mais qui méconnaît complètement les origines de l'intendant, commissaire départi : « ...Si je suis l'homme
« du Roi pour exécuter ses ordres, je n'en suis pas
« moins l'homme de la province pour rendre leur exécution plus douce et plus facile... » Le passage est révélateur de l'état d'esprit de Fontette.

La réponse de l'Abbé Terray, du 3 mai, contient une sévère fin de non recevoir aux propositions de Fontette : « ...Vous revenez toujours à demander un arrêt
« du Conseil pour répartir au marc la livre des cotes
« actuelles l'augmentation que les vingtièmes peuvent
« supporter mais je vous répondrai sans cesse que rien
« ne serait plus injuste puisque l'inégalité dans les
« cotes actuelles augmenterait encore d'un neuvième.
« Je conçois très bien que la besogne en serait plus
« aisée ; elle n'exigerait ni travail, ni examen, ni discussion ; mais aussi il n'en résulterait que d'ajouter
« une nouvelle injustice à celle qui subsiste actuellement. La lettre que je vous écris et que vous recevrez incessamment, dans laquelle je vous ai manifesté l'utilité et la nécessité d'une répartition égale
« sur tous les contribuables de la somme fixée pour
« votre Généralité sous le nom de premier vingtième,
« vous fera certainement changer de sentiment... »

Au reçu de cette admonestation, Fontette s'empresse d'écrire à l'Abbé Terray pour se justifier, car il n'a fait, dit-il, que rapporter les raisonnements du public, et, sur la nécessité d'une répartition égale, lui envoyer une lettre, « c'est prêcher un converti » (Lettre du 8 mai).

La lettre annoncée par l'Abbé Terray est une circulaire en date du 6 mai (1), dans laquelle il reprend et développe les vues qu'il avait exposées dans sa lettre à Fontette du 30 janvier. Il y dévoile son intention de faire du vingtième : « la base si nécessaire et si désirée « d'un impôt territorial », par préférence à la taille qui, elle « ...ne peut jamais devenir une base assez fixe « ni assez étendue ». L'assiette d'un impôt territorial est, en effet, dans la pensée du Contrôleur Général, manifestement influencée par les doctrines physiocratiques, « ...le moyen le plus efficace d'assurer le « bonheur et la tranquillité des peuples, ... le remède « le plus puissant aux maux qu'ont dû produire les « impositions arbitraires, et... le seul moyen enfin de « préparer des réformes utiles... » Il naîtra, dit-il encore plus loin, de la répartition égale de la somme fixée pour le vingtième « ...la base perpétuelle pour « toute autre espèce de levée de deniers... » Dans le travail de cette répartition, « aucune crainte ne doit « retenir l'intendant, sinon celle de nuire au bien des « finances par trop d'indulgence ou de surcharger les « contribuables par trop de rigueur... »

En possession de cette circulaire, Fontette donne, par lettre du 10 mai, son adhésion complète aux moyens qui y sont indiqués, et feint de n'avoir pas compris jusque-là de quoi il s'agissait « ...j'avouerai « franchement que je n'avais pas encore suffisamment

(1) Arch. Calvados C. 3124. Nous ne donnons qu'un rapide résumé de cette lettre, publiée *in extenso* par M. Marion, *Les impôts directs sous l'Ancien Régime*, p. 362.

« digéré l'idée que le vingtième des biens-fonds dût
« former la base en effet si nécessaire et si désirée d'un
« impôt territorial. Ce que vous avez la bonté de me
« dire à ce sujet est pour moi un trait de lumière, qui
« me touche plus que je ne puis le dire, et je vous
« prie de croire que dès cet instant il n'y a rien que je
« ne fasse de mon côté pour parvenir à procurer cet
« avantage inestimable aux sujets de Sa Majesté dans
« mon département ». Il promet de s'occuper de répartir
la somme déterminée pour le vingtième entre les
neuf élections de la Généralité, et même « pour peu
« que la chose soit possible, sans de trop grands inconvénients,
(de la subdiviser) en même temps entre les
« communautés », tout en ne dissimulant pas que
cette répartition sera probablement fautive.

Fontette va dès lors faire du zèle et, plein d'ardeur
et d'imagination, propose mille moyens pour arriver
à l'impôt territorial, dont l'idée semble maintenant le
séduire. Il songe d'abord à utiliser les rôles de la taille,
que les communautés seraient obligées de compléter.
Mais le Contrôleur Général trouve que « vouloir arriver
« au vingtième par la taille est un chemin long et
« frayeux (1) ». Il suggère encore de tirer parti des
rôles de répartition sur les possédants-fonds pour les
constructions d'églises et de presbytères qui, faits par
les contribuables eux-mêmes, ont toutes chances d'être
exacts. Ces rôles sont inutilisables actuellement.

(1) Note manuscrite, vraisemblablement de la main d'Ormesson,
Arch. Nat., H. 1463.

d'abord parce qu'ils restent inconnus, aucun double n'en étant fait, ensuite parce qu'ils sont supprimés une fois le recouvrement fait, et enfin parce que « la méfiance du génie normand » est telle que ces rôles contiennent des mesures locales de terres doublées ou triplées ou même ne contiennent aucun renseignement sur la contenance ou valeur des terres. Pour pouvoir se servir de ces rôles, il suffirait donc d'obliger les communautés à en déposer un double et à y énoncer pour chaque cote la quantité de terres et leur produit. Au cas où ces énonciations seraient suspectes, l'intendant pourrait ordonner un arpentage dont les frais retomberaient sur la communauté si le rôle était reconnu faux. Fontette fait ressortir que les circonstances sont favorables, en raison de la nécessité de répartir sur tous les fonds, même ceux du clergé, l'imposition territoriale créée pour les travaux du port de Granville, et les indemnités pour la construction des routes (1).

(1) Pour financer les travaux du Port de Granville, Fontette avait, en 1769, imaginé de lever la contribution nécessaire, soit 52.000 livres pendant 3 ans, sur la Généralité de Caen, en se servant des rôles des vingtièmes, base mauvaise à tous égards, pensait-il, mais qu'il avait néanmoins adoptée faute d'avoir pu en trouver de meilleure (Cf. lettre à Turgot, Arch. Calv., C. 3124). La somme fixée était répartie par l'intendant entre les élections et les communautés, au prorata des vingtièmes payés par chacune d'elles. A l'intérieur des communautés, l'imposition était assise par les propriétaires eux-mêmes, assemblés par les soins du syndic : elle devait porter sur toutes les terres, y compris celles de mainmorte. Cette imposition fut maintenue jusqu'à la Révolution pour faire face à différentes dépenses d'intérêt local : remboursement des offices supprimés, du Parlement de Rouen, paiement des indemnités des terrains expropriés pour le tracé des grandes routes, travaux de redressement de l'Orne, construction de bâtiments de justice. Elle se levait sans difficultés.

(Cf. Archives du Calvados, C. 234-241, 6522, 6919, 8179, 8255, 9503 à 9508. Archives Seine-Inférieure : Papiers Belbeuf, liasse 14).

Mais de cette proposition, la seule chose qui soit acceptée par le Contrôle Général est d'exiger le dépôt d'un double des rôles, et encore en se gardant de faire connaître l'usage que l'on veut en faire ; l'idée de procéder à un arpentage, en cas de suspicion est rejetée, car « lorsque des propriétaires assujettis à une dépense « commune sont tous d'accord sur la répartition qu'ils « en ont faite, lorsque personne ne se plaint de quel « droit M. l'Intendant peut-il leur imposer une nouvelle charge ? » Ainsi s'exprime un mémoire rédigé sur la lettre de Fontette ; et ce mémoire poursuit : « ...La proposition de M. de Fontette excède les bornes de l'équité et ne paraît propre qu'à exciter des plaintes très légitimes ». Ce reproche adressé à un Intendant qui s'était surtout signalé jusque-là par un extrême souci de ne pas heurter les contribuables, paraît bien extraordinaire. Terray lui-même écrit à Fontette qu'il vaut mieux « ne pas aigrir les propriétaires ».

Fontette comprend qu'il va disposer de plus de temps qu'il ne pensait ; aussi renonce-t-il aisément à la nomination des vingt-cinq à trente Commissaires qui lui avaient paru nécessaires, alors que « les opérations pour « procurer une augmentation sur les vingtièmes, « devaient être fort vives... Les choses ont changé de « puis ; il faut à présent n'établir d'augmentation que « dans la plus grande connaissance de cause et vous « approuvez que je prenne pour celà le temps nécessaire afin d'éviter des injustices qui exciteraient des « plaintes et indisposeraient les esprits. Dans cet état « de choses, je ne puis que convenir que j'aurai assez « de neuf commissaires et peut-être serai-je dans le cas

« de différer leur établissement jusqu'à l'année prochaine... » (lettre à Terray du 2 juillet 1772). Fontette prend donc son temps : sur l'augmentation convenue de 300.000 livres (ou cent mille écus), le travail des commissaires n'a procuré, au premier novembre, que 80.000 livres, chiffre que Fontette espère pouvoir doubler en novembre et décembre ; il resterait encore 140.000 livres à répartir, au cours de l'année 1773, mais Fontette n'ose promettre d'y parvenir entièrement (lettre du 16 novembre 1772). L'Abbé Terray se satisfait de ces augmentations, car quels que soient les besoins de l'Etat, il n'exige pas que soient employés « ceux de ces moyens qui pourraient exciter une sensation trop vive » et il s'en rapporte à Fontette « pour approcher en 1773 le plus qu'il sera possible de la fixation ».

Ainsi la mauvaise volonté apportée par Fontette (et quelques autres intendants aussi d'ailleurs) à l'exécution des instructions du Contrôleur Général, a-t-elle conduit celui-ci à modifier peu à peu ses conceptions primitives : d'une part le vingtième n'est plus le pur impôt de quotité qu'il était dans les principes, et d'autre part, les augmentations ne sont plus exigées immédiatement dans leur intégralité.

Mais il faut reconnaître que si Fontette a eu une telle attitude, c'est que dans sa généralité il rencontrait une résistance particulièrement acharnée.

Les oppositions à l'Abbé Terray dans la Généralité de Caen

L'édit de novembre 1771, suivant de peu la suppression du Parlement de Rouen, y avait été en effet le

signal d'une agitation qui, par moments, inquiéta sérieusement le pouvoir central. La mise en train des vérifications ordonnées par le Contrôleur Général fut constamment entravée par l'action d'un certain nombre de privilégiés, qu'excitaient en sous-main les anciens parlementaires. La Normandie offrait d'ailleurs aux opposants un terrain particulièrement propice à leurs menées, en raison de l'état d'esprit de ses habitants dont la répugnance instinctive à l'égard des inquisitions fiscales est de tous les temps. Fontette s'en plaignait dès le début de 1772, à propos des augmentations passées dans les rôles de 1772 (1) : « Les Normands ne sont pas aussi aisés à conduire que les contribuables dans beaucoup d'autres provinces du Royaume ; déjà les habitants de la ville de Caen et les propriétaires dans les paroisses murmurent hautement de l'augmentation qui leur est donnée dans les rôles qu'on vient de distribuer. C'est un cri général. Le riche, celui même qui n'est imposé qu'à ce qu'il doit à rigueur, se plaint plus amèrement que le pauvre ; on se dit qu'il n'y a point de loi qui autorise cette augmentation ; que l'édit du mois de novembre dernier n'en parle pas et qu'on ne payera pas quoi qu'il arrive ; il y a même des gens titrés qui ajoutent à cette espèce de menace de ne point payer qu'ils ne se donneront pas la peine de faire des représentations ; enfin, les choses sont à ce point, de ce moment-ci, que le gouvernement serait peut-être

(1) Arch. Nat., H. 1463. Lettre à Terray du 17 février 1772.

« dans le cas forcé et malheureux de sévir si l'on venait
« à faire la moindre diligence pour obliger de payer ». Fontette voulait encore espérer qu'il n'y avait là que
« l'effet d'une fougue ordinaire qui se calmera ».

Cet espoir ne devait pas se réaliser ; l'opposition s'accrut en effet et se manifesta par l'intermédiaire d'abord du Corps Municipal de Caen, ensuite de la Noblesse de Normandie, et même de la Magistrature.

I. *LE CORPS MUNICIPAL DE CAEN.* — Le Corps Municipal de Caen subissait l'influence de son ancien maire, M. Gosselin de Manneville ; celui-ci, personnage extrêmement remuant, qui, au cours de son administration municipale, avait eu maintes occasions de batailler avec Fontette (1), faisait quasi-ouvertement une propagande active pour une véritable grève de l'impôt. Prétendant que l'augmentation des vingtièmes était illégale, il poussait les contribuables à refuser le paiement de cette augmentation, et à se laisser vendre plutôt que de payer (2).

(1) Dès 1769, Fontette avait demandé, à propos des difficultés que créait la Ville de Caen pour la répartition de l'imposition territoriale pour le port de Granville, que l'on fit connaître « ...le mécontentement du Conseil aux Officiers Municipaux de Caen, dont le Maire, homme d'esprit et janséniste, fait naître et conduit toutes les cabales contre l'autorité » (lettre à d'Ormesson, du 3 mars 1769, Arch. Calv., C. 1763).

(2) Cette propagande s'exerçait jusque dans les Bureaux de Recettes ; en voici un épisode raconté par Joly dans un article sur « Une conspiration de la Noblesse Normande du XVIII^e siècle, publié dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, 1863-65, t. 25 :
« ...en octobre 1772, M. de Manneville était au bureau de la recette
« des tailles de Caen, payant les six premiers mois de son vingtième
« pour lesquels il n'y avait pas d'augmentation, celle-ci ne commen-
« çant qu'au premier juillet. Il y trouva six ou sept bourgeois qui

Le mémoire adressé à l'Abbé Terray le 28 avril 1772 par les Maire et échevins de la Ville de Caen, résume leur argumentation : « Monseigneur, les Maire et « Echevins de la Ville de Caen ont l'honneur de représenter à Votre Grandeur que l'augmentation des « cottes des vingtièmes annoncées dans Caen, dès le « mois de janvier dernier, par les avertissements que « le Receveur fit répandre, constatée par des Rolles « envoyés aux Paroisses, répandit l'alarme dans tous « les esprits, excita un cri de douleur et força la ville « assemblée de s'adresser au Ministre de la Province (1) pour empêcher cette surcharge accablante. « M. l'Intendant devint le dépositaire de nos justes « frayeurs, et voulut bien vous porter notre réclamation qui était celle de tous les citoyens. On apprit « avec la plus grande joie qu'il y avait eu des ordres « donnés pour retirer les Rolles et les avertissements, « que la demande anticipée d'une augmentation de « vingtième était l'ouvrage du seul directeur, et que « l'on devait faire éprouver à ce préposé la peine dûe à

« venaient payer le quartier de Juillet. L'un d'eux se plaignait au « receveur de n'avoir pas encore eu de réponse à la requête qu'il avait « faite pour obtenir une diminution.

« — Vous ne pouvez en avoir, dit M. de Manneville, car à qui avez-vous présenté votre requête ?

« — A l'Intendant ! répartit notre homme.

« — Eh bien, l'Intendant n'a pas le droit de modérer, parce qu'il « n'avait pas le droit d'imposer, et vous payez mal à propos ».

Il n'avait pas eu de peine à persuader ceux qui l'entendaient et ils avaient remporté leur argent.

(1) Ce ministre était Bertin. L'assemblée dont il est question eut lieu le 4 février 1772 (Registre des délibérations de la ville de Caen, C. 101, f° III).

« une entreprise aussi téméraire (1). C'est dans le mo-
« ment où nous nous occupions de ces espérances flat-
« teuses (2) que tout à coup on nous a communiqué
« une lettre que Votre Grandeur a adressée à M. l'In-
« tendant en date du treize de ce mois qui porte « qu'il
« n'y a rien que de juste dans le plan adressé pour la
« formation des Rolles des vingtièmes, que l'on ne doit
« point avoir égard à des propos dénués de bonnes rai-
« sons, que dans l'augmentation des cottes de ving-
« tièmes, il faudra se conformer au produit des biens ».
« Les remontrances que nous avons adressées au Minis-
« tre de la Province, qu'il a reçues avec bonté et qu'il
« vous a communiquées, Monseigneur, n'ont pu ni dû
« être qualifiées de propos : ce ne sont point elles cer-
« tainement que vous aviez en vue dans votre lettre.
« Nous osons vous supplier de vous les faire représen-
« ter, et vous verrez qu'on y a démontré jusqu'au der-
« nier degré d'évidence, que l'édit de novembre der-
« nier qui proroge les vingtièmes, n'autorise point
» l'augmentation des cottes des contribuables, que cet
« édit dans son esprit comme dans ses dispositions
« proscriit toute idée d'accroissement d'impôt ; qu'enfin
« bien loin d'ordonner la formation de nouveaux
« Rolles, il n'exige point de déclaration de la part des

(1) Fontette avait été autorisé en effet à déclarer que les augmen-
tations n'auraient lieu qu'à compter du 1^{er} juillet 1772 (Lettre de
Terray du 22 février 1772, Arch. Nat., H. 1463).

(2) L'assemblée générale du 25 février avait même voté des remer-
ciements à Bertin (Registre des délibérations, C. 101, f^o 103).

« contribuables, seule voye légale pour parvenir à la
« formation des Rolles.

« Si ces vérités, Monseigneur, sont certaines, il n'y a
« pas eu d'injustice à réclamer contre toute augmen-
« tation de vingtièmes, puisque cette augmentation
« n'est fondée ni sur la loi ni sur la volonté connue du
« Roy ; il a été de la prudence de prévoir des opposi-
« tions, d'annoncer des obstacles et des difficultés et de
« faire craindre des abus sans nombre de la part des
« préposés : ceci suffit pour notre justification, Mon-
« seigneur, qui ne nous est intéressante que par ce
« qu'elle est liée au bien général, mais nous devons
« vous ajouter que l'augmentation dans les vingtièmes
« quelle qu'elle soit, achèvera de combler la misère du
« pauvre et de l'indigent, en épuisant les facultés
« des propriétaires ; le peuple n'a plus que cette
« ressource ; si on la lui enlève, on le mettra nécessai-
« rement dans le désespoir. Administrateurs des diffé-
« rents hôpitaux, témoins du progrès de la misère,
« nous ne pouvons vous tracer trop vivement l'état
« affreux où les malheureux sont réduits ; votre cœur
« n'y sera point insensible, vous vous porterez dès lors
« à contenir dans les bornes fixées par le Souverain,
« l'impôt le plus terrible et le plus accablant. Nous
« sommes, avec le plus profond respect, etc. » (1).

Cet argument, avancé par les officiers municipaux,
que le supplément d'imposition porté sur les proprié-

(1) Cette lettre signée de Sallen, Maire, Meuves, premier échevin
Gentilhomme, Picard de Prébois, du Bisson et Lair, est conservée aux
Arch. Nat., H. 1463.

taires amènerait une diminution de leurs charités, ne manque pas de saveur !

Ni cette lettre, ni les nouvelles de la fermentation des esprits dont au même moment lui faisait part Fontette, ne parurent impressionner le Contrôleur Général, bien qu'il eut pu en concevoir de l'inquiétude s'il n'avait eu, écrivit-il à Fontette « toute confiance dans la fidélité
« des habitants de la Généralité envers le Roi et dans
« leur attachement à leurs devoirs ». Son sentiment très net était qu'il fallait tenir bon et ne pas se laisser arrêter par des protestations qui finiraient par tomber d'elles-mêmes. « A l'égard de la ligue concertée entre
« quelques personnes de ne pas recourir à vous pour
« être déchargés en cas qu'ils soient trop imposés, de
« laisser vendre leurs meubles plutôt que de payer et
« le complot formé entre eux de ne point acquérir les
« meubles qui seront exposés en vente, je pense que
« vous n'en êtes point effrayés. Lorsque vos rôles
« seront mis en recouvrement, vous ferez donner un
« commandement aux plus qualifiés de ceux qui par-
« lent le plus haut et vous me communiquerez la
« réponse qu'ils auront faite ; j'en rendrai compte au
« Roy directement pour recevoir ses ordres et les faire
« exécuter. Je suppose toujours que les sommes aux-
« quelles ils seront imposés n'excèdent point le ving-
« tième qu'ils doivent en conséquence de l'édit. Car,
« pour subjuguer avec fruit les gens de mauvaise
« volonté, ce n'est pas assez d'avoir l'autorité, il faut
« encore être en règle et avoir raison. Votre Généralité
« est la seule dans laquelle on se soit permis de pren-
« dre et de faire connaître des résolutions aussi contrai-

« res à la fidélité due au Roy ; n'écoutez ces propos
« qu'avec la sévérité que vous devriez employer en
« qualité de chargé par le Roy de maintenir le bon
« ordre et la subordination. Faites-moi connaître les
« noms des plus difficiles, s'ils persistaient dans leurs
« projets... » (1).

Les Officiers Municipaux allaient cependant faire de nouvelles représentations. Une assemblée générale tenue le 9 juillet 1772 demande la suppression des augmentations « arbitraires » de vingtième imposés sur les maisons et les terres et arrête « qu'il sera répondu à
« M. le Contrôleur Général que la masse des ving-
« tièmes de la Généralité ne peut plus souffrir d'ac-
« croissement, et que Sa Majesté sera suppliée d'accor-
« der la remise de toute augmentation pour le présent
« et l'avenir » (2). La lettre envoyée à l'Abbé Terray le 24 juillet, par les Officiers Municipaux, contient même cette prétention que, puisqu'on leur avait enlevé leurs protecteurs auprès du Trône, c'est-à-dire les membres du Parlement de Rouen, ils se croyaient obligés par état, de représenter à Sa Majesté l'impossibilité où on était en Basse-Normandie, de continuer à payer les augmentations d'impôt (3). L'Abbé Terray se contente de prier Fontette de faire savoir aux Officiers Municipaux « qu'il n'est pas proposable que la ville de Caen
« soit la seule qui ne supporte point une augmentation

(1) Lettre Terray à Fontette du 3 mai 1772. Arch. Nat., H, 1463.

(2) Registre des Délibérations, C. 101, f° 119.

(3) Cf. Floquet, Histoire du Parlement de Normandie, t. 6, p. 691.

« à laquelle toute le royaume s'est soumis ». Fontette s'acquitte de cette mission, et en rend compte au Contrôleur Général ; tout en s'étonnant de la prétention des Officiers Municipaux de parler au nom de la Province, il se déclare persuadé de leur bonne foi et considère leur opposition terminée : « ...Je rends justice
« cependant aux sentiments des Officiers Municipaux
« sans quoi j'aurais moi-même des reproches à leur
« faire sur la tournure de leur lettre qui annonce que
« tout ne sera que vexation dans les recherches que je
« fais faire pour procurer des augmentations ; mais il
« faut croire que ces Officiers ne viendront plus à la
« charge » (1). Il semble en effet que la résistance ait désormais pris fin de ce côté.

2. *LA NOBLESSE.* — Mais par contre, parmi la noblesse, l'agitation ne cessait de croître : elle prit parfois l'allure d'un complot dont s'émut le pouvoir central, malgré les efforts du duc d'Harcourt, gouverneur de la Province, pour le rassurer.

Au cours de l'été 1772, quelques gentilshommes s'étaient mis à courir de châteaux en châteaux pour faire signer des mémoires demandant l'assemblée des Etats de Normandie et protestant contre l'augmentation du vingtième. Les plus actifs des propagandistes étaient en Haute-Normandie, de Janville, ancien membre du Parlement de Rouen, et le Comte de Trie ; et

(1) Lettre de Terray du 11 août, de Fontette du 15 août 1772, Arch. Nat., H. 1463.

en Basse-Normandie, Gosselin de Manneville. Ils trouvaient une oreille complaisante auprès des propriétaires qu'inquiétaient les opérations des Contrôleurs. « J'ai su, écrivait le duc d'Harcourt à Bertin (28 octobre 1772) « que la vérification que font les receveurs « des vingtièmes dans les terres en a fort alarmé les « propriétaires ; on a craint l'incertitude de l'estimation, par laquelle ils sont obligés de suppléer aux « baux dans les biens qui ne sont pas affermés, dont « le produit est précaire et variable. On ne s'est cependant d'aucune part opposé à cette opération en s'affligeant du trouble qu'elle jette dans les familles, en « donnant des biens une opinion souvent fausse et toujours différente de celle que les parents mêmes en « avaient, ce qui embarrasse les partages et autres affaires particulières, et il est certain que tous les seigneurs terriens l'ont vu établir avec beaucoup de « chagrin... » (1). L'objet de toutes ces démarches aboutit à la signature par plus de deux cents gentilshommes, d'une « Lettre de la Noblesse Normande au Roi » (2). Ce document, dont le rédacteur est inconnu, contient d'abord des protestations contre la suppression du Parlement de Rouen, tout à fait dans le style des remontrances de ce dernier. Puis il s'attaque violemment aux augmentations d'impôts : « ...Au sein de la « paix, les impôts se trouvent quadruplés par toutes « sortes de moyens obscurs et indirects... Mais ce qui

(1) Hippeau, *Le Gouvernement de Normandie*, t. V, p. 100.

(2) Publiée par Hippeau, *Le Gouvernement de Normandie*, t. V, p. 94.

« met le comble à tout est l'inquisition qu'on exerce
« dans nos maisons et châteaux... Ce n'est plus le
« second vingtième qui est imposé, c'est un cinquième
« qui est perçu... Ce sont des commis sans aveu qui
« sont députés dans nos campagnes pour y mesurer,
« examiner, estimer à leur gré nos fortunes et nos
« terres. Leur jugement personnel sera la base de l'im-
« position projetée ; et par une contradiction insépa-
« rable d'une telle conduite, plusieurs propriétaires
« sont déjà triplés et quadruplés avant toute estima-
« tion... L'inquisition de ces commis ambulants n'est
« autorisée par aucune ordonnance, quelque illégale
« qu'elle fut. Leur marche est donc un attentat à notre
« sûreté ; leurs opérations sont concussions... ».

Les instigateurs du mouvement, qui avaient toujours prétendu à la masse des signataires que les Princes du Sang étaient avec eux, auraient voulu faire parvenir la lettre au Roi par l'intermédiaire du Duc d'Orléans, mais celui-ci se refusa. Louis XV, mis au courant par Bertin, manifesta un vif mécontentement (1) et donna des ordres pour que la répression fut immédiate et sévère. Celle-ci aboutit à l'arrestation d'un certain nombre des gentilshommes compromis, dont de Manneville, mais de Janville et de Trie parvinrent à s'enfuir. En tout cas, la nouvelle de cette action énergique, menée par des

(1) Journal historique de la Révolution opérée dans la Constitution de la Monarchie Française par M. de Maupeou, Chancelier de France, 4 novembre 1772. Il est relaté à cette date que la nouvelle de la requête des nobles de Normandie a donné beaucoup « d'humeur au roi, toujours alarmé sur les atteintes qu'il croit voir portées à son autorité ».

Commissaires du Châtelet envoyés en Normandie par méfiance envers le duc d'Harcourt, jugé trop favorable à la noblesse des Normands, provoqua une déroute générale. Les rétractations (1) affluèrent, dans lesquelles les signataires de la lettre protestaient de leur soumission et déclaraient, pour la plupart, qu'ils n'avaient signé que parce que d'autres l'avaient fait et qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de déplaire au Roi. Le ton était des plus humbles : « J'ai fait une sottise » écrit Toustain de Richebourg, gentilhomme du Cotentin qui termine ainsi sa déclaration : « Le Roi est mon maître ; je me sou mets à ses volontés ». Un autre signataire, Bourbet de Montpinson, reconnaît : « J'ai fait dans tout « ceci de grandes fautes, sans doute, et j'en demande « pardon au meilleur de tous les Rois ».

L'échec du mouvement est complet ; il n'a éveillé aucun écho parmi le peuple qui, au contraire, d'après le duc d'Harcourt, « n'est pas fâché que la noblesse « reçoive quelque désagrément ».

Le pouvoir central est rassuré ; l'abbé Terray est très optimiste, et dans une lettre du 11 janvier 1773, dont il envoie copie au duc d'Harcourt pour qu'il la répande,

(1) Une certaine répugnance à donner les rétractations se manifesta d'abord notamment à Caen. Fontette écrit au duc d'Harcourt, le 9 novembre 1772 : « On dit ici très haut que ceux qui signent une « rétractation sont déshonorés, et que lorsqu'on a fait une faute, il « vaut mieux en subir la peine. Vous reconnaissez le bon esprit de « la ville ». Hippeau, *ibid.*, t. V, p. 112.

il écrit à Fontette : « Il m'est revenu (1) que les principaux propriétaires et les plus qualifiés de votre Généralité voulaient offrir d'eux-mêmes les déclarations les plus détaillées et les plus exactes de leurs biens, qu'ils ne pouvaient supporter qu'un Maître et un Roi, si digne d'un amour et d'un respect sans bornes, put avoir des soupçons sur l'étendue de leurs sentiments. Il faut s'empresse de leur donner satisfaction... ». Fontette est plus sceptique et signale au Contrôleur général qu'il n'a jusqu'ici reçu qu'une seule déclaration : « J'ai peine à croire que ce qui vous est revenu de la bonne volonté des principaux propriétaires et des plus qualifiés soit suivi de l'effet que vous en attendez. Je le désire plus que je ne l'espère... ». Tel est aussi l'avis du duc d'Harcourt (2).

(1) Il existe en effet aux Arch. Nat., H. 1463, une note anonyme dont l'auteur se flatte d'avoir dissipé « les impressions défavorables qu'on s'était efforcé de répandre sur des démarches peu mesurées à la vérité, mais que la seule ignorance des formes avait occasionnées ». Il ajoute : « le plus simple est de donner des déclarations... et on sera imposé en conséquence, à moins qu'on ne préfère d'attendre que le rôle exécutoire auquel on travaille et qui sera fait dans six semaines ne serve à l'imposition de chaque possédant-fonds... Voilà ce que je suis chargé de communiquer, mais je ne doute pas que tout le monde ne s'empresse de prendre le premier parti... La province a malheureusement, dans ce moment-ci, à détruire des impressions dont l'idée seule est accablante, et qui rend la peine d'autant plus vive qu'elle l'a moins méritée ; c'est pourquoi je ne doute pas un instant que chacun ne prévienne le rôle exécutoire et que les déclarations ne se succèdent à l'envi... ».

(2) Quant aux déclarations que quelques nobles ont offertes, selon ce qui vous est revenu, vous ne donnez certainement à cette démarche que l'étendue qu'elle peut avoir. Personne ne pouvant être accrédité par la Province n'a possibilité d'annoncer son intention ; et la vôtre n'est sûrement pas qu'elle croie que la proposition de quelques-uns vous ait paru se pouvoir prendre pour une détermina-

L'Abbé Terray craint cependant une recrudescence d'agitation, notamment à Caen, où le receveur des Tailles a reçu l'ordre de poursuivre, dans les premiers jours du Carême de 1773, tous ceux qui n'ont pas voulu payer les augmentations. Aussi, prescrit-il (1) au duc d'Harcourt d'aller à Caen où sa présence sera utile, car il y connaît tous les gens du parti de l'opposition ; il devra demander aux principaux de ceux-ci de lui déclarer leurs résolutions sur l'augmentation des vingtièmes, c'est-à-dire s'ils veulent la payer ou se pourvoir dans la forme ordinaire, ou bien s'ils persistent à laisser vendre leurs meubles ; il les avertira que la liste des cabaleurs sera envoyée et mise sous les yeux de Sa Majesté pour en faire un exemple. Il faut que le Gouverneur ait une conduite ferme si l'on veut dissiper la cabale pour toujours, sans quoi il est à craindre qu'on ne soit obligé de vendre des meubles, et ce scandale pourrait être le signal d'une rébellion générale, dans toute la Province. Le duc d'Harcourt, tout en se récusant, car, écrit-il à Terray « la partie de la finance est « hors de l'autorité des gouverneurs qui ne peuvent « ni ne doivent en connaître » est persuadé que l'agitation est terminée et déclare « qu'il n'a pas connaissance de propos ni d'actions à réprimer ». Aussi intervient-il pour que les quelques gentilshommes qu'il

« tion générale sur des déclarations que le Roy ne demande pas.
« Personne ne préviendra cette demande, comme je suis persuadé que
« personne ne refuserait de s'y soumettre si le Roy l'exigeait... »
(Lettre à Terray du 17 janvier 1773, Arch. Nat., H. 1463).

(1) Projet de lettre, Arch. Nat., H. 1463 Lettre du 13 février 1773, Hippeau, *ibid.*, t. V, p. 88

avait fallu arrêter soient mis en liberté (février 1773) (1).

3. LA MAGISTRATURE. — Mais Terray n'avait pas seulement été en butte à la mauvaise volonté de Fontette, aux doléances du Corps Municipal de Caen, à l'agitation de la noblesse normande, il lui avait fallu encore subir les représentations des membres du Conseil Supérieur de Bayeux. Malgré son origine, et sans doute pour se faire pardonner d'avoir succédé au Parlement de Rouen, le Conseil Supérieur se croyait obligé de l'imiter. Son président, Duchatel (2), protesta vivement auprès du Contrôleur Général contre l'augmentation projetée et les recherches des agents de l'Administration, demandant qu'en tout état de cause, si l'augmentation ne pouvait être évitée, elle fût répartie uniformément au marc la livre de toutes les cotes existantes. C'était le raisonnement intéressé des gros contribuables dont, on l'a vu, Fontette osait se faire au même moment l'interprète.

(1) Cette tentative avortée de la noblesse a été racontée par Joly. « Une conspiration de la noblesse normande au XVIII^e siècle » (*Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, t. 25, 1863-65).

(2) Son départ, lors de la suppression du Conseil Supérieur, ne fut pourtant pas regretté, si l'on en juge par ces vers consacrés à « l'enragé du Chatel » :

« Redoutant l'avenir que le ciel lui prépare,
« Il va contre une corde échanger sa simarre,
« Et se pendant lui-même au gré de tous les vœux
« Voler par son trépas le bourreau de Bayeux :
« Une fois en sa vie, il fera donc justice... »

(Cité par Benet, Archiviste du Calvados, dans son rapport au Préfet, exercice 1901-1902).

L'abbé Terray lui exposa dans une réponse pleine de fermeté et de bon sens (1) combien ce procédé serait inique.

« L'esprit de despotisme n'est pas du tout celui qui anime les ministres du Roi ; ils cherchent à réparer les maux que les résistances des parlements, poussées au delà des bornes, ont occasionnés en forçant les administrateurs des finances de se servir des moyens ruineux d'emprunts continuels et d'anticipations excessives... Je vous observe qu'il ne serait pas juste d'augmenter indistinctement toutes les cotes d'un neuvième, parce que ceux qui paient le vingtième exactement se trouveraient surchargés, tandis que d'autres contribuables qui ont soustrait des fonds ou qui ont dissimulé le produit de ceux qu'ils ont déclarés ne paieront pas ce que la justice exige d'eux... »

Après le Président, ce fut le Procureur Général du Conseil Supérieur, Radulph, qui se signala par ses agissements. Le Commissaire aux impositions de l'élection de Bayeux, Le Blanc, ayant commencé ses opérations, Radulph le convoqua à la fin d'août 1772, lui demanda communication des ordres et des instructions dont il était porteur, et après les avoir examinés, il lui signifia que, le Roi n'ayant point manifesté ses volontés à ce sujet, « ses opérations ne pouvaient qu'être « illégales » et en conséquence, il le prévint que « sur « la première plainte qui lui serait portée de la part

(1) Du 8 mars 1772, Arch. Nat., H. 379. Publiée par Marion, *Les impôts directs sous l'Ancien Régime*, p. 365.

« des particuliers ...il exercerait sur-le-champ contre
« lui et contre ses confrères toute la rigueur de son
« ministère ». Fort ému, Le Blanc fit le rapport de ces
faits à Fontette, qui en référa à l'Abbé Terray en le
prianant de « prendre promptement un parti, le moindre
« éclat pouvant tout soulever dans la province ». Le
Contrôleur Général envoya immédiatement une lettre
à Radulph pour s'étonner de ses procédés, et après lui
avoir expliqué les intentions du Roi (1) il lui rappela
son incompétence en la matière, « l'imposition des
« vingtièmes ainsi que celle de la Capitation n'étant
« point susceptible des formes contentieuses ».

Malgré cette incompétence, il y eut d'autres magistrats pour entraver l'action des commissaires. C'est ainsi que le sieur Anfray de la Cotentinière, lieutenant des eaux et forêts, et commissaire aux impositions de l'Election de Mortain, dont les opérations avaient débuté heureusement, se vit obligé de les suspendre, par suite des entreprises d'un sieur Thébaut, Lieutenant de l'Election. Celui-ci, au cours de ses chevauchées, notamment à Marcilly et Brécé, déclara aux

(1) « Le Roi, par édit de novembre dernier, a ordonné l'exécution de celui de 1749 qui impose à tous les propriétaires l'obligation de fournir des déclarations pour être ensuite vérifiées. Le Roi a bien voulu tempérer cette obligation en fixant pour chaque généralité une somme à répartir sur les fonds. C'est pour faire cette répartition avec justice et égalité que Messieurs les Intendants ont été autorisés à nommer des commissaires qui se transporteront dans les paroisses pour y opérer conformément à l'instruction que vous avez vue. J'ai cru ce moyen plus doux ; s'il ne réussit pas, il faudra bien revenir à l'exécution de l'édit de 1749... » (Lettre du 11 septembre 1772, Arch. Nat., H. 1463).

habitants que ce qui se faisait tendait « à écraser le peuple », qu'il ne fallait faire aucune déclaration, et que les commissions du sieur Anfray de la Cotentinière étaient illégales ; il défendit aux syndics et collecteurs des vingtièmes et tailles de communiquer les rôles et promit qu' « au retour des Parlements, il y aurait beau jour ». Il menaça même de décréter le Commissaire de prise de corps. De tels propos dans la bouche d'un magistrat en fonctions provoquèrent une telle effervescence dans les esprits que le commissaire, s'estimant en danger, arrêta ses opérations. Il fallut que le Contrôleur général, informé par Fontette des événements, mandât à la Cour le sieur Thébaut pour le réprimander et lui enjoindre de s'abstenir de toute activité à l'égard des vingtièmes (1).

Progrès réalisés sous l'Abbé Terray

Néanmoins, malgré toutes ces entraves, l'impôt réalisa sous le ministère de l'Abbé Terray, un progrès certain, tant au point de vue du rendement qu'à celui de la répartition.

L'augmentation avait été fixée par le Contrôleur Général à 300.000 livres pour la Généralité de Caen, ce qui devait porter les deux vingtièmes et quatre sols pour livre du premier vingtième des biens-fonds à un

(1) Septembre 1772, Arch. Nat., H. 1463.

total de 1.705.000 livres, soit 775.000 livres par vingtième (1).

Sans doute, cette augmentation ne fut-elle pas obtenue immédiatement, mais elle était presque atteinte en 1774 et dépassée en 1775, ainsi qu'il résulte du tableau ci-après :

Élections	Caen	Bayeux	Saint-Lô	Carentan	Valognes	Coutances	Avranches	Vire	Mortain	total pour la Généralité
1771	245.103	183.406	126.469	143.588	206.728	131.404	105.131	158.882	106.566	1.407.277
1772	278.761	184.983	130.456	143.663	206.760	131.461	105.134	158.837	106.578	1.446.254
1773	299.429	209.424	143.889	183.372	248.320	148.918	108.948	162.928	109.610	1.614.838
1774	302.526	231.340	158.005	199.915	250.722	156.052	113.304	167.376	118.998	1.698.234
1775	304.652	234.430	161.360	202.699	267.961	164.279	123.062	167.737	119.756	1.745.936

Le coefficient de majoration, par rapport au chiffre de 1771, s'élève à 24 % environ ; mais il n'est pas uni-

(1) Cf. Arch. Nat., H. 1463 : « Etats de la fixation arrêtée par M. le Contrôleur Général pour les vingtièmes des biens fonds et 4 S. p. l. du premier vingtième ».

Alençon	1.430.000 l.	Montauban	1.430.000 l.
Amiens	1.650.000 l.	Moulins	770.000 l.
Auch	886.000 l.	Orléans	1.650.000 l.
Bayonne	214.000 l.	Paris Généralité..	2.970.000 l.
Bordeaux	2.915.000 l.	Paris Ville	2.849.000 l.
Bourges	605.000 l.	Poitiers	1.375.000 l.
Caen	1.705.000 l.	Riom	1.375.000 l.
Châlons	1.870.000 l.	La Rochelle	1.210.000 l.
Limoges	902.000 l.	Rouen	2.695.000 l.
Lyon	1.210.000 l.	Soissons	990.000 l.
Metz	715.000 l.	Tours	2.255.000 l.
	14.102.000 l.		19.569.000 l.
			14 102.000 l.
		Total	33 671.000 l.

forme ; il varie suivant les élections, étant de 24 % pour Caen, 28 % pour Bayeux et Saint-Lô, 30 % pour Valognes, 25 % pour Coutances, 17 % pour Avranches, 9 % pour Vire et 12 % pour Mortain. Si les augmentations ont été proportionnellement moins élevées dans ces deux dernières élections, c'est qu'elles avaient été déjà vérifiées, celle de Vire en 1754-1755, et celle de Mortain en 1757-1758 (1).

Le chiffre de 1.745.936 livres obtenu en 1775 était certainement mieux réparti que celui de 1.407.277 livres. L'augmentation résultait en effet pour la majeure partie de vérifications particulières opérées sur les plus grosses cotes, une seule vérification générale de paroisse ayant lieu durant cette période, à Néhou.

Les commissaires opérèrent d'abord sur les cotes supérieures à cent livres, puis sur celles entre dix et cent livres ; cela représentait une petit nombre de propriétaires. Un état donnant la liste de ceux qui avaient consenti aux augmentations à imposer dans les rôles de 1773 ne contient que 156 noms (2). De même, un relevé de quelques articles « dont le vingtième a été considé-

(1) « Il ne pouvait y avoir une forte augmentation apres une opération faite avec exactitude » constate un état dressé en 1775. Relativement aux augmentations dans l'élection d'Avranches, cet état les juge « proportionnées à la nature du sol ; ce pays ingrat par lui-même ne présente pas des professions aussi riches que les autres élections. Les propriétaires ont moins crié, non pas que l'impôt fût moins rigoureux pour eux, mais parce qu'ils étaient moins accrédités par leurs richesses... » (Arch. Calv., C. 5967).

(2) Savoir : Election de Caen, 22 ; de Bayeux, 31 ; de Saint-Lô, 14 ; de Carentan, 20 ; de Valognes, 13 ; de Coutances, 5 ; d'Avranches, 14 ; de Vire, 14 ; de Mortain, 23.

ablement augmenté en 1773 » dans l'Election de Bayeux concerne 148 propriétaires (1) qui à eux seuls supportèrent la quasi-totalité de l'augmentation réalisée sur les rôles de l'Election. Un certain nombre de cotes furent fixées par le Conseil d'Etat, devant qui les propriétaires s'étaient pourvus.

Les augmentations qui parfois doubloient, triplaient et même quadruplaient les cotes, furent assez facilement acceptées, et les décharges qui s'étaient élevées en 1773 à 50.444 livres (dont 16.911 livres dans l'Election de Caen et 10.557 dans celle de Carentan) pour un surplus d'imposition de 207.561 livres par rapport à 1771, n'étaient plus que de 26.591 livres en 1774 et 10.361 livres en 1775. Certains des requérants, après avoir présenté leur requête, ne la suivirent pas, « preuve qu'ils redoutaient l'examen (2) ».

Il n'y eut que dans le Cotentin que l'opposition des propriétaires persista, après la grande agitation qui s'était produite en 1772. Les contribuables avaient seulement changé de plan de bataille ; ils ne protestaient pas contre le principe de l'augmentation, car il leur eut été difficile de prouver que leurs cotes étaient imposées au vingtième strict de leurs revenus, mais ils prétendaient que toutes les cotes devaient être augmentées d'un cinquième. Il est beau de lire les protestations

(1) Et parmi eux, Duchatel, Président du Conseil Supérieur de Bayeux. En marge de l'article le concernant, se trouve cette note, vraisemblablement de la main de Fontette : « Il serait indécent de ne pas augmenter le Premier Président » (Arch. Calv., C. 6520).

(2) Arch. Calv., C. 5967.

indignées que Fontette adressa au Contrôleur Général, contre ce système, lorsque l'on se rappelle qu'il le préconisait lui-même deux ans plus tôt ! Quoiqu'il en soit, des ordres formels ayant été donnés pour recouvrer les impositions telles qu'elles avaient été établies, les propriétaires du Cotentin payèrent comme ailleurs (1).

Outre les augmentations appuyées par les vérifications particulières, il fut employé, pour parfaire la fixation, en 1775, une méthode plus expéditive. Langlade, Directeur des Vingtièmes, pensant que les vérifications n'étaient plus susceptibles de produire beaucoup, toutes les grosses cotes ayant déjà été augmentées, et que l'examen des petits articles prendrait beaucoup de temps pour un faible produit, préconisa d'augmenter indistinctement toutes les grosses cotes (2). Il dut être suivi, car son successeur, Beauvillé, dans un mémoire adressé à d'Ormesson (1^{er} dé-

(1) Les principaux protestataires furent le Comte de Beaumont, le Comte de Fortesville, le Marquis d'Harcourt et le Marquis d'Ourville (Arch. Calv., C. 5909). Voici comment Beauvillé, Directeur des vingtièmes, jugeait, dans un mémoire dressé en 1775, les augmentations imposées dans l'élection de Valognes : « C'est dans ce canton que
« se sont élevées les plaintes les plus amères. La Noblesse accoutu-
« mée à payer le soixantième de son revenu a vu paraître avec dou-
« leur le moment où sa cotisation devrait approcher de l'exactitude.
« Les relevés mis sous les yeux de M. l'Intendant prouvent combien
« il n'y avait pas d'articles qui n'étaient pas imposés à la moitié de
« leur taux. La majeure partie de ces articles a été discutée et mal-
« gré les décharges accordées avec équité, il y en a encore dont les
« vingtièmes ont plus que doublé. Le bénéfice illégal que le proprié-
« taire a eu les années antérieures aurait dû l'engager à se taire sur
« les augmentations justes, mais le puissant ne se voit qu'avec peine
« assimilé à la classe plébéienne. Plusieurs articles doublés en 1773,
« sont restés sans représentation. Le silence du détenteur est une
« preuve qu'il redoute l'examen » (Arch. Calv., C. 5943).

(2) Lettre du 10 mai 1774, Arch. Calv., C. 5943.

cembre 1775) dénonça vivement la façon dont il avait augmenté d'un cinquième toutes les cotes de cinquantes livres et au-dessus.

Durant toute cette période, il n'y eut d'augmentation que sur le vingtième des biens-fonds.

Le vingtième d'industrie eut même tendance à baisser. Il produisait en 1772 : 11.448 livres, et en 1775, seulement 10.984 livres. L'Abbé Terray, en sa qualité de physiocrate, n'avait d'ailleurs jamais cherché d'augmentation de ce côté. Fontette ne voyait, quant à lui, aucun moyen d'en trouver. « Il faut, écrivait-il (1), se
« contenter d'en soutenir le produit, l'industrie étant
« peu prospère. La misère générale est devenue pres-
« que inexprimable depuis la chute toute récente de
« la manufacture de dentelles de soie qui entretenait
« 15.000 ouvriers dans la ville et peut-être autant dans
« les paroisses des environs (2) ». Terray se déclara pleinement d'accord : « Je vous ai déjà marqué com-
« bien cette partie de l'imposition mérite de ménage-
« ments ; il ne faut rien précipiter à cet égard, et il
« suffira pour le moment de rétablir autant qu'il sera
« possible, le produit de 1763 (3) ».

Le vingtième des offices et droits resta stationnaire aux alentours de 7.340 livres.

(1) Lettre du 16 novembre 1772 à Terray, Arch. Nat., H. 1463.

(2) Ce même chiffre de 15.000 est indiqué pour 1789 par Colas. « Rapport sur l'Exposition de dentelles organisée à Caen en 1875 » (Bibliothèque municipale de Caen, Broch. Norm., Caen 39).

(3) Lettre du 3 décembre 1772, Arch. Nat., H. 1463.

CHAPITRE IV

Les tentatives de Turgot et Necker

I. — Turgot

Turgot appelé par Louis XVI au Contrôle Général le 24 août 1774, continua l'œuvre de son prédécesseur. En sa qualité de physiocrate, il voyait dans un impôt territorial de quotité le but à atteindre. Mais il comprenait qu'avant de pouvoir établir un tel impôt, il fallait avoir une connaissance exacte et sûre du revenu net des propriétaires fonciers sur lequel il devait être assis. Pour lui, pas de meilleur moyen d'obtenir cette connaissance que d'utiliser le vingtième, dont l'assiette serait progressivement améliorée par les opérations des contrôleurs. Davantage préoccupé d'une exacte répartition que d'une augmentation du rendement de l'im-

pôt, il avait approuvé les clauses de fixité imposées par les Parlements en 1763 ; il est vrai que dans son esprit, ces clauses devaient s'interpréter dans un sens tout différent de celui que leur donnaient les Parlements : il pensait que s'il était admissible que le rendement total de l'impôt fût fixe, les cotes individuelles par contre devaient être vérifiées pour que chaque particulier supporte une quote-part de l'impôt proportionnée à ses facultés.

Aussi la transformation à laquelle s'était résigné l'Abbé Terray, du vingtième en impôt de répartition, lui parut-elle devoir subsister provisoirement.

Il proclama publiquement ses intentions à cet égard et en fit même part au Parlement de Rouen.

Celui-ci, rétabli en même temps que les autres Cours, par le nouveau Roi, fâcheusement conseillé, n'avait pas tardé, malgré l'enregistrement d'une Ordonnance de Discipline particulièrement restrictive, à reprendre son attitude d'éternel opposant. Réuni, toutes Chambres assemblées, le 6 juillet 1775, il chargea son Procureur Général de se faire rendre compte « ... des excès dans la perception des vingtièmes et des recherches faites à cet égard dans l'étendue du ressort de la Cour (1) ». Procédant à l'enquête prescrite et ayant écrit à Turgot, le Procureur Général en reçut une lettre dans laquelle le Contrôleur Général admettait que les augmentations qui avaient eu lieu depuis 1771 avaient pu être défectueuses, mais déclarait que des vérifica-

(1) Arch. Seine-Inférieure, Registres secrets du Parlement.

tions auraient lieu précisément pour réparer les injustices ; et pensant intimider le Parlement, il ajoutait que si celui-ci persistait à agiter les esprits : « Sa Majesté ne pourrait se dispenser de lui en témoigner tout son mécontentement, de le faire rentrer dans les bornes de sa compétence et de prendre les voies nécessaires pour faire respecter son autorité, ainsi qu'elle doit l'être par tous ses sujets... (1) ».

Le Procureur Général n'en continua pas moins ses recherches dont il communiqua le résultat au Parlement. Celui-ci rédigea alors une lettre collective qui fut adressée au Roi le 1^{er} septembre 1775 (2).

Il y proclamait, comme l'avait fait la Cour des Aides dans ses remontrances du 6 mai précédent, ce principe que « les besoins réels de l'Etat doivent être le terme de la contribution de chaque citoyen », et que par suite la perception n'est « légitime que par sa proportion avec la valeur des fonds » ; il protestait contre les augmentations opérées depuis 1771 par « le pouvoir arbitraire » ; différentes élections ont éprouvé des augmentations d'un cinquième ; d'autres en ont éprouvé d'un quart , même d'un tiers ; ici des paroisses ont été doublées ; là des particuliers ont supporté le triple, le quadruple de leur ancienne imposition ; de sorte qu'on peut avancer qu'il n'y a eu d'autre règle que le caprice des contrôleurs ».

(1) Arch. Seine-Inférieure, C. 457.

(2) Arch. Seine-Inférieure, Registres secrets. Cette lettre a été publiée par Hippeau, *Le Gouvernement de Normandie*, t. V, p. 90.

Le Parlement rappelait les déclarations de l'Abbé Terray aux termes desquelles il ne serait exigé que la répartition égale d'une somme fixée pour être le vingtième de la Généralité, ce vingtième effectif devant être inférieur à celui du produit des fonds. Il voyait une contradiction entre ces intentions annoncées par le ministre et le principe, qui avait présidé à l'établissement des vérificateurs, par lequel chaque possesseur isolé, s'il ne payait pas au delà du vingtième de ses fonds, ne pouvoit se plaindre.

Après avoir ainsi développé « l'injustice de la chose », le Parlement passait à « l'injustice de l'homme (1) » :

« Des vérificateurs ont statué sur des oui-dire, d'autres n'ont égard ni aux déclarations, ni aux baux, ni aux contrats. Complaisants ou durs, suivant leurs passions, tantôt ils ont accordé des défalcatiions pour les réparations, plus généralement ils les ont refusées. Des valeurs imaginaires sont par eux érigées en loi d'imposition ; de doubles impositions ont placé le même objet sur deux paroisses. »

De telles allégations étaient manifestement exagérées ; elles ne trouvèrent sans doute guère de créance dans l'esprit de Turgot. Mais celui-ci était tout disposé

(1) Ces expressions employées par le Parlement sont directement inspirées d'un passage de Montesquieu : « Dans la taxe sur les terres, on fait des rôles où l'on met les différentes classes des fonds ; mais il est très difficile de connaître ces différences et encore plus de trouver des gens qui ne soient pas intéressés à les méconnaître. Il y a deux sortes d'injustices : l'injustice des hommes et l'injustice de la chose ; mais si, en général, la taxe n'est pas excessive, ces injustices particulières ne sont rien... » (*Esprit des Lois*, livre 13, chap. 7).

à donner une satisfaction de principe au Parlement : le rendement passant, à ses yeux, après l'exactitude de la répartition, il n'hésita pas à écrire à la Cour une lettre par laquelle il prenait au nom du Roi l'engagement formel que les vingtièmes de la Province de Normandie ne seraient pas augmentés au delà du montant des rôles alors existants (1).

En conséquence, Turgot donna des instructions à l'Intendant de Caen, aux termes desquelles les rôles de 1776 ne devraient contenir aucune augmentation « qui ne fût le résultat certain d'une vérification faite « avec exactitude, ou qui ne fût fondée sur des baux « ou autres actes équivalents », et formeraient la base des vingtièmes à répartir désormais entre les contribuables.

Encore fallait-il maintenir ces rôles de 1776 au plus haut niveau possible, et c'est à quoi s'attacha d'Ormesson, plus préoccupé semble-t-il que son ministre, du rendement de l'impôt. Il précisa d'abord à Esman-gart, nouvel intendant de Caen, qu'il ne s'agissait pas

(1) Nous n'avons pas retrouvé cette lettre. Mais son existence est attestée par un « Mémoire sur le département des Impositions présenté par Ormesson à Joly de Fleury, Juin 1781 ». Il résulte de ce mémoire que cette lettre fut écrite « malgré les plus fortes représentations de plusieurs administrateurs et particulièrement de M. d'Ormesson ». Elle causa, depuis, le plus grand embarras, la fixation de l'Abbé Terray ne résultant que de correspondance entre intendants et contrôle général pouvait n'être que provisoire. « Il n'en était certainement pas de même de la fixation accordée depuis ministériellement à la Normandie ; connue légalement de la Province, elle lui donnait un droit évident de réclamer une répartition de la somme fixée au lieu de l'imposition individuelle existante dont on ne pouvait calculer la proportion avec la fixation générale » (Bibl. Nat., Fonds Joly de Fleury, 1448, p. 75).

de diminuer les rôles de 1775 (1), comme ce dernier avait feint de le croire. Puis il ne cessa pas d'insister pour que les augmentations non arbitraires fussent portées aux rôles de 1776. Beauvillé, directeur des vingtièmes, qui avait succédé à Langlade dans le même temps qu'Esmangart remplaçait Fontette, lui avait adressé un mémoire dénonçant les abus de son prédécesseur et préconisant quelques réformes à son avis nécessaires. D'ormesson exprima bien sa surprise à Esmangart, en le priant d'accorder tous ses soins et toute son attention à cette partie d'administration dans laquelle il n'aurait pas imaginé « que le désordre « fût aussi grand qu'il paraissait l'être ». Mais en même temps, tout en approuvant le principe des réformes proposées par Beauvillé, il écrivit à ce dernier d'en ajourner l'application pour s'occuper uniquement de dresser des rôles d'un montant aussi élevé que possible (2). De même, malgré l'avis défavorable d'Esmangart, il appuya et approuva le rapport du Contrôleur

(1) Lettre du 12 novembre 1775. Arch. Calv., C. 5943.

(2) Cf. Lettre à Beauvillé du 19 déc. 1775. Arch. Calv., C. 5943 « ...Je me porterais bien volontiers à adopter votre proposition sur la diminution à accorder pour l'entretien des bâtiments dépendant des fermes, mais je crains de voir tomber le montant des rôles de 1776 qui doit servir de base fixe pour l'année prochaine; ces rôles ne seront plus susceptibles d'augmentation, votre travail et celui des contrôleurs n'auront plus d'autre objet que de répartir le montant des rôles avec le plus d'égalité qu'il sera possible ; or si, au milieu du désordre affreux qui règne dans cette répartition, l'on commence par une opération générale qui diminue le montant des rôles, il ne sera pas possible dans le cours de l'année prochaine de réparer les pertes que le Roi aura éprouvées. Je crois donc qu'il faut faire vos rôles actuels sans vous occuper de cette diminution à laquelle il sera juste d'avoir égard dans l'opération de l'année prochaine... ».

des vingtièmes d'Avranches, proposant l'imposition des salines, jusqu'alors exemptées, car il ne fallait pas sacrifier ce surplus d'imposition qu'il serait ensuite impossible de retrouver (1).

En fait, le rôle de 1776 ne dépassa guère celui de 1775, les augmentations qui y furent portées ayant été presque intégralement absorbées par les diminutions. Le produit total des vingtièmes et quatre sols pour livre du premier vingtième des biens-fonds, octrois et revenus patrimoniaux de la Généralité de Caen, avait été en 1775 de 1.745.941 livres, il fut en 1776 de 1.746.934 livres, soit moins de mille livres d'augmentation (2).

Mais Turgot ne put poursuivre l'œuvre à peine commencée. Ses édits sur l'abolition des corvées, des jurandes et des maîtrises ayant soulevé une violente opposition, Louis XVI, cédant à la pression de son entourage, le renvoya (12 mai 1776).

Son successeur, Clugny, mourut le 18 octobre 1776, et n'eut le temps, durant les quelques mois de son ministère de procéder à aucune innovation. Il rédigea cependant des instructions au personnel des vingtièmes, dont devait s'inspirer Necker (3).

(1) Sur cette question, cf. p. 168.

(2) Arch. Calv., C. 5965.

(3) Cf. « Mémoire sur le département des Impositions », cité ci-dessus.

II. — Necker

L'administration financière de Necker fut désastreuse. Soucieux de conserver la popularité dont il bénéficiait à son arrivée au Contrôle Général, Necker n'était pas l'homme qu'il fallait pour redresser les finances du Royaume. Celles-ci que surchargeaient encore les dépenses de la Guerre d'Amérique n'auraient pu retrouver leur équilibre que par la suppression des privilèges et une refonte complète du système fiscal. Necker préfère la voie facile des emprunts (1), grâce à laquelle il put gouverner sans créer de nouveaux impôts. Cette méthode lui valait des louanges unanimes dont sa vanité se satisfaisait, mais elle conduisait droit à la catastrophe. Necker fut le premier des Contrôleurs Généraux de Louis XVI, à renoncer aux réformes profondes qui eussent fait trop de mécontents ; il est, par là, le premier responsable de la chute de la Monarchie.

Cependant, en ce qui concerne le vingtième, il faut reconnaître à Necker le mérite d'avoir élaboré un nouveau système, susceptible de donner satisfaction à la fois au Trésor Royal et aux contribuables. Ce système, d'ailleurs contenu en germe dans les instructions administratives de 1776, fut développé par deux arrêts du

(1) L'accroissement de la dette publique sous Necker atteignit 530 millions, chiffre énorme pour l'époque.

Conseil, en date du 2 novembre 1777 et du 26 avril 1778 (1).

Necker revient sur les fixations qui avaient été accordées par l'Abbé Terray et par Turgot. Il n'est pas admissible en effet que le Trésor ne puisse profiter de l'accroissement de la richesse publique, alors que celle-ci est à la fois la cause et le résultat de plus fortes dépenses. Or, malgré les vérifications poursuivies depuis 1771, dans beaucoup de paroisses, le vingtième des biens-fonds est encore perçu d'après les rôles dressés en 1749, 1741 et même 1734. Cette situation est non seulement préjudiciable pour le Trésor ; elle est injuste, car il en résulte une inégalité d'imposition entre les paroisses vérifiées et celles qui ne le sont pas. Aussi l'édit ordonne-t-il la continuation des vérifications. Ainsi restitue-t-on au vingtième le caractère d'impôt de quotité qu'il tendait à perdre au détriment des intérêts du Trésor.

Mais pour concilier l'intérêt des redevables, ces vérifications sont minutieusement réglementées.

Elles seront générales, c'est-à-dire qu'elles ne pourront avoir lieu que par paroisses, à l'exclusion de toute vérification particulière : dans une même paroisse, toutes les cotes seront vérifiées en même temps. En outre, elle ne pourront être renouvelées que tous les vingt ans : cette prescription remplace la fixité de l'ensemble des cotes de la généralité, telle qu'elle avait été

(1) Le texte de ces deux arrêts a été publié par Marion, *Les impôts directs*, pp. 309-315.

précédemment admise, par une fixité vicennale des cotes, une fois vérifiées. Enfin des garanties sont édictées pour défendre les contribuables contre les excès possibles des contrôleurs : les vérifications ne pourront être entreprises qu'en présence et avec le concours des représentants de la paroisse, savoir les syndics, préposés, collecteurs des tailles et trois notables nommés par les propriétaires de la paroisse ; quant aux désaccords qui pourront s'élever entre le contrôleur et ces représentants, ils seront arbitrés par l'Intendant, après avis du directeur des vingtièmes.

Par mesure de simplification, le vingtième d'industrie était supprimé dans les bourgs, villages et campagnes. L'édit reconnaissait que l'assiette en était arbitraire et n'aurait pu être améliorée qu'au prix d'une inquisition illimitée. En réalité le sacrifice était peu considérable, surtout dans la généralité de Caen, où l'industrie était à peu près exclusivement cantonnée dans les villes. On peut en juger par ces chiffres : avant l'édit, le vingtième d'industrie produisait dans la Généralité : 10.777 livres (1776) ; après, il s'élevait encore à 9.072 livres (1779), en sorte que la diminution ne dépasse pas 16 %.

L'édit du 2 novembre 1777, malgré l'esprit de sagesse et de modération dont il témoignait, souleva bien entendu l'opposition aveugle et systématique des Parlements, qu'enhardissait la faiblesse croissante du pouvoir central ; et comme toujours, dépassant le Parlement de Paris, celui de Rouen se montra le plus excité.

Dès avant la publication de l'édit, il avait d'ailleurs, à plusieurs reprises, délibéré à propos des vingtièmes. Suivant les instructions de 1776, le contrôleur de l'élection de Bayeux, Le Blanc s'était rendu dans plusieurs paroisses de sa circonscription, notamment à Vaucelles pour en préparer la vérification générale. Mais il n'avait rencontré que mauvaise volonté de la part du syndic préposé aux vingtièmes qui avait prétendu n'avoir « aucune connaissance des biens ni de leur valeur (1) ». Dénoncé au Parlement par le sieur Savary, avocat du Roi au bailliage de Bayeux, le cas de Le Blanc fut examiné par une Commission de 8 membres du Parlement (2), puis fit l'objet d'un arrêt de la Cour (16 juin 1777). Par cet arrêt, le Parlement, faisant état des informations par lui recueillies sur les recherches de « différents particuliers se disant contrôleurs ou vérificateurs des vingtièmes et notamment les nommés Le Sauvage (3) dans l'élection de Caen, et Le Blanc dans l'élection de Bayeux » faisait défenses à tous directeurs, contrôleurs ou vérificateurs des vingtièmes d'exiger aucune déclaration, comme aussi de faire « aucunes opérations tendantes à l'augmentation des « dits vingtièmes, le tout à peine de concussion et « d'être les contrevenants poursuivis extraordinaire-

(1) Arch. Calvados, C. 6520, lettre du Directeur des vingtièmes, du 20 juin 1777.

(2) Arch. Seine-Inférieure, Registres secrets du Parlement, 12 et 13 juin 1777. Lettre de Crosne, Intendant de Rouen à Necker, 16 juin 1777 (C. 480).

(3) Il s'agit en réalité de Le Sénécal.

« ment... (1) ». Cet arrêt auquel le Parlement de Rouen avait donné la plus grande publicité en le faisant imprimer et afficher dans toute la Province fut immédiatement déféré au Conseil d'Etat du Roi qui en prononça la cassation, défendant au Parlement d'en rendre de pareils à l'avenir (21 juin 1777) (2). En même temps, le Garde des Sceaux Miromesnil mandait au Parlement de la part du Roi, que l'imposition des vingtièmes devant être proportionnée au revenu de chaque propriétaire, il était nécessaire que les propriétaires fassent leurs déclarations ; et que si le roi avait bien voulu jusqu'alors ne pas faire à la rigueur les augmentations qui auraient pu avoir lieu, et ne pas augmenter les rôles de 1776, il n'en résultait pas pour les cours, le droit de faire des défenses d'augmenter les cotes des propriétaires (3).

Le Parlement de Rouen n'en continua pas moins à délibérer sur les vingtièmes. Il se fit rendre compte de la publication de son arrêt du 16 juin (10 juillet) et rédigea le 16 juillet des remontrances contre la cassation de cet arrêt, dans lesquelles il dénonçait « les « recherches violentes dans les propriétés, les déclarations exigées sous peine de faire arpenter les fonds, « les refus de confiance aux baux présentés (comme « n'étant pas sincères) ; des vérifications ordonnées,

(1) Biblioth. Nat., Fonds Joly de Fleury, 1450. Esmangart fut immédiatement informé de cet arrêt par son confrère de Rouen, de Crosne : lettre du 17 juin 1777 (Arch. Seine-Inf., C. 480).

(2) Arch. Calv., C. 5294.

(3) Lettre du 25 juin 1777. Cf. Floquet, ouvrage cité, t. VII, p. 32.

« et les augmentations établies, en en attendant le
« résultat ; des propriétaires imposés au double, d'au-
« tres au triple et au quadruple de leurs anciennes
« impositions ; des requêtes en modération présentées
« sans succès, rejetées, oubliées ou perdues dans les
« bureaux de direction... toutes vexations ayant pour
« objet d'augmenter la masse des vingtièmes... » ;
il voyait poindre dans toutes ces opérations l'établisse-
ment d'un cadastre, « projet effrayant, tantôt arrêté,
« mais toujours abandonné, sur la réclamation (des)
« cours... (1) ». Puis le 29 juillet, il rendait un nouvel
arrêt, maintenant et confirmant, malgré sa cassation,
celui du 16 juin. Attitude qui lui valut une nouvelle
lettre d'admonestation de Miromesnil (11 août).

Le Parlement de Rouen avait donc par avance mani-
festé son hostilité aux opérations ordonnées par l'édit
du 2 novembre 1777.

Après la publication de l'édit, il déclara s'en tenir à
ses arrêts des 16 juin et 29 juillet 1777 et chargea le
Procureur Général de s'informer des contraventions
commises à leur exécution (séances des 19 janvier et
17 mars 1778). Les informations recueillies ne révélè-
rent sans doute pas grand'chose, car, à la séance du
22 mai 1778, il y eut « quinze opinions pour dire qu'il
« n'y avait quant à présent rien à dire et seize pour dire
« qu'il y avait lieu de mander le Procureur Général
« pour lui enjoindre de faire extraordinairement infor-

(1) Arch. Seine-Inf., Registres secrets du Parlement.

« mer à sa requête contre un employé prévenu d'avoir
« contrevenu à l'arrêt du 16 juin 1777 ». La Cour,
ayant considéré qu'il y avait partage des voix, renvoya
la délibération au 26 mai : mais ce jour-là encore, il
y eut partage (1).

L'attitude du Parlement fut censurée par lettres
patentes en date du 24 mai 1778, dans lesquelles le Roi
déclarait ne pas devoir « laisser subsister des arrêts et
« arrêtés contraires au respect et à l'obéissance qui
« nous sont dus, et qui tendraient à dénaturer l'impo-
« sition des vingtièmes, en autorisant des dispropor-
« tions et des irrégularités essentiellement opposées à
« l'ordre public et à cette justice distributive qui fait
« la base de la confiance et du bonheur des peu-
« ples... (2) ». Le Parlement s'étant refusé à transcrire
ces lettres sur les registres, le maréchal duc d'Harcourt
fut chargé par le Roi d'y procéder militairement. L'en-
registrement eut lieu le 2 juin 1778, et les arrêts cas-
sés furent, sur le registre, bâtonnés de la main même
du duc d'Harcourt.

Mais à peine celui-ci avait-il quitté le Palais, que le
Parlement déclarait ses actes « irréguliers et illégaux ». Puis, dans des remontrances arrêtées le 6 août, il développait à nouveau tous ses griefs, tant à l'égard des
« voies de fait » qu'il avait dû subir, que des vingtiè-

(1) Arch. Seine-Inf., Registres secrets du Parlement.

(2) Arch. Calvados, C. 5943.

mes (1). Ces remontrances furent fort mal accueillies à Versailles d'où parvint l'ordre donné au Parlement d'envoyer au Roi une députation. Celle-ci, arrivée à Versailles, y fut fraîchement reçue et entendit de la bouche de Louis XVI une admonestation aussi sévère que celle que Louis XV avait eu, quelques années plus tôt, l'occasion de prononcer à l'adresse de députés du même Parlement : « J'ai examiné vos remontrances ;
« j'en suis très mécontent, elles contiennent l'appli-
« cation des lois les plus sages à un système d'indépen-
« dance que je ne souffrirai jamais qu'on établisse
« dans mon royaume ; je vous les rends ; retournez à
« Rouen dès demain ; mon Parlement recevra inces-
« samment mes ordres » (31 août 1778). En même temps dans des lettres patentes, signées le même jour, qui cassaient les arrêts du Parlement relatifs au vingtième, le Roi exprimait tout son mécontentement (2) :

(1) Registres secrets : « ...Permettez-nous, Sire, de vous représenter que toutes ces augmentations que nous déférons à votre justice n'ont eu dans leur origine d'autre principe qu'une simple lettre du ministre de la finance, qui, en 1772, mandait aux commissaires départis que le Roi avait déterminé dans son Conseil la somme à laquelle les vingtièmes de chaque généralité doivent être portés (lettre de M. l'Abbé Terray du 11 juin 1772), détermination qui ne peut se concilier ni avec les dispositions des lois ni avec les vues mêmes que l'administration a depuis annoncées de faire porter cette imposition au dixième exact des revenus.

L'ordre intimé aux Intendants était conçu en ces termes : « Vous augmenterez les vingtièmes de votre généralité de telle somme ». L'augmentation pour la généralité de Caen fut alors fixée à 300.000 livres.

C'est en conséquence de cette lettre que les vingtièmes ont été augmentés de près de 8 millions à calculer sur le montant des rôles de 1777. L'histoire fournit peu d'exemples d'une levée de deniers faite sur un titre pareil... »

(2) Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, t. 7, p. 75.

« Nous ne pouvons tolérer sans nuire à notre autorité
« et au bien de nos sujets qu'une de nos cours, en
« arrêtant de nous faire des remontrances, rende des
« arrêts pour défendre d'exécuter ce que nous avons
« jugé à propos d'ordonner pour l'avantage de nos
« peuples, afin d'établir plus de justice et d'égalité
« dans la répartition d'un subside que les circonstan-
« ces rendent nécessaires, et de donner aux contribu-
« bles les moins aisés et les plus faibles, les moyens de
« se faire entendre. Nous ne pouvons tolérer qu'une
« de nos cours persiste, avec une persévérance dont
« l'exemple serait trop dangereux, à suivre l'exécution
« d'un arrêt dont nous avons jugé à propos de pronon-
« cer la cassation ; que cette même cour ose qualifier
« de concussion publique des plus caractérisées, des
« augmentations faites d'après des vérifications ordon-
« nées par nous, autorisées par nos édits et déclara-
« tions, et dont l'objet est d'opérer la diminution de
« la contribution en faveur de ceux qui paieraient au
« delà de ce qu'ils doivent payer, et l'augmentation
« légitime de ceux qui, par de fausses déclarations,
« cherchent à se soustraire au paiement de ce qu'ils
« doivent contribuer aux charges de l'Etat ; que cette
« cour ose même déclarer perturbateurs du repos
« public et poursuivre comme tels des préposés qui
« n'agissent qu'en vertu de nos ordres et dont la mis-
« sion n'a pour principe et pour objet que les vues de
« justice, dont le roi est animé pour garantir de l'op-
« pression les plus faibles et les plus indigents de ses
« sujets, dont il est le souverain protecteur. Cette
« cour, par la terreur que répandent ses arrêts, empê-

« che les préposés de remplir les fonctions de leurs
« emplois... la crainte des poursuites dont elle les
« menace nuisant à la perception des subsides, dans le
« temps où nous venons, malgré les besoins de l'Etat,
« de supprimer le vingtième d'industrie dans les
« bourgs et dans les campagnes ; elle s'attribue d'elle-
« même la compétence de connaître d'objets de pure
« administration, dont la connaissance ne peut appar-
« tenir qu'à nous ; elle déclare nul et de nul effet l'en-
« registrement et la publication (faits de notre très
« exprès commandement) de lettres patentes, qu'elle
« aurait dû recevoir avec d'autant plus de respect qu'el-
« les n'ont d'autre objet que de la rappeler à ses de-
« voirs et de lui faire connaître nos volontés. Il est in-
« dispensable, pour maintenir l'ordre et la tranquillité
« de notre royaume, et pour l'avantage même des
« corps de magistrature que nous honorons de notre
« confiance, que nous réprimions, par notre autorité,
« des entreprises dont les suites seraient funestes ; que
« nous obligions ceux qui rendent la justice en notre
« nom, à se conformer aux lois, sans en forcer le sens,
« et sans en abuser par des applications hasardées. »

De cette sévère mercuriale, les membres du Parlement conçurent une telle amertume que, malgré l'ordonnance de discipline qui le leur interdisait expressément, ils donnèrent en corps leur démission. Laisant cependant la porte ouverte aux accommodements, ils proposaient en même temps de continuer l'exercice de leurs fonctions. En fait, encouragés par plusieurs membres du Conseil qui souhaitaient ne rien briser, ils ne cessèrent pas un instant de les exercer, et, lorsque

la Saint-Martin fut venue, la rentrée du Parlement avec messe rouge, audience solennelle et appeaux, eut lieu comme par le passé. Et plus personne ne parla de démission.

Esmangart, dont le zèle fiscal était des plus modérés, ne manqua pas de tirer prétexte de l'agitation parlementaire pour retarder et ralentir l'exécution des instructions de Necker. Celui-ci, en lui envoyant l'arrêt du 2 novembre 1777, lui avait prescrit de faire commencer les vérifications générales au mois de mars suivant. Lorsque fut publié l'arrêt interprétatif du 26 avril 1778, rien n'avait encore été fait, et l'envoi de cet arrêt même ne fit pas sortir Esmangart de son inertie, car, expliquait-il dans une lettre au Contrôleur Général, « d'après ce qui s'est passé l'année dernière au Parlement de Rouen, il n'est pas praticable « d'en maintenir l'exécution dans le ressort de ce Parlement et de donner aucune suite à ce qui est prescrit par l'arrêt du 2 novembre jusqu'à ce que Sa « Majesté ait fait connaître plus particulièrement ses « intentions à ce sujet... (1) ».

Les instructions sollicitées arrivèrent sous forme d'une lettre-circulaire de Necker, du 10 juin, prescrivant aux Directeurs et Contrôleurs des vingtièmes de s'occuper « sans délai » des vérifications générales destinées à établir « l'égalité et la proportion dans l'im-

(1) Lettre du 19 mai 1778. Arch. Calv., C. 5943.

« position ». Esmangart s'inclina, et rendit les ordonnances nécessaires, tout en prévenant le Contrôleur Général des difficultés que les Contrôleurs allaient sûrement rencontrer : « Vous devez vous attendre que
« le travail auquel les employés se livreront excitera
« une grande sensation dans cette Province. Vous êtes
« sans doute instruit que le Parlement de Rouen a
« remis au 15 juillet à délibérer sur les suites et l'exécution des lettres patentes du 24 mai dernier que
« M. le Maréchal d'Harcourt y a fait enregistrer de
« l'expres commandement du Roi. Les opérations auxquelles les Contrôleurs pourront se livrer attireront
« encore plus particulièrement dans cet instant les regards du Parlement, et ce qui s'est passé l'année
« dernière à l'occasion d'une vérification générale faite
« par le Contrôleur de Bayeux, doit faire présumer ce
« qui pourra arriver. Vous avez sans doute pesé tous
« ces inconvénients, Monsieur, et je pense que vous
« avez vu de plus grands avantages au parti que vous
« avez proposé au Roi d'adopter... (1) ».

Esmangart ne se trompait pas. Tandis que le Parlement de Rouen se livrait aux manifestations que nous

(1) Lettre du 18 juin 1778. Cette lettre très courte remplaçait une autre beaucoup plus longue qu'Esmangart avait préparée mais qu'il n'envoya pas. Il y exprimait le plus grand scepticisme sur les résultats à attendre des vérifications générales. Il prévoyait notamment que les collecteurs, syndics et préposés, ne voudraient communiquer aucun renseignement de peur de se faire des ennemis, et constatant « qu'un contribuable sur mille se fait un devoir de payer exactement » la fixité des cotes pendant 20 ans lui paraissait un encouragement à commettre « l'infidélité d'un moment » dont on jouira tranquillement pendant 20 ans. Arch. Calv., C. 5943.

avons relatées, les contribuables, encouragés par cette attitude, refusaient de se prêter aux vérifications. Le Blanc, le contrôleur des vingtièmes de Bayeux, qui avait eu, l'année précédente, l'honneur d'être pris à partie par le Parlement pour le travail qu'il avait essayé de faire dans la paroisse de Vaucelles, voulut commencer ses opérations par cette même paroisse. Il ne fut pas plus heureux, malgré deux tentatives (5 août et 23 septembre 1778). Même échec à Tour où l'opposition des habitants était, de l'avis de Le Blanc, entretenue par les membres du Parlement résidant à Bayeux (19 octobre 1778) (1).

Aussi les contrôleurs ne parvinrent-ils en 1778 à aucun résultat. Médiocrement soutenus par Esman-gart (2), ils ne réussirent, en 1779, à opérer de vérifi-

(1) Tenace, Le Blanc revint à Vaucelles, l'année suivante, accompagné du Contrôleur Principal, Aubourg de la Contrye. Malgré ce renfort, l'insuccès fut le même. La paroisse de Mosles se montra, elle aussi, récalcitrante. Cf. Arch. Calv., C. 6520.

(2) A cet égard, voici ce qu'Esman-gart écrivait à de Crosne, son collègue de Rouen : « ...J'ai donné à ce sujet (il s'agit de la lettre-circulaire de Necker du 10 juin 1778) de vive voix au Directeur de mon Département les instructions particulières qui m'ont paru convenables aux circonstances, et je l'ai chargé d'en donner aux Contrôleurs pour qu'ils se contiennent dans les bornes de leurs fonctions, et d'une modération nécessaire pour le maintien du bon ordre et de la tranquillité publique. Je ne leur ai point donné d'autorisation spéciale pour des vérifications susceptibles de mille difficultés qui ne peuvent donner de résultats exacts ni remplir les vues de l'Administration. Jusqu'à présent il n'y a eu dans ma généralité que très peu de besogne de l'espèce de celle dont vous me faites l'honneur de m'entretenir. Ceux qui s'y sont livrés par zèle ont éprouvé des contradictions et ont eu peu de succès et je ne fais aucun cas de leur travail. C'est une des raisons principales qui m'a engagé à ne point leur confier des ordres particuliers relativement à un objet qui d'ailleurs est connu et sur lequel le Conseil, ce me semble, a fait connaître d'une manière assez positive quelles sont ses intentions... » Lettre datée de Bayeux, du 8 septembre 1779. (Arch. S.-Inf., C. 480).

cations générales que dans quatre paroisses (Cuverville, Marcé, Saint-Martin-des-Champs et Saint-Senier près Avranches) ; en 1780 dans dix paroisses : (Giberville, Mondeville, Venoix, Engranville, Agneaux, La Godefroy, Saint-Loup, Saint-Malo-de-la-Lande, Beaumesnil, La Boulouze) ; en 1781 dans treize paroisses : (Authie, Bellengreville, Bures, Saint-Contest, Aguerville, Neuilly, Saint-Gilles, Saint-Ouen-de-Baudre, Pierreville, St-Martin-du-Mesnil, Saint-Jean-de-la-Haize, Saint-Quentin, Clécy), soit au total 27 paroisses (1). Ce travail, si restreint, donnait pourtant des résultats intéressants : pour 26 paroisses vérifiées les vingtièmes passèrent de 40.094 livres 19 sols 9 deniers à 56.110 livres 6 deniers, soit 16.015 livres 9 deniers d'augmentation (non compris l'augmentation réalisée par le rejet de plusieurs articles sur les paroisses voisines de celles vérifiées). Il est certain que, si les vérifications générales avaient été étendues à l'ensemble des paroisses de la Généralité, il en serait résulté une amélioration considérable dans le rendement de l'impôt et dans sa répartition. Mais elles eurent lieu, dans la Généralité de Caen, à une échelle particulièrement petite, alors que pour l'ensemble des

(1) Ce chiffre est indiqué par le Comte Rendu de la Commission Intermédiaire de Basse-Normandie, Caen, 1790, page 29. Le tableau, reproduit ci-après, page 136, ne comporte que 26 paroisses ; Saint-Malo-de-la-Lande n'y figure pas, bien que l'Inventaire de la Direction Générale des vingtièmes (Arch. Calv., C. 8158) indique que cette paroisse ait été vérifiée. Un certain nombre de paroisses ont fait l'objet de vérifications, dont les résultats n'ont pas été utilisés dans les rôles : Le Ham, Joganville, Bretteville (élection de Carentan), Grastot, Boisroger (élection de Coutances), Les Chérils, Mesnil-Ozenne (élection de Mortain). Cf. Rapports du Directeur des vingtièmes sur le travail des Contrôleurs (Arch. Calv., C. 5945).

VINGTIÈMES

GÉNÉRALITÉ DE CAEN

VÉRIFICATIONS GÉNÉRALES

*ETAT contenant le résultat du travail des vérifications
Générales dans les Paroisses fait par les Contrôleurs
des vingtièmes de la dite Gté de Caen à compter de 1779.*

Elections	Paroisses	Montant des Impositions		Différence par Paroisse		Total de l'aug- mentation par élection
		avant la Véri- cation Génér.	après la Véri- cation Génér.	en Augmen- tation	en Diminution	
		l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.	l. s. d.
CAEN.....	Authie	513.15. 3	852. 7. 3	338 12. »	» » »	3.850.19 11
	Bellengreville. .	876. 3. 3	1.554. 1. »	677.47. 9	» » »	
	Bures.	615 4. 3	720.15. »	105.10. 9	» » »	
	Cuerville	624. 9. 7	825. 8. 9	200.19. 2	» » »	
	Giberville. . . .	702. » 9	898. 6. 9	196. 6. »	» » »	
	Mondeville . . .	2.294. 4. 9	2.966 2. 9	671.18. »	» » »	
	St-Contest. . . .	3.498.18. 9	4.637. 1. 9	1.138. 3. »	» » »	
	Venoix	675.12. 9	1.197. 6. »	521.13. 3	» » »	
BAYEUX ...	Aguerville. . . .	2.142.11. 3	2.092.15. 6	» » »	49.15. 9	2.400.16. 3
	Engranville. . .	1.272.48. 6	1.619.18. 3	346.19. 9	» » »	
	Neuilly.	3.619.14. 3	5.723. 6. 6	2.103.42. 5	» » »	
SAINT-LO ..	Aigneaux. . . .	1.899. 7. 3	3.354. » 6	1.454.13. 3	» » »	2.710.11. 6
	St-Gilles.	1.973.18. 6	2.712.15. 3	738.16. 9	» » »	
	St-Ouen-de-Baudre.	1.001. » »	1.518. 1. 6	517. 1. 6	» » »	
VALOGNES..	Pierreville. . . .	1.924. 3. »	4.666. 5. 9	2.742. 2. 9	» » »	3.158 3. »
	St-Martin-Dumersnil .	525.16. 3	941.16. 6	416. » 3	» » »	
VIRE.....	Beaumesnil. . .	647. 8. 9	1.170.14. »	523. 5. 3	» » »	1.849. 5. 6
	Clécy.	3.174.11. 9	4.500.12. »	1.326. » 3	» » »	
AVRANCHES.	La Godefroy . .	532.17. 3	606.10. 6	73.13. 3	» » »	1.854. 6.10
	Marcé.	1.674.13.10	2.045.10. 6	370.16. 8	» » »	
	St-Jean de la Haize	2.007. 9. »	2.281.13. 9	274. 4. 9	» » »	
	St-Loup.	1.127. 5. »	1.593. 1. 3	465.16. 3	» » »	
	St-Martin-Deschamps. .	1.792.18. 2	1.537.19. 6	» » »	254.18. 8	
	St-Quentin . . .	2.798.13. 6	3.407. » 6	608. 7. »	» » »	
	St-Senier près Avranches	1.950.14. 8	2.267. 2. 3	316. 7. 7	» » »	
MORTAIN...	La Boulouze . .	228. 9. 6	419. 7. 3	190.17. 9	« » »	190.47. 9
		40.094.19. 9	56.110. « 6	16.319.13. 2	304.14. 5	16 015. » 9
	à déduire		40.094.19. 9	304.14. 5		
L'augmentation après les vérifications générales est de			16.015. » 9	16.015. » 9		

La diminution de 304 l. 14 s. 5 d. qui se trouve sur les paroisses d'Aguerville et de Saint-Martin Deschamps ci-dessus rapportées provient des biens qui, quoique situés dans les Paroisses voisines, étaient imposés dans ces deux rôles et qu'il a été nécessaire de distraire pour les comprendre dans ceux du lieu de leur situation, conformément aux différents réglemens concernant l'imposition des Vingtièmes.

Arch. Calvados C. 5943.

pays d'élection elles portèrent sur un cinquième des paroisses (4.902 sur 22.508, d'après le mémoire sur l'imposition territoriale lu par Calonne aux notables le 23 février 1787). Dans la Généralité de Rouen, plus exposée pourtant que celle de Caen aux investigations du Parlement, en 1780, 148 paroisses avaient été vérifiées donnant un surplus de 37.220 livres (1). On était loin d'avoir fourni dans la Généralité de Caen le même effort que dans celle d'Orléans où 932 paroisses vérifiées produisirent une augmentation de 300.000 livres. Il eut fallu, pour cela, un intendant plus pénétré que ne l'était Esmangart de la justesse des vues du Contrôleur Général.

La chute de Necker (mai 1781) allait d'ailleurs avoir pour conséquence l'arrêt des vérifications générales.

*
* *

Son successeur, Joly de Fleury, obligé de recourir à l'impôt pour combler l'énorme déficit laissé par Necker, et couvrir les dépenses de la guerre d'Amérique, préféra créer un troisième vingtième (édit de juillet 1782) dont le rendement serait immédiat plutôt que de rechercher dans l'augmentation des deux premiers vingtièmes les ressources qui lui étaient nécessaires. Bien plus, pour désarmer l'opposition des cours, qui s'était encore manifestée lors de l'enregistrement de

(1) Pour ces 148 paroisses, les vingtièmes passèrent de 160.870 livres 17 sols 5 deniers à 198.091 livres 7 sols (Arch. S.-Inf., C. 456).

l'édit de février 1780 portant prorogation du second vingtième, il supprimait toutes les dispositions de l'arrêt du 2 novembre 1777, réglementant les recherches des contrôleurs, ordonnait l'imposition du troisième vingtième d'après les rôles des deux premiers et stipulait que les cotes des contribuables ne pourraient être augmentées sous quelque prétexte que ce fut. Par ce fâcheux retour au système qu'avaient imposé les Parlements en 1763, Joly de Fleury renonçait délibérément à tout espoir de perfectionnement du vingtième. Cet abandon de ses réformes devait inspirer à Necker ce propos désabusé : « ...il n'est rien de si commun en France que le sacrifice d'une vue d'administration à l'acquisition plus facile d'une nouvelle ressource fiscale... » (1).

L'édit de juillet 1782 fut assez facilement enregistré par le Parlement de Paris, avec lequel Joly de Fleury se trouvait par relations personnelles, en bonne intelligence. Mais, malgré les énormes concessions qu'il renfermait, il rencontra de la part des Parlements de Province, surtout de celui de Besançon, une sérieuse résistance. Le Parlement de Rouen, pour ne pas manquer à sa tradition la mieux établie, fit entendre les protestations d'usage. Il enregistra cependant, par patriotisme, afin de « faire connaître aux ennemis du Roi qu'il n'était rien que ses sujets ne fussent disposés à sacrifier pour la gloire de ses armes et la défense de la nation ». Mais il manifestait en même temps le désir

(1) De l'Administration des Finances de la France, tome I, p. 347.

que le troisième vingtième cessât le plus tôt possible, même avant le terme fixé par l'édit, arguant que « les « rôles des deux premiers vingtièmes étant presque « doublés, depuis 1771, par les augmentations successives des cotes des contribuables, un troisième vingtième, venant par-dessus, va devenir... une surcharge accablante qui attaque essentiellement la propriété, le produit des biens-fonds éprouvant d'ailleurs graduellement, en Normandie, des diminutions sensibles... » (1).

Malgré les affirmations du Parlement de Rouen, il était absolument inexact que les rôles des vingtièmes aient presque doublé depuis 1771. Le produit des vingtièmes dans le royaume, qui était en 1771 d'environ 45 millions de livres, eut pu être en effet le double en 1782, comme le pensait Calonne (2), mais il en était fort loin : Necker l'évaluait à 55.400.000 livres.

En ce qui concerne la Généralité de Caen, le rendement des deux vingtièmes et sols pour livre y était passé de 1.407.000 livres en 1771 à 1.800.000 livres en 1782.

Ce chiffre devait rester à peu près stationnaire jusqu'à la Révolution.

(1) Arrêt d'enregistrement en forme de remontrances du 27 juillet 1782. Arch. Calv., C. 5293.

(2) Cf. « Réponse à l'écrit de M. Necker » : Calonne y donne le chiffre de 93 millions de livres.

CHAPITRE V

La fin de l'Impôt

Durant les dernières années du règne de Louis XVI, d'ultimes efforts vont être tentés pour redresser les finances royales de plus en plus obérées. Aucun d'eux n'aboutira ; c'est de cet échec que sortira la Révolution.

Spécialement en ce qui concerne le vingtième, aucune amélioration, ni du rendement, ni de l'assiette ne sera obtenue. Seule triomphera la tendance invincible qui s'était manifestée depuis la création du vingtième pour le transformer en impôt de répartition.

CALONNE. — Soutenu au moyen d'emprunts continuels, le Trésor Royal réussit à vivre vaille que vaille jusqu'en 1786. La cessation prochaine du troisième vingtième en privant le Gouvernement d'une ressource modique, mais indispensable, obligea Calonne à élaborer tout un plan de réorganisation financière. Mesurant

l'étendue de la faute commise par Louis XVI au début de son règne en rappelant les Parlements qui l'en avaient récompensé par une agitation incessante, Calonne jugea qu'il était nécessaire de s'adresser, par dessus la tête des Parlementaires, aux privilégiés eux-mêmes. Il conçut donc, et fit approuver au Roi l'idée de convoquer une Assemblée des Notables.

Celle-ci se réunit le 22 février 1787. Calonne exposa, dans son discours d'inauguration que c'était dans la réforme des abus que se trouvait le salut des finances royales ; étalant les défauts du vingtième, il en annonçait la suppression, et, séduit par le mirage d'une imposition en nature, inspirée de la Dîme royale de Vauban, il préconisait l'établissement d'une subvention territoriale, perçue sans distinction sur tous les propriétaires de terres. En même temps, il prévoyait la création d'Assemblées provinciales, de districts et de paroisses. La réaction des notables, bénéficiaires des privilèges dont le Contrôleur Général venait leur dénoncer l'injustice, fut celle que l'on en pouvait attendre : Calonne fut sacrifié. Mais il y avait si peu de solutions possibles au problème financier que ses projets furent repris par Brienne, son successeur.

BRIENNE. — Celui-ci s'étant rendu compte de l'irréconciliable hostilité des Notables, se hâta de les séparer, après avoir obtenu une vague adhésion d'un seul des bureaux de l'Assemblée, celui de Monsieur, frère du Roi.

On assista, alors, dans les mois qui suivirent, à une nouvelle lutte entre la magistrature et le pouvoir royal,

peu faite pour relever le prestige de l'un ni de l'autre. Les édits supprimant la corvée, créant les assemblées provinciales, et établissant la liberté du commerce des grains, furent aisément enregistrés. Mais les édits du timbre et de la subvention territoriale rencontrèrent l'hostilité acharnée des Parlements.

Celui de Paris, niant le besoin de nouveaux subsides, proclama que seuls les Etats Généraux avaient le droit de les accorder et réclama leur convocation. Louis XVI dut faire enregistrer les deux édits en un lit de justice (6 août 1787). Comme le Parlement de Paris contribuait à entretenir, par ses déclamations et ses accusations contre le Gouvernement, une effervescence dangereuse, il fut exilé à Troyes.

Mais ces actes énergiques n'eurent pas de lendemain ; le Contrôleur Général engagea immédiatement des négociations avec les Parlementaires en exil (1). Elles aboutirent à un accord, comportant le retrait des édits du timbre et de la subvention territoriale, et le rétablissement jusqu'en 1793 de deux vingtièmes et des quatre sols pour livre. De part et d'autre, l'inconséquence était grande : Brienne renonçait à deux sources de revenus qu'il proclamait quelques semaines plus tôt, être le dernier moyen de salut pour l'Etat ; et le Parlement consentait, sans convocation des Etats Généraux, à la perception des vingtièmes « sur l'universa-
« lité du revenu des biens qui y étaient soumis par les

(1) Il y avait d'ailleurs été invité par le Parlement de Normandie, qui, en cette occasion, et par extraordinaire, observa une attitude de neutralité.

« édits qui avaient établi ce droit, sans aucune distinc-
« tion ni exception quelle qu'elle put être, même sur
« les fonds du domaine royal, et ce dans la juste pro-
« portion des revenus effectifs », formule qui aurait
permis au Gouvernement, s'il en avait eu la force, de
tirer des vingtièmes tout ce qu'ils auraient dû norma-
lement fournir.

*LES ASSEMBLÉES PROVINCIALES. — ABONNE-
MENT DES VINGTIÈMES.* — La perception des ving-
tièmes devait, désormais, aux termes de l'édit de sep-
tembre 1787, être confiée « aux soins et à la vigilance
« des Assemblées Provinciales ». Dans l'intervalle en
effet, l'édit de Juin 1787 avait réalisé une réforme
administrative de grande étendue : il créait dans toutes
les généralités des pays d'élection du Royaume, des
Assemblées provinciales, déposant l'intendant d'une
grande partie de ses attributions. La réforme organisait
également des assemblées aux échelons inférieurs :
paroisse et élection.

Le gouvernement pensait, en s'appuyant sur ces
assemblées, contrebalancer l'opposition des Parlements
et parvenir peu à peu à obtenir la levée des ressources
nécessaires, sans être obligé de recourir à la formalité
de l'enregistrement. L'édit de création des Assemblées
provinciales avait été aisément enregistré au Parlement
de Paris ; il fut présenté en août 1787 au Parlement de
Rouen, qui ne fit pas de difficultés, mais prit néan-
moins la précaution de stipuler que les assemblées
provinciales ne pourraient « ...en aucun cas, répartir
ou abonner aucunes nouvelles impositions foncières ou

personnelles, faire ou consentir aucuns emprunts (pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce fut) qu'en vertu d'édits, déclarations, lettres patentes, *dûment et librement enregistrées en la cour...* » (1).

En Normandie, trois Assemblées provinciales devaient être formées, à raison d'une par Généralité. Elles se constituèrent au cours de l'été 1787 et prirent le nom d'Assemblée Provinciale de Haute-Normandie, à Rouen, de Moyenne-Normandie, à Alençon, et de Basse-Normandie à Caen.

Vingt membres nommés par le Roi, et vingt autres choisis par les vingt premiers, au cours d'une réunion préliminaire tenue à Caen le 20 août, composèrent l'Assemblée Provinciale de Basse-Normandie. C'étaient, en fait, tous des privilégiés, la classe des paysans n'ayant aucun représentant. Une Commission Intermédiaire, comprenant le duc de Coigny, président de l'Assemblée Provinciale, deux syndics et quatre membres (2) devait assurer la marche de l'administration, dans l'intervalle des sessions de l'Assemblée Provinciale, réunie une seule fois par an, durant trente jours au plus.

La première session de l'Assemblée Provinciale de Basse-Normandie commença à l'Hôtel de Ville de Caen,

(1) Reg. Secr. Rouen, 17 janvier 1788.

(2) Les deux syndics furent, pour le Clergé et la Noblesse, le Comte de Balleroy, et, pour le Tiers-Etat, le Tellier de Vauville. Les quatre membres : l'évêque de Coutances, pour le Clergé, le Comte de Vassy pour la noblesse, Daigremont et La Lande du Ménéldrey (bientôt remplacé par Hervieu de Pont-Louis) pour le Tiers-Etat. Cf. Mourlot : « La fin de l'Ancien Régime dans la Généralité de Caen ».

le 6 novembre 1787. L'Intendant Cordier de Launay, « Commissaire du Roi », ouvrit la séance et, avant de se retirer, déposa sur le bureau de l'Assemblée, des instructions royales en date du 3 novembre, comportant entre autres objets une proposition d'abonnement fixe aux vingtièmes. Il semble en effet que l'augmentation des vingtièmes ait été le but essentiel poursuivi par Brienne en créant les Assemblées Provinciales (1).

Brienne proposait aux Assemblées Provinciales un abonnement de l'impôt des vingtièmes : dans chaque généralité, les vingtièmes s'élèveraient à une somme non susceptible d'augmentation à l'avenir et dont l'Assemblée assurerait elle-même la répartition. C'était opérer une modification radicale des vingtièmes, qui auraient ainsi perdu le caractère d'impôt de quotité pour devenir impôt de répartition.

Le chiffre arrêté par le gouvernement pour chaque province était fixé, en tenant compte des forces contributives calculées d'après les travaux effectués par l'administration des vingtièmes de 175 à 1787, compte tenu de l'accroissement de matière imposable constitué par les biens de l'ordre de Malte, du domaine des princes et des hôpitaux, assujettis à l'impôt en vertu de l'édit de septembre 1787.

(1) Cf. Lettre de Brienne à Julien, intendant d'Alençon, en date du 5 novembre 1787 « ...il est essentiel que vous m'instruisiez exactement de tout ce qui se passera dans cette assemblée. *Je désire surtout* que vous me marquiez dès les premiers jours ce que vous aurez pu apercevoir des dispositions de l'assemblée sur l'objet des vingtièmes » (citée par Renouvin : « Les assemblées provinciales de 1787 »).

Presque partout les augmentations demandées par Brienne, et qui formaient pour l'ensemble des pays d'élection, un total de 20 millions de livres, furent refusées. L'Assemblée Provinciale de Haute-Normandie, pour rejeter l'offre d'abonnement, prit prétexte de l'arrêt du Parlement de Normandie, rendu le 27 juillet 1782 et interdisant toute augmentation des cotes (1).

A l'Assemblée Provinciale de Basse-Normandie, l'abonnement proposé par le Roi s'élevait à 2.930.000 livres, sauf à tenir compte à la Province d'une somme de 410.000 livres attribuée aux revenus des biens ecclésiastiques. Ordre était donné par l'intendant au Directeur des Vingtièmes de remettre à l'Assemblée « tous
« les renseignements qui auront servi de base à la quo-
« tité de l'imposition et prendre les ordres de l'Assem-
« blée qui sera alors chargée de la répartition de la
« somme à laquelle le Roi aura fixé l'abonnement (2) ».

Le chiffre demandé représentait une augmentation de près d'un million de livres. Il est certain que la levée des deux vingtièmes effectifs eût aisément procuré cette augmentation. Mais l'Assemblée Provinciale craignait de se voir reprocher d'avoir, dès ses premiers pas, cédé aux sollicitations du gouvernement. Aussi arrêta-t-elle dans sa séance du 13 novembre les termes d'un mémoire, où, tout en acceptant le principe d'un

(1) Cf. Lettre du 21 décembre 1787 des Procureurs Syndics Provinciaux de l'Assemblée de la Haute-Normandie aux Procureurs Syndics de l'Assemblée Provinciale de la Basse-Normandie. Arch. Calv., C. 7628.

(2) Procès-verbal de l'Assemblée Provinciale de Basse-Normandie, pp. 71-72.

abonnement, elle contestait l'exactitude des chiffres sur lesquels s'était basé le gouvernement. Elle faisait observer que la Province payait la trentième partie de l'imposition générale du royaume, bien qu'elle fût loin de détenir la trentième partie des ressources. Elle prétendait en outre que les paroisses non vérifiées depuis 1777 étaient proches de leur taux de rigueur, ayant subi des vérifications partielles, notamment depuis 1771, ou encore une augmentation provisoire de quatre sols pour livre, et que les paroisses vérifiées étant les plus opulentes, ne pouvaient servir de comparaison (1).

Le Contrôleur Général mis au courant par l'Intendant répondit en justifiant à nouveau le chiffre demandé. « Le Conseil, écrivit-il, a remarqué dans les délibérations de l'Assemblée, quelque teinte des déclamations qu'ont pu hasarder... des propriétaires sans intérêt commun et isolés les uns des autres, contre les vérifications générales et les employés (2) ». Dans sa séance du 27 novembre, l'Assemblée, pour faire preuve de bonne volonté, et voulant s'en remettre à la sagesse du Roi, offrit un abonnement de 2.200.000 livres. Mais, pour témoigner sa méfiance envers les opérations de l'administration des vingtièmes, elle décida que la somme abonnée serait répartie entre les paroisses d'après les rôles de 1756 et non ceux de 1787 (3). Cela avait pour effet de favoriser les élections de Caen.

(1) Procès-verbal de l'Assemblée Provinciale de Basse-Normandie, pp. 202 et s.

(2) *Ibid.*, pp. 148-151.

(3) *Ibid.*, p. 326.

Bayeux, Saint-Lô, Carentan et Valognes, au détriment de celles de Coutances, Avranches, Vire et Mortain (1).

Pendant ce temps, le Parlement de Rouen reprenait sa campagne contre les vingtièmes. Après avoir procédé à l'examen de l'édit prorogeant le second vingtième, il arrêta, le 20 décembre 1787, que le Roi serait supplié « ...de retirer un édit qui jette l'alarme « dans la Province de Normandie, qui rappelle le souvenir des vérifications, tyranniques et arbitraires, « dont elle a eu si longtemps à gémir et qu'elle aurait « une trop juste crainte de voir renouveler... (2) ». Puis, en des remontrances rédigées le 5 février 1788, il dénonçait les augmentations des vingtièmes et concluait que « l'établissement de l'impôt exige le concours des trois ordres de l'Etat ». Il reprenait ainsi à son compte la demande de convocation des Etats Généraux qu'avait formulée le Parlement de Paris avant son exil à Troyes, et qu'une nouvelle rupture avec la Cour l'avait engagé à renouveler. Mais lorsqu'elle apprit que l'Assemblée Provinciale de Basse-Normandie, ainsi que celle de Moyenne-Normandie avaient accepté d'abonner l'impôt du vingtième, la Cour de Rouen comprit que les Assemblées Provinciales pouvaient donner au Roi le moyen d'enlever aux Parlements le pouvoir qu'ils avaient usurpé. Elle arrêta des remontrances le 5 mars 1788, pour censurer la conduite

(1) Cf. Tableau de répartition : Arch. Calv., C. 7707.

(2) Arch. Seine-Inf., Registres secrets du Parlement.

des Assemblées Provinciales, et contester la légalité de leurs délibérations :

« Celui-là seul peut abonner définitivement l'impôt,
« qui a droit de le consentir. Nous croyons, Sire, que
« les citoyens de tous les ordres qui composent les
« Assemblées de Caen et d'Alençon sont trop instruits
« de leurs devoirs pour abonner définitivement une
« imposition quelconque qui ne serait point revêtue
« du caractère de la loi. Si ces deux assemblées avaient
« pu se tromper à ce point sur la nature de leurs pou-
« voirs, la conduite sage et mesurée de celle de Rouen
« était bien capable de les éclairer. L'abonnement
« qu'elles ont proposé ne peut donc être que condi-
« tionnel et nécessairement subordonnée à la vérifica-
« tion du Parlement, comme cette vérification elle-
« même doit être subordonnée au consentement des
« trois ordres de la Province... » Cependant, et devant
la détresse du Trésor Royal, le Parlement de Rouen se
résigna à enregistrer l'édit des vingtièmes, mais seule-
ment par provision, et « à charge qu'il ne pourra sous
« aucun prétexte et par qui que ce soit être fait des
« augmentations aux cotes actuelles des contribuables
« aux vingtièmes, qu'après que les dits vingtièmes
« auront été abonnés invariablement. Et qu'à l'effet
« d'en rendre les résultats légalement publics et notoi-
« res, les abonnements ainsi convenus auront été enre-
« gistrés et publics en la Cour » (11 avril 1788) (1).

(1) Arch. Calv., C. 5293.

A cette date, le chiffre définitif de l'abonnement n'était pas encore arrêté ; il donnait lieu à des discussions entre les membres de la Commission intermédiaire de Basse-Normandie et le Contrôleur Général des Finances, Lambert. Pour accélérer la conclusion de l'abonnement, Lambert adressa à la Commission un projet d'arrêt avec une lettre (1) dans laquelle il annonçait que le Roi acceptait de diminuer la somme convenue du montant des taxations attribuées aux préposés des vingtièmes. Il recommandait d'autre part aux membres de la Commission d'user des services des contrôleurs des vingtièmes, et de ne pas imiter l'Assemblée Provinciale du Berry, qui s'était repentie d'avoir voulu se passer de leur services (2). La Commission, après avoir examiné le projet d'arrêt, adressa ses observations au Contrôleur Général, et sentant sa popularité diminuer, demanda que l'augmentation résultant de l'abonnement ne commence à courir que du 1^{er} juillet 1788, pour éviter que la comparaison du dernier rôle « n'achève d'établir la prévention existante contre les « opérations de l'Assemblée Provinciale (3) ».

(1) Du 21 avril 1788. Arch. Calv., C. 5943.

(2) Cette recommandation n'était pas inutile, car la méfiance des nouveaux administrateurs envers le personnel des vingtièmes était très grande. Le Directeur des vingtièmes avait dû protester auprès de l'intendant contre les plaintes dont étaient l'objet de la part des membres de l'Assemblée Provinciale les contrôleurs qui cherchaient à obtenir des renseignements sur la valeur des biens des contribuables. (Lettre du 4 février 1788. Arch. Calv., C. 5943).

(3) Aux yeux de l'auteur du « Parallèle des Assemblées Provinciales établies en Normandie avec l'Assemblée des Etats de ce Duché » les Assemblées provinciales n'étaient que « des Assemblées d'officiers fiscaux sous la direction des commissaires départis », et les membres des assemblées de département et des assemblées

Au 31 mai 1788, fut rendu l'arrêt réglant les abonnements des Provinces qui y avaient consenti (1). Elles étaient seulement au nombre de 9. Mais, en même temps, le Roi accordait la remise de l'augmentation, pour l'année 1788, de telle sorte que les rôles des six derniers mois de l'année se trouvassent exactement semblables à ceux des six premiers mois. La mise en vigueur de l'abonnement se trouvait donc reportée au 1^{er} janvier 1789. A compter de cette date les 2 vingtièmes et 4 sols pour livre à répartir annuellement sur la Généralité de Caen seraient de 2.112.000 livres, soit 960.000 livres par vingtième (2).

Lorsque l'abonnement fut porté à la connaissance des administrateurs du Département, certains (3)

municipales « des argus pour la fiscalité ». Pour le Comte de Vassy, membre de l'Assemblée « le résultat des opérations de l'Assemblée Provinciale se borne à augmenter de 352.000 livres la charge des vingtièmes, que le Parlement n'aurait pas consentie ». (Lettre au duc de Coigny, du 23 avril 1788. Arch. Calv., C. 7622).

(1) Arch. Calv., C. 9478.

(2) Ce chiffre était obtenu de la manière suivante :

Montant des rôles en 1787.....	1.847.953 l.	2 s.	6 d.
Addition pour les nouveaux objets imposables, omis ou trop faiblement imposés	352.046	17	6
	2.200.000		
A déduire pour décharges et frais de régie..	50.000		
Abonnement convenu avec l'Assemblée Provinciale	2.150.000		
Taxations de collecteurs à raison de 4 deniers à déduire pour être imposées en sus séparément	35.833	6	8
Reste pour le montant net de l'abonnement..	2.114.166 l.	13 s.	4 d.
et pour faire une somme ronde.....	2.112.000 l.		

(Arch. Calv., C. 8159).

(3) Département de Bayeux (Arch. Calv., C. 7654) ; Saint-Lo (Arch. Calv., C. 9169).

firent observer qu'il ne pouvait avoir d'effet avant d'être sanctionné par les Etats de la Province ou le Parlement de Rouen, en raison des réserves insérées par ce dernier, lors de l'enregistrement de 1782. La Commission Intermédiaire Provinciale, de son côté, en accusant réception au Contrôleur Général des exemplaires de l'arrêt du Conseil du 31 mai 1788, lui représenta qu'elle ne pouvait « ni répartir ni faire percevoir l'abonnement » contre les dispositions précises de l'arrêt d'enregistrement (1).

A aucun moment d'ailleurs cet abonnement ne devait être appliqué. Le 15 octobre 1788, Necker, de nouveau Contrôleur Général, informait la Commission Intermédiaire de Basse-Normandie, qu'en raison de la convocation des Etats Généraux, il ne serait rien innové en 1789 à l'égard du vingtième et que les rôles de 1789 devraient être faits comme ceux de 1788 (2).

Quant aux rôles de 1790, les derniers de l'imposition des vingtièmes, ils ne se différencièrent des précédents que par la forme. Ils ne comportèrent aucune augmentation par rapport à 1789.

La Commission Intermédiaire de Basse-Normandie cessa ses fonctions en 1790. Dans le domaine des vingtièmes, malgré une grande activité, elle n'avait rien réalisé : le rendement n'avait pas été accru, et la répartition était restée exactement la même qu'avant sa création.

(1) Arch. Calv., C. 7623.

(2) Arch. Calv., C. 8159.

DEUXIÈME PARTIE

**MÉCANISME
ET FONCTIONNEMENT
DE L'IMPOT**

CHAPITRE PREMIER

Les Revenus soumis à l'impôt

La caractéristique du vingtième, c'est d'être un impôt cédulaire sur le revenu, c'est-à-dire un impôt saisissant la matière imposable qu'est le revenu sous ses divers aspects.

En effet, alors que la capitation et la taille sont assis sur l'ensemble des revenus des contribuables sans en distinguer l'origine, le vingtième frappe divisément chacune des catégories de revenus. En cela, il se rapproche de très près de nos modernes impôts cédulaires. Une différence cependant : son taux est uniforme (1), alors que celui des impôts cédulaires varie, par une discrimination établie suivant la provenance du revenu (travail, capital, mixte) dont la notion n'était pas encore très nette au xviii^e siècle.

(1) Sauf en ce qui concerne les gages et appointements directement payés par le Trésor Royal qui sont soumis à la retenue du dixième, comme ils l'étaient depuis 1717 (art. 7 de l'édit de mai 1749).

Le vingtième frappe les revenus divisés en quatre catégories :

1° Le revenu foncier (vingtième des biens-fonds).

2° Le revenu des créances sur le clergé, les provinces, les villes et les particuliers (vingtième mobilier).

3° Le revenu des charges et offices (vingtième des offices et droits).

4° Les revenus industriels et commerciaux (vingtième d'industrie).

Il laisse de côté le bénéfice retiré de ses terres par l'exploitant agricole.

D'autre part certains biens échappent à l'impôt.

Section I. — LES REVENUS ATTEINTS

1° *Vingtième des biens-fonds*

C'est celui dont s'occupe d'abord l'édit de mai 1749 dans ses articles 4 et 5 :

« Tous propriétaires ou usufruitiers, nobles et rotu-
« riers, privilégiés et non privilégiés, même les apa-
« nagistes et engagistes, paieront le vingtième du
« revenu de tous les fonds, terres, prés, bois, vignes,
« marais, pacages, usages, étangs, rivières, moulins,
« forges, fourneaux, et autres usines, cens, rentes,
« dîmes, champarts, droits seigneuriaux, péages, pas-
« sages, droits de ponts, bacs et rivières, droits de
« canaux et généralement de tous autres droits et biens
« de quelque nature qu'ils soient, tenus à rente, affer-
« més ou non afferlés » (article 4). « Comme aussi
« le vingtième du revenu des maisons des villes et fau-

« bourgs du royaume, louées ou non louées, procurant un revenu auxdits propriétaires ou usufruitiers même pour les parcs et enclos desdites maisons étant en valeur » (article 5).

De ces deux articles, essentiellement énumératifs, il résulte que le vingtième des biens-fonds correspond :

A l'impôt sur les propriétés non bâties (« tous les fonds, terres, prés, bois, vignes, marais, pacages, usages, étangs, rivières... » prévus à l'article 4).

Et à l'impôt sur les propriétés bâties (« moulins, forges, fourneaux et autres usines », compris à l'article 4, complété par l'article 5 : « comme aussi le vingtième du revenu des maisons des villes et faubourgs du royaume, ...ensemble pour celles de la campagne... »).

A une époque où la richesse était essentiellement foncière, le vingtième des biens-fonds représentait le principal de l'imposition. Dans la Généralité de Caen, les 2 vingtièmes et 4 sols pour livre donnaient en 1787 un produit total de 1.847.953 livres dans lequel la seule imposition des biens-fonds entraînait pour 1.808.549 livres. Aussi le vingtième fut-il souvent considéré comme un impôt purement foncier.

Le revenu soumis au vingtième est le revenu net, et non le revenu brut. Cela résulte très clairement de l'article 5 de l'édit ci-dessus cité qui prévoit que le vingtième ne sera levé : « qu'en égard au revenu déduction faite des charges sur lesquelles les propriétaires ou usufruitiers ne pourraient être autorisés à faire la retenue du vingtième... » Et cela résulte aussi de la méthode suivie par l'administration pour l'évaluation

du revenu taxable. En effet, pour les biens affermés ou loués, c'est le prix de location qui est pris pour base ; et pour ceux qui sont occupés ou exploités par le propriétaire, c'est la valeur locative, c'est-à-dire le revenu qu'en tirerait le propriétaire s'il les donnait en location.

C'est donc, bien avant que les physiocrates n'en aient donné la définition, la rente foncière que visait l'édit de 1749.

Les maisons sont assujetties au vingtième, sur le pied du loyer ou de la valeur locative. Cependant, dans le cas où elles sont occupées par leur propriétaire, les maisons de campagne sont exemptes.

Les maisons non louées restent inscrites au rôle des vingtièmes. C'est à leur propriétaire qu'il appartient de se pourvoir devant l'intendant pour obtenir la décharge de l'imposition pour cause de vacance. Pour faciliter le contrôle, il avait été prescrit qu'un état des maisons non louées devrait être fourni annuellement par les officiers municipaux, mais il ne semble pas que cette prescription ait été suivie (1).

Les maisons canoniales (c'est-à-dire dépendant du bénéfice d'un chanoine) vendues ou affermées à longues années à des chanoines sont exemptes du vingtième en raison de l'immunité générale des biens ecclésiastiques ; mais dans le cas où des baux à vie ou à longues années en ont été faits à des laïques ou des ecclésiastiques autres que des chanoines, elles sont taxées

(1) Lettre de Courteille à Fontette, 25 décembre 1755 (Arch. Calv., C. 5942).

sur le pied du revenu effectif, déduction faite des redevances à payer aux Chapitres (1).

Des déductions étaient admises pour l'entretien et les réparations des bâtiments. En principe, elles étaient du quinzième du revenu. Mais il était quelquefois accordé une somme supplémentaire (2). De même, à partir de 1776, et sur la suggestion de Beauvillé, Directeur des Vingtièmes de la Généralité, il fut admis que le taux des déductions varierait suivant la situation des biens : pour le Bocage, où les bâtiments sont nombreux sur des fonds de peu de valeur, il est déduit un septième du fermage ; pour les biens de plaine, moins chargés de bâtiments, un neuvième ; pour les biens d'herbages où il y a peu de bâtiments, mais où de mauvais chemins nécessitent des réparations, un douzième seulement, mais à condition que les fermiers ne soient pas tenus aux réparations par leur bail (3).

Mais lorsque les réparations d'entretien ou les réparations concernaient les maisons seigneuriales, châteaux ou maisons de plaisance, aucune déduction n'était admise. C'était la contre-partie normale de l'exemption du vingtième dont jouissaient les propriétaires de ces bâtiments (4).

(1) Décision du Conseil du 18 mars 1761 ; cf. *Précis des rapports de l'Agence du Clergé de France*, p. 1.500).

(2) Arch. Calv., C. 5910 : requête de Colleville en 1777.

(3) Arch. Calv., C. 5943.

(4) Cf. Lettre de Fontette du 15 août 1773 (Arch. Calv., C. 5909).

De même, cf. note du Contrôleur du vingtième inscrite sur le rôle de la paroisse de Feuguerolles, en marge de l'article concernant le manoir des Cours d'Orne : « ...Cette terre peut être estimée 2.400 livres de revenu tout compris, mais il y a bien des bâtiments et bien

Les bois et taillis sont imposés suivant le produit des coupes. Les futaies de 60 ans et au-dessus furent exemptées par Arrêt du Conseil du 12 mars 1782, le Roi « ayant considéré qu'il importait au bien de l'Etat « d'en favoriser la conservation, afin de multiplier les « bois nécessaires tant au service de sa marine qu'aux « autres constructions ». Il fallait qu'il s'agit de futaies ayant réellement plus de 60 ans : les usagers de la forêt de Bricquebec, qui avaient prétendu devoir être exemptés, furent déboutés de leur demande, les conditions d'âge déterminées par l'arrêt n'étant pas exactement remplies (1).

Pour les mines, carrières, ardoisières, etc..., les principes d'imposition ont varié. Il avait d'abord été admis que ces exploitations ne devaient être imposées qu'à raison de la superficie du terrain, estimé comme les terres voisines. Mais après un nouvel examen de la question, le Conseil estima que l'imposition devait être toujours relative au revenu réel et actuel des fonds sur lesquels elle est assise. Aussi décida-t-il : 1° que les prés à tourbe seraient imposés à raison du revenu retiré du tourbage, et, en cas de cessation d'exploitation, à raison du revenu effectif, généralement pour mémoire, 2° que les mines ou carrières seraient imposées sur le pied de la location qui en aurait été faite ou de l'éva-

des réparations. Il y a aussi des jardins sujets à un grand entretien et des bassins et jets d'eau qui coûtent beaucoup d'entretien au propriétaire. Mais comme cela n'est que pour l'agrément, aucune déduction pour cette sorte d'entretien... » (citée par H. Navel, « Monographie de Feuguerolles-sur-Orne », p. 380).

(1) Arch. Calv., C. 5967 bis - 6918.

luation du prix que ces objets pourraient être loués, distraction faite des avances mobilières servant à l'exploitation ; 3° et que les frais d'entretien et les dépenses extraordinaires étant assez importants, mines, carrières et ardoisières bénéficieraient de la déduction du quart du revenu, prévue par l'édit de 1749 pour les forges, étangs et moulins (1).

Les revenus des biens communaux, ceux des octrois et des biens patrimoniaux des villes sont soumis au vingtième. Mais comme il y a lieu de défalquer du revenu dont jouissent les villes, toutes les dépenses qu'elles font pour le service du Roi, et que le calcul ne peut en être fait que d'après la comptabilité municipale, le montant de l'imposition est généralement débattu entre l'administration des vingtièmes et les Officiers municipaux. C'est ainsi que les vingtièmes de la Ville de Caen furent fixés en 1776 à 1.459 livres 3 sols pour un revenu total d'environ 76.000 livres, après une conférence à laquelle prirent part le Contrôleur Général et l'Intendant Esmangart (2).

Les droits seigneuriaux doivent le vingtième. Le détail en est rarement porté dans les rôles, car ils sont compris, sous un même article, avec tous les biens du seigneur.

Dans l'intérêt de l'agriculture, les terrains défrichés ou desséchés sont exemptés de toute imposition ,et par conséquent de vingtièmes. Cette exemption est seule-

(1) Arch. Calv., C. 234-241.

(2) Les détails de cette imposition sont donnés par Esmangart dans une lettre à d'Ormesson du 21 février 1776 (Arch. Calv., C. 234).

ment temporaire : elle dure vingt ans pour les dessèchements et quinze ans pour les défrichements (1).

2° Vingtième mobilier

Ce vingtième est levé sur les revenus désignés dans les articles 6 et 8 de l'édit de 1749.

L'article 6 soumet au vingtième « toutes les rentes sur le clergé, sur les villes, provinces, pays d'états et autres... », et l'article 8 « ...toutes les rentes à constitution sur les particuliers, rentes viagères, douaires et pensions... ».

Ce vingtième mobilier, qui se percevait par un système de retenue, sans aucune intervention de l'administration, ne figurait sur aucun rôle. Il passa presque inaperçu en raison de l'automatisme de sa perception : aussi ne fut-il presque jamais visé par les remontrances des Parlements, bien qu'il ait été beaucoup plus strict que le vingtième des biens-fonds.

3° Vingtième des Offices et droits

Il est prévu par les articles 7 et 8 de l'édit de mai 1749. Il frappe : « Le revenu de toutes les charges, « emplois et commissions, soit d'épée soit de robe, des « maisons royales, villes, police ou de finance, com- « pris leurs appointements, gages, remises, taxations

(1) Cf. Lettre d'Ormesson à Beauvillé, 19 décembre 1775 (Arch. Calv., C. 5943). Requête de la Marquise d'Amfréville pour dessèchement des marais d'Amfréville (C. 5902).

« et droits y attribués de quelque nature qu'ils soient »
et « les revenus et émoluments de quelque nature
« qu'ils soient attribués tant à nos officiers qu'autres
« particuliers, corps et communautés ».

Le produit de ce vingtième était peu élevé. Dans la Généralité de Caen, il n'était en 1779 que de 15.358 livres. Après refonte des rôles en 1781-1782, il monta à 22.730 livres ; quelques décharges le ramenèrent en 1787 à 20.620 livres.

Le rôle des offices et droits était primitivement rendu exécutoire par le Conseil ; mais, après un arrêt du Conseil du 7 février 1773, il le fut de la même manière que les rôles des biens-fonds et d'industrie, c'est-à-dire par l'Intendant (1).

4° *Vingtième d'Industrie*

Le Vingtième d'Industrie visait les revenus industriels et commerciaux. Il était établi par l'article 11 de l'édit de 1749 : « Comme dans tous les fonds sur les-
« quels nous ordonnons la levée du vingtième ne sont
« pas compris les biens des particuliers, commerçants
« et autres dont la profession est de faire valoir leur
« argent, et qu'il est juste toutefois qu'ils y contri-
« buent à proportion de leurs revenus et profits, ordon-
« nons que chacun d'eux y contribuera sur le pied du
« vingtième des revenus et profits que leur bien peut
« leur produire. »

(1) Arch. Calv., C. 5942.

Ainsi, alors que les bénéfices de l'agriculture étaient exempts, ceux de l'industrie et du commerce étaient frappés.

Le vingtième d'industrie fut, dans la Généralité de Caen, de peu d'importance : il ne produisait en 1787 que 18.000 livres.

De toutes les branches du vingtième, ce fut sans doute la plus arbitraire. C'est qu'en effet, il était très difficile à une époque où la comptabilité était embryonnaire, de connaître exactement l'importance des revenus industriels et commerciaux sans procéder à des recherches minutieuses dont les frais eussent absorbé une grosse partie du produit de l'impôt. Aussi l'Administration renonça-t-elle très vite à taxer les contribuables à raison de leurs revenus réels ; elle s'en tint à des taxations arbitraires calculées d'après les rôles de capitation ou de taille.

A la campagne, les imposés au vingtième d'industrie étaient peu nombreux. Tout au plus s'agissait-il de cabaretiers, aubergistes, merciers, serruriers et maréchaux-ferrants, sur lesquels l'imposition ne pouvait produire que peu de chose. Ainsi la cote collective des commerçants du bourg d'Evrecy ne s'élevait pour les deux vingtièmes et quatre sols pour livre qu'à une somme totale de 55 livres (1). Quelques particuliers étaient aussi taxés au rôle d'industrie pour commerce

(1) Arch. Calv., C. 5580.

de cidre (1). Le rendement du vingtième d'industrie à la campagne étant dérisoire, l'arrêt du 2 novembre 1777 le supprima dans les bourgs et villages.

Le vingtième d'industrie était établi dans les villes par cotes collectives au nom des communautés. Et c'était le syndic de la communauté qui était chargé de répartir l'imposition à l'intérieur de la communauté, de la percevoir et d'en remettre le montant au préposé au recouvrement.

Pour les négociants et gens d'arts, métiers et professions, qui ne faisaient pas corps de communauté, il était établi des cotes particulières. Parmi eux se trouvaient les médecins et chirurgiens ; mais la plupart étaient déchargés d'imposition « attendu les services « qu'ils rendaient aux hôpitaux, aux prisons, et aux « pauvres (2) ».

Malgré son faible rendement, le vingtième d'industrie était considéré par ceux qui le subissaient comme un impôt vexatoire. Il paraissait faire double emploi avec la taille. La Roque, subdélégué de Mortain, écrivant à Fontette, estimait qu'il y avait : « ...peu de jus-

(1) Jacques Dubosq, marchand de bœufs et de cidre à Maisons, imposé au rôle d'industrie pour 25 livres, voit son imposition ramenée à 5 livres avec cette observation : « Ce particulier qui a été « imposé pour la première fois en 1753 sur des renseignements donnés à un des contrôleurs s'est pourvu en décharge et a prétendu « qu'il n'est que simple herbager et qu'il ne fait pas d'autre commerce que de vendre les bœufs qu'il engraisse sur les fonds dont « il est fermier ; cela s'est trouvé vrai par les vérifications qui ont « été faites, mais comme il résulte de ces mêmes vérifications qu'il « fait quelque commerce de cidre, il a été déchargé de 20 livres et « fixé à 5 livres seulement pour raison de son commerce de cidre qui « n'est pas considérable (avril 1754. » (Arch. Calv. C. 5921).

(2) Arch. Calv., C. 4957.

tice à laisser subsister l'industrie dans un canton où la taille est mixte, c'est-à-dire réelle et industrielle. C'est, en langue vulgaire, tirer d'un sac deux moutures... (1). Dans leurs cahiers de doléances de 1789, les Juges Consuls de Caen demandèrent la suppression du vingtième d'industrie qui, disaient-ils : « décourage et ralentit tout essor national, énerve par son seul nom tout genre d'amélioration tant dans les villes et les campagnes ; il semble par cet impôt que l'homme qui acquiert du talent, qui devient laborieux, industriel, utile par ses recherches et découvertes, tant pour lui que pour l'Etat, est puni en France d'avoir un talent digne de récompense et qui la recevrait partout ailleurs (2) ».

Imposition des salines

Une controverse intéressante s'éleva entre d'Ormesson et Esmangart à propos de l'Imposition des Salines au vingtième.

Il existait dans la Généralité 380 salines (3). Celles-ci n'étaient comprises sur aucun rôle de vingtième. En 1775, Aubourg, contrôleur des vingtièmes d'Avanches, adressa à d'Ormesson un mémoire par lequel il proposait d'imposer au vingtième les salines de son

(1) Lettre du 16 mars 1763 (Arch. Calv., C. 5908).

(2) Cf. Mourlot, « Le cahier d'observations et doléances du Tiers-Etat de la ville de Caen », p. 147.

(3) Encyclopédie Méthodique, Finances, tome III « Quart-Bouillon ».

département en raison du revenu réel qu'elles produisaient. Il estimait en effet qu'elles devaient être portées soit au rôle des biens-fonds, soit à celui d'industrie, mais qu'en aucun cas elles ne pouvaient être exemptes d'impôt.

Esmangart, à qui d'Ormesson demanda son avis, reconnut que dans la rigueur des principes les salines étaient susceptibles du vingtième en raison des constructions qu'elles comportaient, mais fit ressortir que ces constructions étant de peu de valeur, il était inopportun d'imposer les salines : d'après lui, cette imposition qui rapporterait tout au plus 4 ou 500 livres risquait d'exciter des plaintes et des réclamations sans rapport avec le profit retiré par le Trésor.

Mais il estimait en tout état de cause que les salines ne pouvaient être imposées au vingtième d'industrie. Il en donnait la raison suivante : « Le vingtième d'industrie est dû pour un commerce dans lequel il y a une mise de fonds ; icy il s'agit seulement d'un travail dont le produit ou la vente du sel est le salaire. Si l'on exigeait le vingtième de ce produit à raison duquel le saulnier paie déjà la taille (et c'est ici une considération essentielle) il faudrait aussi l'exiger d'un fermier pour le bénéfice qu'il peut faire sur sa ferme, des pêcheurs pour le poisson qu'ils pêchent, des gens du bord de la mer pour le sable qu'ils viennent vendre dans les villes, de ceux qui brûlent du varech pour en faire de la soude ; cette imposition, Monsieur, serait trop révoltante et absolument contraire aux principes actuels de l'administration qui propose même des prix pour l'encouragement de l'industrie et notamment

pour la fabrication des salpêtres. Je suis persuadé que vous répugneriez à y donner votre approbation. » Aussi rejetait-il les conclusions du contrôleur.

D'Ormesson, dans sa réponse, donna l'ordre à Esmangart de porter les salines au rôle du vingtième des biens-fonds. « Ce ne sont point, écrivait-il, les bâtiments construits pour la fabrication, non plus que les profits qui résultent des travaux des fabrications qui doivent servir à régler l'imposition. Un fermier ne doit pas être imposé pour le bénéfice de son exploitation. C'est le prix que serait louée la saline, si un particulier l'affermait qui doit déterminer le vingtième de cet établissement ».

Néanmoins, Esmangart ayant insisté auprès d'Ormesson pour que les saulniers soient imposés le moins possible, le ministre l'autorisa à donner au Directeur des Vingtièmes les ordres nécessaires pour que la propriété foncière soit la seule imposée, et dans une proportion extrêmement modérée.

En conséquence, c'est au vingtième des biens-fonds que furent portées les salines. Leur produit total s'éleva en 1777, pour les deux vingtièmes et quatre sols pour livre à 11.687 livres (1).

Section II. — LES BIENS EXEMPTS

Certains biens, malgré le caractère général du vingtième, échappaient à l'imposition. C'étaient notam-

(1) Arch. Calv., C. 234, 241, 5988, 6328.

ment : les biens et forêts du domaine, les biens des apanages, les biens ecclésiastiques, les biens de l'Ordre de Malte et, par privilège spécial, les biens des officiers Suisses.

Les biens du domaine. — L'exemption des biens du domaine royal était toute naturelle puisque leur imposition n'eut servi qu'à donner aux agents de la Régie un surcroît de travail.

Les biens ecclésiastiques. — Ils étaient exemptés en raison de l'immunité fiscale reconnue au Clergé, ainsi qu'on l'a vu dans la première partie.

Les biens de l'Ordre de Malte. — Ceux-ci ne furent exemptés que quelques années après l'établissement du vingtième, par arrêt du Conseil du 29 février 1756.

Jusqu'à cette date, les biens de l'Ordre étaient compris dans les rôles. En général un rôle spécial était établi, dans la paroisse où se trouvaient situés ces biens, au nom du titulaire. Ainsi à Planquery, élection de Bayeux, un rôle particulier fut fait avec la mention suivante :

« Le Titulaire de la Commanderie de Baugis et Corval valant 3.000 livres de revenu, toutes déductions généralement faites, paiera pour le vingtième du revenu de la dite Commanderie la somme de 150 livres de principal seulement, attendu que par arrêt du Conseil du 19 janvier 1748, l'Ordre de Malte a été déchargé des deux sols pour livre du Dixième, ce au

moyen de la somme qu'il a payée pour le rachat de l'imposition des dits deux sols pour livre du Dixième, ci 150 l. ».

Les biens des officiers suisses. — L'exemption des biens des officiers suisses avait été accordée par le Roi en témoignage de satisfaction. Nous en trouvons un exemple dans les rôles de la paroisse de Cagny : le Seigneur de Cagny, qui servait une rente de 1.000 livres à Louis-Auguste Planta de Villedemberg, chevalier de Rietberg, colonel d'un régiment suisse, obtient par ordonnance du 15 novembre 1755, décharge des vingtièmes de cette rente (1).

L'exemption de tous ces biens fut révoquée par déclaration du Roi du 21 février 1790, qui ordonnait leur imposition dans les rôles de 1790 (2).

Leur recensement avait été opéré par les contrôleurs des vingtièmes en vertu d'instructions du 27 octobre 1787. De ce travail dont nous donnons la récapitulation dans l'appendice ci-après, il résulte que, dans la Généralité de Caen, les biens non imposés avaient un revenu de 6.116.898 livres.

(1) Arch. Calv., C. 4961.

(2) Arch. Calv., C. 8160.

CHAPITRE II

L'Administration du Vingtième

L'administration du vingtième fonctionnait directement sous les ordres du Contrôleur Général des Finances, qui décidait souverainement de toutes les difficultés soulevées par l'application de l'impôt, avec l'assistance d'une commission composée de conseillers d'Etat.

Un « Directeur Général du Vingtième » dirigeait les bureaux d'administration centrale.

Dans chaque Généralité fonctionnait, sous l'autorité de l'intendant, une Direction du Vingtième, comprenant un Directeur et des Contrôleurs.

Le Directeur du Vingtième est à la tête de toute l'Administration locale du Vingtième. C'est lui qui s'occupe de la confection des rôles, les soumet à la signature de l'Intendant, et les envoie pour exécution aux Receveurs Particuliers des Finances. Il centralise les requêtes des contribuables, les fait instruire et les adresse à l'Intendant avec son avis. En outre, il dirige les Contrôleurs, leur donne les instructions nécessaires

pour l'application des règlements et surveille leur travail dont il rend compte à l'Intendant par un état fourni le 15 de chaque mois. Il a également sous sa surveillance les agents du recouvrement et se fait communiquer mensuellement par les Receveurs Particuliers des Finances l'état de la recette (1).

Sous les ordres du Directeur, travaillent les Contrôleurs du Vingtième. Au début de l'imposition, ils étaient, pour la Généralité de Caen, au nombre de trois seulement, qui passaient successivement dans toutes les élections de la Généralité. Lorsqu'en 1772, la reprise des vérifications ordonnée par l'Abbé Terray amena un surcroît de travail, Fontette demanda et obtint que le nombre des Contrôleurs fut porté à neuf, à raison d'un par election, avec résidence au chef-lieu de l'élection. Ils portent à ce moment le titre de Commissaires aux Impositions, d'une part parce que leurs attributions débordent alors le cadre des vingtièmes, d'autre part parce que le nom des Contrôleurs est « odieux » aux Contribuables (2). Mais, après Fontette, ils reprennent leur titre de Contrôleur. Plus tard, est créé un poste de Contrôleur Principal ; en sorte qu'après division de

(1) Cf. Mémoire du Directeur des Vingtièmes (Arch. Calv., C. 6518)

(2) Lettre de Fontette à Terray, 28 février 1772 : « ...Il me semble « qu'à défaut de Contrôleurs dont le nom est odieux et qu'il faut « drait peut-être supprimer, je pourrais nommer des Commissaires « pour la taille de toutes les paroisses, qui pourraient en même « temps donner des renseignements sur les vingtièmes... » (Arch. Nat., H. 1463).

l'élection de Caen en deux départements (1), le nombre total des Contrôleurs s'élève à onze (2).

Le Contrôleur Principal assiste le Directeur. Il fait des tournées dans toute la Généralité pour surveiller et guider les Contrôleurs. Lorsque des difficultés s'élèvent entre un Contrôleur et un contribuable, il intervient pour opérer une contre-vérification. En outre, il est spécialement chargé de la vérification des requêtes présentées par les habitants de Caen.

Les Contrôleurs particuliers ont pour attribution directe l'assiette du vingtième : ce sont eux qui reçoivent les déclarations des contribuables, forment les rôles et vérifient l'exactitude des déclarations. Mais leur activité a été plus ou moins grande suivant les périodes. Leur principal travail et le plus utile consistait à opérer les vérifications générales des paroisses. Lorsqu'elles étaient suspendues, les Contrôleurs se trouvaient can

(1) Cf. Feuilles de travail du Contrôleur Général, mardi 12 dec. 1786 : nomination à la dixième place de Contrôleur Particulier du Sieur Dubuisson, âgé de 30 ans, surnuméraire à Amiens (Arch. Nat., H. 1463).

(2) En 1787, les fonctionnaires de l'administration des vingtièmes de la Généralité de Caen, étaient :

Révillon des Fourneaux, directeur, Caen.

Tourny, contrôleur principal, Caen.

Le Blanc, contrôleur particulier, Coutances.

Briard, contrôleur particulier, Caen (1^{er} dép.).

Pinson, contrôleur particulier, Avranches.

Ducroque, contrôleur particulier, Vire.

Le Parmentier, contrôleur particulier, Valognes.

Boutour, contrôleur particulier, Bayeux.

Filanchère, contrôleur particulier, Mortain.

Le Sénécal, contrôleur particulier, Saint-Lô.

Le Pecq, contrôleur particulier, Carentan.

Dubuisson, contrôleur particulier, Caen (2^e dép.)

tonnés dans une besogne de bureau : ils s'occupaient à vérifier les requêtes des contribuables, à dépouiller les actes enregistrés dans les bureaux de Contrôle, à mettre à jour sur les rôles les mutations, à diviser les cotes, à former des tarifs de denrées, etc. (1).

Voici, à titre d'exemple, quel avait été le travail de Le Blanc, Contrôleur à Bayeux, au cours de l'année 1778, c'est-à-dire à une époque où les vérifications générales étaient à nouveau possibles (2) :

Janvier : Relevé des actes du bureau de Trévières.

Février : Vérification de sept requêtes.

Mars : Continue préparation des vérifications générales.

Avril : Vérification de quatre requêtes.

Mai : Malade.

Juin : Vérification de quatre requêtes.

Juillet : Envoie avis à la paroisse de Vaucelles pour vérification générale ; Relevé des appréciés de grains.

Août : Tentative infructueuse de vérification à Vaucelles.

Septembre : Vérification de quatre requêtes pendant première quinzaine ; Nouvelle tentative à Vaucelles.

Octobre : Tentative de vérification générale à Tour.

(1) Arch. Calv., C. 5942, 5943, 6518, 6520.

(2) Arch. Calv., C. 6520.

Novembre : Réforme du rôle d'industrie de Bayeux ; Vérification de deux requêtes.

Décembre : Relevé des actes du contrôle de Bayeux ; Vérification de deux requêtes.

Les Contrôleurs tenaient leur commission de l'Intendant (1), qui avait constamment autorité sur eux. De l'Intendant dépendait leur avancement, car c'était lui qui les notait : chaque année, dans une note adressée au Contrôleur Général, il résumait leur travail,

(1) Nomination du Sieur Adam, 12 août 1772 :

« Le sieur Adam se rendra incessamment dans le chef-lieu de l'élection de Coutances pour y fixer son domicile. Il remplira dans l'étendue de la dite élection les fonctions de commissaire aux impositions et notamment du Vingtième. Il travaillera avec notre subdélégué, les Receveurs des tailles, les Maires et Echevins, les syndics préposés, collecteurs des communautés et autres, à la confection des rôles des vingtièmes, à la refonte des dits rôles, notamment en ce qui concerne les mutations de propriété et se livrera à toutes les opérations qui lui seront prescrites tant sur le vingtième que sur les autres impositions. Il fera les tournées qui seront nécessaires pour parvenir à la vérification et à la rédaction de chaque cote et remplira généralement tout ce qui lui sera prescrit de notre part soit par notre Subdélégué pour le Vingtième et les autres Impositions soit par le Directeur du Vingtième pour le Vingtième seulement, le tout suivant les instructions particulières que nous lui ferons remettre et ne pourra s'absenter de la dite élection sans une permission par écrit de nous ou de notre Général en notre absence. Les appointements du dit sieur Adam y compris ses frais de voyage, de tournées, de bureau, et tous autres frais quelconques, demeurent fixés à la somme de 1200 livres par an, à commencer du 1^{er} de ce mois et il en sera payé de mois en mois sur nos ordonnances particulières.

Fait à Caen, ce 2 août 1772. (Signé) : Fontette. (Arch. Nat., H. 1463).

Des commissions spéciales étaient en outre données aux Contrôleurs lorsqu'ils allaient opérer les vérifications générales. Cf. Commission du Contrôleur Le Blanc (Appendice n° 4).

donnait son appréciation et proposait les gratifications à leur accorder (1).

En effet, ces gratifications leur étaient indispensables pour compléter la rémunération fixe fort modeste qui leur était allouée. En 1786, le Directeur Révillon des Fourneaux perçut, outre ses appointements de 3.600 livres, une gratification de 3.900 livres, indépendamment de frais de bureau, s'élevant à 8.500 livres ; Tourny, Contrôleur Principal, pour un traitement de 1.800 livres, reçut une gratification de 700 livres. Les autres Contrôleurs qui jouissaient d'un traitement de 1.000 à 1.200 livres touchèrent de 250 à 600 livres de gratification (2).

(1) Travail des employés des Vingtièmes de la Généralité de Caen, d'après les observations d'Esmangart, Intendant, en 1782 (Arch. Calv., C. 5945).

Révillon des Fourneaux, directeur : zélé et actif. — Tourny, contrôleur principal : laborieux, zélé et intelligent. Vérifié 92 requêtes, rapports clairs et précis, refonte du rôle des vingtièmes de Bayeux. — Briard, contrôleur de l'élection de Caen : zélé et fort intelligent. Vérifié 72 requêtes, relevés dans bureaux du Contrôle des actes. — Boutour de Flagny, contrôleur de l'élection de Bayeux : zélé mais malade. Vérifié plusieurs requêtes, relevés dans bureaux de contrôle. — Bellière de Grandchamp, contrôleur de l'élection de Saint-Lô : malade depuis sa nomination (1^{er} juillet 1782). — Le Parmentier, contrôleur de l'élection de Carentan : vérification générale de Breteville, vérifié 48 requêtes. — Solvin d'Agerville, contrôleur de l'élection de Valognes : zélé et intelligent, vérifié 50 requêtes, relevés dans bureaux de contrôle. — Le Blanc, contrôleur de l'élection de Coutances : zélé, mais doit être dirigé et retenu, vérifié 32 requêtes. — Pinçon, contrôleur de l'élection d'Avranches : intelligent, mais malade. A vérifié 28 requêtes. — Ducroque, contrôleur de l'élection de Vire : intelligent et exact. Vérifié 30 requêtes, division du rôle de Saint-Clair-de-Hallouze. — Filanchère de Vallière, contrôleur de l'élection de Mortain : zélé, actif et intelligent. Vérifié 54 requêtes, relevés dans bureaux de contrôle.

(2) Ces gratifications étaient d'ailleurs rarement refusées. Le contrôleur Adam mis à la retraite pour incapacité, avec une pension de 300 livres, obtient, en 1781, malgré avis défavorable de son directeur, une gratification de 200 livres (Arch. Calv., C. 5945).

En outre, des pensions pouvaient être accordées aux Contrôleurs lorsqu'ils prenaient leur retraite, ou à leurs veuves. Mais c'était bon vouloir de l'administration, car il n'existait aucun statut leur donnant droit à pension. C'est ainsi que Langlade, mis à la retraite comme Directeur, est gratifié d'une pension de 2.500 livres (1775), qu'Aubert, ancien Contrôleur de Vire, obtient une pension de 800 livres, et qu'à la mort de ce dernier, sa veuve reçoit le bénéfice de la moitié de cette pension (1).

Le personnel des Vingtièmes était en général à la hauteur de sa tâche. Il ne semble pas avoir mérité les jugements défavorables que portaient sur lui les contribuables, et surtout les Parlements dans leurs remontrances.

Parmi les directeurs des Vingtièmes qui se sont succédés dans la Généralité de Caen (2), deux surtout ont fait preuve d'une grande activité : Beauvillé, qui fut directeur de 1775 à 1777, et Révillon des Fourneaux qui le fut de 1779 à 1789. Le premier qui succédait à Langlade, dont l'administration fut marquée par de

(1) Arch. Calv., C. 5904, 5911, 5943.

(2) Les Directeurs des Vingtièmes de la Généralité de Caen furent successivement, à partir de 1753 : Duchesne (1753-1756), Duhaussey (1756-1759), Choïsne (1759-1767), Brun (1767-1771), Langlade (1771-1775), Beauvillé (1775-1777), de Séry (1777-1778), Aubourg (par intérim), Révillon des Fourneaux (1779-1789) ; ce dernier, étant mort en fonctions, ne fut pas remplacé. Ce fut Tourny, Contrôleur Principal, qui assura la liquidation de l'administration des Vingtièmes.

nombreux démêlés avec Fontette (1), fit preuve d'initiatives qui lui valurent les appréciations les plus flatteuses : à propos de deux mémoires que Beauvillé lui avait adressés sur la situation du vingtième dans la Généralité, d'Ormesson écrit à Esmangart : « ...Ce travail fait l'éloge de son intelligence et de son exactitude, et prouve en même temps les soins qu'il prend pour rétablir l'ordre et l'égalité dans la répartition... (2). C'est à Révillon des Fourneaux que revient le mérite d'avoir dirigé les 26 vérifications générales qui furent effectuées dans la généralité, de 1779 à 1781.

Les Contrôleurs des Vingtièmes s'acquittèrent en général de leurs fonctions avec zèle et compétence. Leur zèle les emportait parfois à interpréter les textes avec trop de rigueur. Mais les intendants veillaient avec soin à les maintenir dans les bornes de leurs attributions. Fontette dut, en 1772, demander le déplacement de Filanchère, contrôleur de l'élection de Caen qui s'était attiré la rancune des contribuables par ses excès fiscaux : il était allé jusqu'à assimiler une maison à une autre sous le seul prétexte qu'elles avaient toutes deux des portes cochères ! « On le regarde, dit Fontette, « comme un homme zélé, mais trop dur et d'un esprit

(1) Fontette et Langlade durent l'un et l'autre quitter leur poste à la suite d'une obscure histoire dont le dossier est conservé aux Archives Nationales, H. 1412. Il existe également des pièces de cette affaire aux Archives du Calvados, C. 5943, 6918. Il semble qu'il y ait eu concert frauduleux entre Langlade et Fontette, pour dispenser ce dernier de payer les vingtièmes de sa terre de Tilly.

(2) Arch. Calv., C. 5943.

« trop fiscal. Il est aujourd'hui détesté, et il ne serait
« pas étonnant qu'à la fin, on lui fît un mauvais
« parti (1).

Les Intendants prescrivait aux Contrôleurs d'agir avec le plus grand tact dans leurs rapports avec les contribuables (2). Et à cet égard, la correspondance des Contrôleurs montre qu'ils suivirent en général ces prescriptions. On peut en juger par le style de cette lettre qu'écrivait le Contrôleur Le Sénécal au Comte de Blangy pour lui annoncer la prochaine vérification de ses terres : « Chargé d'une commission qui m'oblige à
« faire la recherche des biens-fonds pour lesquels on
« ne paie pas le vingtième de leur produit net, je me
« trouve forcé de vous prévenir que les terres de Villy,
« Villers, Epinay et Evrecy que vous possédez sont dans
« le cas de supporter une augmentation considérable...
« Je vous supplie de me mettre à portée de me concer-
« ter avec vous, soit par le ministère de votre inten-
« dant, soit en me faisant l'honneur de me marquer le
« jour de votre commodité auquel j'aurais celui de me
« transporter à votre château... (3)».

Malgré cette politesse dont ils usaient vis-à-vis des contribuables, les Contrôleurs ne rencontraient que

(1) Arch. Nat., H. 1463 : lettre du 17 février 1772.

(2) Cf. lettre de Fontette à Terray du 12 janvier 1773 : « ...Il ne m'est revenu jusqu'à présent de plaintes que contre deux des commissaires, et seulement par rapport au style peu poli de leurs lettres, ce qui m'a donné lieu de leur défendre d'écrire aucune lettre que la minute n'eût été approuvée par moi... » (Arch. Nat., H. 1463).

De même, Fontette, écrivant à Tourny, alors Contrôleur à Valognes, le prie de s'abstenir de toute personnalité dans ses procès-verbaux de vérification, d'éviter les propos indécents, et « de s'en tenir à l'objet » (lettre du 20 mai 1775, Arch. Calv., C. 5909).

(3) 5. octobre 1772 (Arch. Nat., H. 1463).

mauvaise volonté de leur part. C'est ce que montre bien une lettre de Fontette, écrivant à d'Ormesson pour lui présenter la défense de Tourny, Contrôleur de Valognes, contre lequel un propriétaire de cette élection avait porté plainte : « Il faut se représenter un homme
« tout à fait zélé, uniquement occupé des devoirs de
« son état, et presque toujours harcelé ou même traité
« malhonnêtement par des gens puissants dans le
« pays, qui feignent d'ignorer les principes pour sou-
« mettre la Régie à leurs propres idées... Chacun à l'envi
« veut le rendre dépendant de sa propre volonté, et il
« sent, lui, qu'il n'a de comptes à rendre qu'à l'auto-
« rité de laquelle il tient ses pouvoirs (1). »

C'est sans doute parce que les Contrôleurs avaient cherché à remplir leurs devoirs le mieux possible que leur réputation auprès des contribuables était si mauvaise. Aussi lorsque le Contrôleur Général engagea la Commission Intermédiaire de Basse-Normandie à maintenir le personnel de l'Administration des Vingtièmes, la Commission lui répondit que, les Contrôleurs s'étant rendus odieux, « il ne paraîtrait pas prudent de les conserver (2) ».

(1) 25 novembre 1774 (Arch. Calv., C. 5909).

(2) Arch. Calv., C. 5943-8159. En fait, les Contrôleurs du Vingtième restèrent en fonctions jusqu'en 1790. Lors de la formation des départements, Tourny avait titre de « Garde Général des minutes des vingtièmes ». Plusieurs membres de l'ancienne administration prirent place dans la nouvelle : ainsi Tourny devint Inspecteur Général des rôles pour le département, Dubuisson, Visiteur des rôles et patentes du district de Caen, et Boutour, Visiteur Général pour le district de Caen (Arch. Calv., Lp Contributions : Receveurs Généraux et particuliers ; L, District de Caen : Contributions).

CHAPITRE III

Assiette de l'Impôt. Vérifications.

L'Administration des Vingtièmes arrivait à la connaissance de la matière imposable à la fois par la participation des contribuables eux-mêmes, tenus de donner des déclarations de leurs biens, et par le travail de ses agents chargés de former les rôles d'après ces déclarations, de la sincérité desquelles ils devaient s'assurer par le moyen de vérifications.

I. — La Déclaration

C'était une chose toute nouvelle dans le système fiscal de l'Ancien Régime que de faire participer le contribuable à l'assiette de l'impôt en exigeant de lui la déclai-

ration de ses biens. Ce furent les déclarations royales de 1710 et de 1753 qui établirent cette obligation. Les contribuables s'y plièrent, mais avec un esprit de fraude et de dissimulation dont personne n'était d'ailleurs dupe (1). Néanmoins, malgré le peu de foi que méritaient les déclarations produites, elles avaient l'avantage de pouvoir servir de point de départ aux opérations des contrôleurs.

L'Edit de 1749 réglemente la question des déclarations dans son article 14 : « Et pour fixer le vingtième
« du revenu des biens qui y sont sujets, ordonnons
« que les propriétaires ou usufruitiers des dits biens,
« qui n'auraient point été compris dans les rôles arrêtés en notre conseil, en exécution de notre déclaration du 29 août 1741, fourniront dans la quinzaine
« du jour de la publication du présent édit des déclarations exactes à ceux qui seront préposés à cet effet,
« et dans la forme qui leur sera prescrite en exécution
« de nos ordres ; savoir, pour ceux de notre bonne ville de Paris par le prévôt des marchands, et pour
« ceux des provinces, par les intendants et commissaires départis dans les dites provinces, et faute par
« les dits propriétaires ou usufruitiers de fournir leur
« déclaration dans le terme prescrit ci-dessus, voulons
« qu'ils soient tenus de payer le double du vingtième
« de leurs revenus, et le quadruple en cas de fausse

(1) Ainsi lors de la vérification générale de la paroisse de Giber-ville, élection de Caen, le contrôleur note : « Il n'a point été fait usage des déclarations de 1734 ; leurs vices et faussetés sont trop reconnus » (Arch. Calv., C. 5596).

« déclaration ». Ainsi, seuls étaient tenus de donner des déclarations ceux qui n'avaient pas été portés sur les rôles du dixième.

Les déclarations devaient indiquer, pour les biens loués, leur situation, leur contenance et le prix du bail dont il fallait produire copie, et pour les biens non loués leur désignation par nature, quantité et qualité et leur produit moyen annuel. Elles devaient être faites par le propriétaire ou, à son défaut, par le régisseur.

Elles devaient être fournies par les contribuables à raison d'une par paroisse. Une exception était cependant faite en faveur des gentilshommes dont les fermes s'étendaient sur plusieurs paroisses : ils pouvaient ne faire qu'une seule déclaration dans la paroisse où se trouvait leur manoir.

Les déclarations étaient reçues par le préposé de la paroisse, mais les privilégiés avaient la faculté de remettre directement les leurs au Subdélégué.

En fait, les déclarations fournies dans la Généralité de Caen pour le Vingtième furent peu nombreuses. Les archives n'en ont pas gardé trace. Nous avons cependant retrouvé l'une d'elles, faite en 1757 par deux habitants de Tour, élection de Bayeux. Elle est ainsi conçue :

« Nous soussignés Nicolas et Jacques Le François père et fils, journaliers, led. Nicolas résidant à Tour, pour satisfaire à l'ordonnance de Monseigneur l'Intendant du cinq avril dernier, déclarons sous la peine du quadruple, que nous possédons dans lad. paroisse de Tour six vergées de terre en pasturage sur lesquelles

est bâtie une petite maison où réside led. Nicolas, et autres six vergées de terre en labour, le tout de fonds bien médiocres, de valeur annuelle au total de quarante cinq livres, distraction faite de la portion des héritages situés sur la paroisse de Maisons dont M. le Marquis de Bezons, Seigneur dud. lieu s'est fait envoyer en possession le 30 décembre 1754, sur lesquels héritages situés à Tour, nous devons trente livres de rente à M. de Vaulaville, avec quatre chapons.

« Fait ce premier août mil sept cent cinquante sept, et a led. Nicolas fait sa marque, ne sachant lire ni écrire (1) ».

Pour obtenir des déclarations, l'Administration essayait de mettre à profit toutes les circonstances. C'est ainsi que Fontette proposait à d'Ormesson d'exiger des contribuables, qui avaient demandé une décharge d'impôts pour dégâts causés par un ouragan, une déclaration exacte et vérifiée de leurs biens. Il y voyait deux avantages : « ...le premier serait d'accélérer l'opération pour égaliser la répartition et asseoir l'impôt territorial, et le second avantage serait en connaissant la vraie valeur des biens de juger le bénéfice que les propriétaires ont fait depuis l'établissement des vingtièmes en ne payant pas ce qu'ils devaient payer parce que cette différence entrerait en considération dans la remise qu'il y avait lieu de leur accorder à l'occasion de l'ouragan... (2) ».

(1) Arch. Calv., C. 4817.

(2) Arch. Calv., C. 5908.

II. — La Confection des Rôles

Les rôles du dixième avaient été formés d'après les déclarations. Pour le vingtième, les rôles le furent d'après ceux du dixième, complétés à l'aide des très rares déclarations qui furent fournies.

Pour chaque paroisse existait à la Direction des Vingtièmes de la Généralité une minute du rôle du Vingtième, intitulé : « Généralité de Caen, Election de..., Paroisse de..., Rolle du Vingtième des Biens fonds de la paroisse de... fait et arrêté par Nous Intendant de la Généralité de Caen, pour l'année 1751, en exécution de l'Edit du mois de Mai 1749. »

En tête du rôle se trouve porté un cadre imprimé destiné à recevoir l'évaluation de chaque nature de biens divisés en trois classes « bon, médiocre, mauvais » et des grains et autres denrées, d'après les renseignements recueillis par le Contrôleur. Ce cadre est d'ailleurs rarement rempli.

Viennent ensuite les articles du rôle, ainsi conçus :

« Article premier : Jacques-François du Touchet, écuyer, chevalier, seigneur et patron de Moulineaux... » En regard du nom, deux colonnes contenant, la première, le revenu, et la seconde, le vingtième. Contrairement à une pratique suivie dans d'autres généralités, les rôles de la Généralité de Caen contiennent, sans distinction, les noms des privilégiés et ceux des taillables.

Le rôle se termine par le total des sommes qui y sont contenues, suivi de la signature de l'Intendant :

« Montant du vingtième contenu au présent	
rôle	211 l.
Montant des deux sols pour l. du dixième..	42 l.
	253 l.

Somme totale, deux cent cinquante trois livres.

Fait et arrêté à Caen, le 24 déc. 1750.

(signé) La Briffe. »

En effet, malgré l'article 12 de l'édit de 1749 qui décidait que les rôles seraient arrêtés au Conseil; en pratique, ils le furent par l'Intendant. Pratique qui fut confirmée par un arrêt du Conseil du 29 décembre 1763 (1).

Sur les minutes sont portées, en marge des articles, les mentions de décharges obtenues par les contribuables ou, au contraire, les augmentations réalisées depuis la confection du rôle. La même minute servait en effet de nombreuses années ; pour beaucoup de paroisses même, une seule minute fut utilisée de 1750 à 1790.

Les rôles remis aux Agents du recouvrement étaient recopiés chaque année sur ces minutes (2)

(1) Arch. Calv., C. 5294.

(2) Cf. rôles de la paroisse de Grimbosq (Appendice n° 9).

III. — Vérifications

L'Administration ne se contentait pas de dresser les rôles d'après les déclarations des contribuables. Il lui fallait vérifier ces déclarations et opérer, lorsqu'il était nécessaire, la refonte et la mise à jour des rôles.

Tantôt elle procédait par vérifications particulières, tantôt par vérifications générales.

Vérifications particulières

Celles-ci avaient lieu soit à l'initiative du Contrôleur suspectant la sincérité de la déclaration fournie, soit sur requête du contribuable demandant la diminution de son imposition.

Le Contrôleur se rendait dans la paroisse, où, en présence du syndic et du propriétaire ou de son représentant (1), il examinait la consistance des biens imposés et se faisait communiquer tous documents susceptibles de le renseigner sur leur valeur. En pratique, cette valeur résultait du prix des baux. Mais en matière de baux, les contre-lettres étaient fréquentes ; aussi le contrôleur refusait-il souvent de tenir compte du bail, lorsque la simulation lui paraissait évidente. C'était là l'objet de contestations. Les contribuables prétendaient

(1) d'Ormesson recommandait que les opérations des contrôleurs ne fussent pas secrètes : « Je pense que chaque contribuable doit être éclairé sur sa contribution et sur celle de tous ceux qui sont compris dans les mêmes rôles ; on ne doit refuser à personne cette satisfaction et cette justice » (Lettre à Esmangart, 12 nov. 1775) (Arch. Calv., C. 5943).

qu'on ne pouvait présumer la fausseté d'un bail sans preuves formelles. L'Administration rejetait cette prétention : « ...La régie, écrivait Fontette à d'Ormesson, déjà fort souvent en défaut contre l'adresse des contribuables le serait encore bien plus fréquemment si elle était forcée dans tous les cas à prouver, en présentant le véritable bail ou la contre-lettre, la fausseté des baux... (1) ».

Lorsqu'il n'y avait pas de bail, le contrôleur déterminait la valeur des biens par comparaison avec d'autres de même nature dont le prix de location était connu (2).

Durant les périodes où, par la volonté du Parlement, aucune augmentation de cote n'était possible, les Contrôleurs opéraient seulement des vérifications dites sommaires qui se réduisaient à réformer les rôles, à diviser les cotes et à substituer aux anciens contribuables les noms des nouveaux propriétaires (3).

Vérifications générales

Les vérifications générales différaient des précédentes en ce qu'elles s'appliquaient à la fois à tous les habitants d'une paroisse.

(1) Lettre du 22 sept. 1774 (Arch. Calv., C. 5909).

(2) Cf. Appendice n° 6.

(3) C'est le programme que traçait aux Contrôleurs Laverdy, Contrôleur Général des Finances, dans une lettre à Fontette du 27 nov. 1767 : « ...cette opération est importante pour faciliter les recouvrements et éviter aux contribuables des frais que la confusion des rôles n'occasionne que trop souvent... » (Arch. Calv., C. 5942).

Il en fut fait dans la Généralité de Caen à deux périodes différentes : d'abord depuis l'établissement du Vingtième jusqu'aux années 1758-1759 (la procédure suivie étant d'ailleurs la même que celle qui existait pour le Dixième), ensuite à partir de 1778 jusqu'en 1782 (1).

En général, les vérifications de la première période, plus nombreuses qu'au cours de la seconde, furent aussi menées plus rapidement et avec moins de formes. En effet, après 1778, les Contrôleurs devaient se conformer aux instructions détaillées données par Necker en 1776 et aux deux arrêts du Conseil du 4 novembre 1777 et du 26 avril 1778, qui réglaient minutieusement leurs opérations.

Aussi allons-nous étudier spécialement les vérifications faites en vertu de ces textes.

Lorsque la décision de vérifier une paroisse avait été prise, l'Intendant faisait parvenir au Contrôleur de l'Election une Commission lui donnant les ordres et instructions nécessaires, et aux termes de laquelle les syndics, collecteurs des tailles, préposés des Vingtièmes, et Notables habitants de la paroisse étaient tenus de communiquer au Contrôleur tous les renseignements qui lui seraient utiles (2).

(1) Une vérification générale fut faite par Tourny, Contrôleur de l'Election de Valognes, à Néhou en 1774, mais nous n'avons pas trouvé trace d'autres opérations avant 1778. Ce travail reçut d'ailleurs l'approbation d'Ormesson à qui il avait été communiqué et qui voyait en lui un modèle du genre (Lettre du 19 mai 1774, Arch. Calv., C. 5943).

(2) Cf. Appendice n° 4 : Commission donnée à Le Blanc pour la vérification de la paroisse d'Angranville.

Cette commission était présentée par le Contrôleur au Subdélégué. Celui-ci devait informer les habitants de la paroisse de l'arrivée du Contrôleur dans le mois précédant cette arrivée et leur ordonner de s'assembler, après trois annonces, afin de désigner trois propriétaires dont le rôle serait d'assister le Contrôleur dans ses opérations.

Un travail préalable s'imposait au Contrôleur, consistant à recueillir dans les bureaux de Contrôle des Actes et chez les Notaires tous les documents tels que baux actuels et anciens, actes de vente et de partage relatifs aux terres de la paroisse. Ce travail lui permettait de connaître les prix et loyers usités dans la paroisse.

Au jour fixé par le Subdélégué, le Contrôleur se transportait dans la paroisse et s'y livrait aux opérations prescrites dont il consignait les résultats dans des états de vérification.

Pour suivre la marche du Contrôleur, nous allons analyser l'un de ces états, celui de la paroisse de Bures, située dans l'Election de Caen (1).

Un premier cahier contient : l'état de division et de mutation, la description topographique de la Paroisse, le détail du sol, la mention des Biens Ecclésiastiques, Communaux et Seigneuriaux, le tarif du prix des terres, le procès-verbal, un premier cantonnement général, les cantonnements particuliers et un deuxième cantonnement général. .

(1) Arch. Calv., C. 5512.

L'état de division et de mutation est établi sur 8 feuillets, à partir des 50 articles imposés au dernier rôle, c'est-à-dire celui de 1781. Il donne le nom des anciens et nouveaux propriétaires, le montant de leur imposition d'après les chiffres de 1781, la quantité de chaque espèce de fonds, l'indication des actes translatifs de propriété. Une double colonne contient le résultat sur les quantités en augmentation et en diminution. A la suite se trouve une colonne réservée aux observations.

Vient ensuite la description topographique, générale et particulière de la paroisse de Bures. Elle donne la situation de la paroisse, indique le nombre de ses habitants. Un paragraphe est consacré aux particularités qui peuvent s'y trouver ; pour Bures il n'y en a point : « Le seul commerce qui existe est celui de bœufs et de chevaux que les fermiers et faisants-valoir élèvent et engraisent... »

Dans le « Détail du sol » le Contrôleur mentionne les noms des différents cantons de la paroisse, la mesure usitée dans la paroisse (pour Bures c'est l'acre, divisée en 4 vergées, la vergée composée de 40 perches, la perche de 20 pieds, et le pied de 11 pouces). Il note ensuite que dans tel canton la culture est difficile, que dans tel autre elle l'est moins, que la terre de labour est très bonne et que le territoire de la paroisse ne produit que du gros blé et blé gris « bien inférieur en qualité au franc blé qui n'y réussit point ».

Le Contrôleur examine ensuite la façon dont les terres sont cultivées. Il détermine la production moyenne des terres, évalue cette production d'après les cours pratiqués et calcule les frais d'exploitation.

ÉTAT DE DIVISION ET DE MUTATION

[illegible]

ÉTAT DE CANTONNEMENT GÉNÉRAL
pour la Paroisse de BURES

NOMS des CANTONS	Terres Labourables			Près			Jardins et Chenne- vières		Bois	
	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe			1 ^{re} classe	2 ^e classe
Les champs de Troarn....	40 a.	5 a.	4½ a.	1 a. 2 v.	»	2 v.	»	»	90 a.	90 a.
Les champs de Roncheville..	12 a.	1 a.	½ a.	2 a. 2 v.	»	»	»	»	»	»
Les champs Morant.....	25 a.	3 a. 2 v.	2 v.	»	»	»	»	»	»	»
Le Mesnil ou bas-Bures....	18 a.	10 a.	2 a.	25 a.	10 a.	»	»	»	»	4 a. ½
Le haut-Bures..	20 a.	6 a.	1 a. 1 v.	4 a.	»	»	»	»	»	3 a.
La Grande Rivière.....	»	»	»	400 a.	»	»	»	»	»	»
Le Grand Camp.	25 a.	1 a.	2 v.	»	»	»	»	»	»	»
Les Petites Rivières.....	»	»	»	43 a. 1 v.	»	»	»	»	»	»
	140 a.	31 a. 2 v.	50 a. 1 v.	476 a. 1 v.	10 a.	2 v.	»	»	90 a.	97 a. ½

TARIF DU PRIX DES TERRES

A ticles du Rolle où les baux sont cités	Nombre des Arreus de terre compris aux d. baux	Prix des baux	Division des terres en 3 classes			Prix de chaque classe			TOTAL	OBSERVATIONS	RÉSULTAT
			1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe			
	6 a. 2 v. 1/2	228 l. 15 s.	3 a. 3 v.	2 a. 1/2 v.	» 3 v.	150 l.	63 l. 15 s.	15 l.	228 l. 15 s.	Affermées à Jacques Dozeville par bail du 17 sept. 1779, distraction faite de 3 a. 3 v. prairie 1 ^{re} classe au nommé Jde par bail du 24 oct. 1778.	1 ^{re} classe
M. Labbé de Troarn	1 a.	40 l.	1 a. »	» » »	» » »	40 l.	» »	» »	40 l.	23 a. 1 vergée affermées 930 l., prix commun 10 l. la vergée ou 40 l. l'acre.	
	1 a.	30 l.	» » »	1 a. »	» » »	» »	30 l.	» »	30 l.	distraction 1 ^{re} de 3 a. 3 v. en prairie 1 ^{re} classe.	
	2 a.	61 l.	» » »	2 a. »	» » »	» »	61 l.	» »	61 l.	à Pre Morant par bail du fév. 1779.	2 ^e classe
	2 a.	70 l.	1 a. »	1 a. »	» » »	40 l.	30 l.	» »	70 l.	au nommé Benzelin par bail du 18 sept. 1778.	
	6 a. 2 v.	170 l.	1 a. »	2 a. »	3 a. 2 v.	40 l.	60 l.	70 l.	170 l.	distraction 1 ^{re} de 5 a. 2 v. 29 parcelles en prairie 1 ^{re} classe.	
	6 a.	215 l.	3 a. 2 v.	2 a. 2 v.	» » »	140 l.	75 l.	» »	215 l.	à la V ^e Pointel de Troarn n. du 22 février 1779.	3 ^e classe
	10 a. 2 v.	280 l.	2 a. »	3 a. »	5 a. 2 v.	80 l.	90 l.	110 l.	280 l.	à Antoine Hée B. du 13 sept. 1778.	
	14 a. 4 v.	385 l.	3 a. »	4 a. »	7 a. 4 v.	120 l.	120 l.	145 l.	385 l.	à Pre le jeune R du 24 octobre 1778.	
	28 a. 3 v.	815 l.	8 a. »	8 a. »	12 a. 3 v.	320 l.	240 l.	255 l.	815 l.		
	78 a. 2 v. 1/2	2294 l. 15 s.	23 a. 4 v.	25 a. 2 v. 1/2	29 a. 3 v.	930 l.	769 l. 15 s.	595 l.	2294 l. 15 s.		

Trois paragraphes sont consacrés aux biens ecclésiastiques, des communautés et aux droits seigneuriaux.

Dans un tableau, le Contrôleur porte le tarif du prix des terres. Ce tarif est constitué par le dépouillement de baux non suspects. Le résultat donne pour Bures un prix de 40 livres à l'acre de labour de première classe, 30 livres huit deniers pour la deuxième classe, et 20 livres pour la troisième classe. Les prés sont estimés plus cher : la première classe à 60 livres 10 deniers l'acre, la seconde classe à 45 livres, et la troisième à 30 livres (1).

Après le tarif, le contrôleur a rédigé son procès-verbal ainsi qu'il suit :

« L'an mil sept cent quatre-vingt-un, le 27 avril, en conséquence de notre commission du Conseil et des ordres de Monseigneur l'Intendant, nous, François Jean Thomas Le Sénécal, Contrôleur des Vingtièmes de la Généralité de Caen au département du dit Caen, sousigné, nous étant transporté en la paroisse de Bures, élection et subdélégation de Caen, le 18 avril dernier, pour y procéder à la vérification générale des biens-fonds, revenus et droits réels de la dite paroisse, conformément aux instructions approuvées par le Roi le 25 août 1776, à l'édit du mois de mai 1749, aux arrêts du Conseil des 2 nov. 1777 et 26 avril 1778, et à l'édit

(1) Lettre de Tourny à Le Sénécal, 8 août 1786 : « ...D'après nos principes, chaque nature de biens ne peut être distribuée en plus de trois classes dans une même paroisse, et l'estimation ne doit offrir entre elles qu'une différence du tiers au quart... » (Arch. Calv., C. 5907).

du mois de février 1780, nous avons appelé et invité à notre travail Charles Guérard, syndic préposé au recouvrement des vingtièmes, Jean Pigeon, collecteur de la taille, le Sieur Desloges de la Chaussée, le Sieur René Desloges, Jacques Dozeville, Jean-Jacques Ricard, Notables propriétaires, assisté desquels nous avons parcouru et circonscrit tout le territoire, établi le cantonnement général, classé tous les fonds suivant leur nature et qualité, formé les tarifs des dits fonds d'après les produits en nature et le prix des baux non suspects, reçu les déclarations des différents propriétaires, du résultat desquelles opérations nous avons donné lecture et communication à tous ceux qui nous en ont requis, et particulièrement aux dits notables ci-dessus dénommés, qui nous ont déclaré les trouver justes et les approuver ; en foi de quoi, ils ont signé le présent procès-verbal, fait à Bures les jour, mois et an que dessus. »

A la suite du procès-verbal, se trouve l'état de cantonnement général de la paroisse, formé par le Contrôleur sur les lieux « le plus exactement qu'il lui a été possible » d'après les renseignements et déclarations qui lui ont été donnés par le syndic et les notables propriétaires. A ce cantonnement général, le Contrôleur compare le total des cantonnements particuliers tirés par lui des déclarations des contribuables. Ces cantonnements particuliers donnant une contenance plus élevée, il conclut : « que le cantonnement général, formé sur les déclarations des syndic et notables habitants, ne contenait pas la totalité des biens situés sur le territoire de la paroisse de Bures, soit qu'ils aient

ignoré la véritable contenance des différents cantons, soit que leur dessein ait été d'en recéler une partie, ce que le Contrôleur ne croit pas devoir présumer d'après leur soumission aux ordres du Roi et la bonne volonté qu'ils lui ont témoigné pendant toute son opération (1). »

Aussi le Contrôleur juge-t-il nécessaire de refaire un nouvel état de cantonnement général en accord avec les cantonnements particuliers.

Un deuxième cahier contient, enliassées, les déclarations individuelles des contribuables. Elles sont faites sur une formule imprimée en 10 colonnes, remplie ainsi qu'il suit :

PAROISSE DE BURES

Election de Caen

1781

ARTICLE 2

Andrieu (Pierre, Jean et Clément) frères, fils Jacques. Les Dits Jean et Clément représentés par le d. Pierre Andrieu, journaliers, demeurant à Bures.

Ont déclaré posséder et faire valoir par indivis en la dite paroisse.	Terre Labourable			Prés			Jardins et Chenevrières	Bois	
	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe		1 ^{re} classe	2 ^e classe
au Haut Bures. Une Maison consistant en une salle et deux étables. Et un petit jardin.							1 p.		
Total.....							1 p.		

La présente Déclaration faite et certifiée véritable par Moy. soussigné, stipulant pour mes frères, propriétaires des objets ci-dessus, déclarée à Bures, le 24 Avril 1781.

Signé : Pierre ANDRIEU.

(1) Au contraire, lors de la vérification de la paroisse de Beaumesnil, élection de Vire, le Contrôleur qui avait constaté que le cantonnement général ne contenait pas la totalité des biens de la paroisse, estimait que l'erreur n'avait pas été commise par les syndic et habi-

Lorsque le propriétaire ne remettait pas sa déclaration, le Contrôleur remplissait une formule à son nom. Ainsi, pour le Sieur Agasse, qui « ...ne s'est pas présenté, ni personne pour lui » : le Contrôleur lui attribue six vergées de terre labourable de 1^{re} classe, certifie la vérité de cette attribution et signe.

Au verso de la déclaration, le Contrôleur porte le règlement de l'imposition, d'après la contenance déclarée et le tarif :

« Agasse (le Sieur Louis-Gabriel), Procureur du Roi de l'Amirauté de Caen, y demeurant, possède en cette paroisse six vergées de terre labourable de première classe, suivant le tarif 60 l.

Premier vingtième 3 l.

Pour rédiger le nouveau rôle, le Contrôleur n'a plus qu'à réunir les différentes mentions ainsi faites au dos des déclarations individuelles.

Ainsi réalisées, les vérifications générales donnent l'impression d'opérations très minutieuses. Elles se traduisaient presque toujours par une augmentation d'impôt (1). Leur valeur a été jugée par M. Besnier très approximative (2). Il est certain que le travail des contrôleurs était, en l'absence d'un cadastre, extrêmement délicat. Il était trop facile aux propriétaires de

tants « sans connaissance de cause, ayant eu pour objet d'en recéler une partie dans leurs déclarations, ce qu'il croyait pouvoir présumer d'après l'examen fait par lui de leur conduite pendant le cours de son opération et par les difficultés qu'il avait éprouvées pour les faire déterminer à fournir leurs déclarations... » (Arch. Calv., C. 5576).

(1) Cf. tableau ci-dessus, p. 136.

(2) Besnier, *Les vérifications des vingtièmes en Normandie*.

les induire en erreur à la fois sur la contenance (1) et sur la valeur des terres. Néanmoins, les vérifications générales représentaient certainement ce qu'il y avait de plus perfectionné parmi les documents fiscaux de l'Ancien Régime.

(1) La comparaison des contenance déterminées par les Contrôleurs des Vingtièmes et de celles qui résultent de la confection du cadastre au début du xix^e siècle révèle des différences sensibles. Ainsi, pour Neuilly, paroisse de l'élection de Bayeux : la contenance portée dans l'état de vérification est de 1868 acres 3 vergées, soit environ 1.526 hectares, alors que celle qui ressort du cadastre de 1824 est de 2.045 hectares, non compris les chemins, rivières, etc... Des constatations du même ordre peuvent être faites pour d'autres paroisses.

CHAPITRE IV

Le Recouvrement

Le recouvrement des vingtièmes ne s'opérait pas de façon uniforme. Il différait suivant la catégorie de revenus atteinte.

I. — *Procédé de la retenue*

C'est le procédé connu, en pratique moderne, sous le nom de stoppage à la source.

Il s'appliquait d'une part aux rentes, pensions constituées sur l'Etat, sur les Provinces, sur les villes ou sur les particuliers, d'autre part aux gages et traitements.

Il était prévu par les articles 9 et 10 de l'édit de 1749.

Pour les paiements faits par l'Etat, la retenue est directe : en payant les rentes, pensions, gages et traitements dus à ses fonctionnaires ou créanciers, l'Etat prélève le montant de l'impôt.

Pour les paiements faits par les particuliers, le procédé est moins simple. Voici comment il fonctionne : Le propriétaire d'un fonds sur lequel une rente est constituée est compris au rôle du vingtième pour la totalité du revenu qu'il retire de ce fonds, sans aucune déduction pour les arrérages payés au crédientier. Pour un fonds produisant par exemple 100 livres de revenu et grevé d'une rente de 40 livres, il est imposé sur le pied du revenu de 100 livres à 5 livres de vingtième. En réalité, son revenu n'étant que de 60 livres, il ne devrait supporter que 3 livres d'impôt. La différence de 2 livres représente le vingtième du revenu servant à acquitter les arrérages. Le propriétaire est alors autorisé à la récupérer sur son créancier à qui il ne versera les 40 livres de rente que déduction faite de 2 livres. Ainsi le créancier supportera-t-il le vingtième sans aucune intervention de l'Administration.

La retenue s'appliquait aux rentes constituées et pensions hypothéquées. Mais lorsque ces rentes et pensions étaient servies soit au Clergé, soit à l'Ordre de Malte, soit aux Hôpitaux dont les biens étaient exempts de vingtième, le débirentier ne pouvait opérer la retenue. Il devait alors adresser requête à l'intendant pour être déchargé de l'impôt sur la partie de ses revenus qui servait à acquitter les arrérages (1).

Les rentes foncières non remboursables, les cens et les rentes seigneuriales, considérées comme des dé-

(1) Cf. Mémoire du Directeur des Vingtièmes sur une requête présentée par des contribuables débiteurs d'une rente de 200 livres envers l'Hôpital Général de Caen (Arch. Calv., C. 5903).

membrements de la propriété, ne devaient pas subir de retenue, mais être déclarées par leurs bénéficiaires et directement taxées au nom de ceux-ci. L'arrêt du Conseil du 13 octobre 1750 avait en effet ordonné que les cens et rentes seigneuriales seraient payées au seigneur sans retenue du vingtième de la part des censitaires.

Des difficultés s'élevèrent à ce sujet dans la Généralité de Caen. En effet les seigneurs n'étaient pas compris dans les rôles pour le montant de leurs cens et rentes. Aussi leurs débiteurs qui s'estimaient imposés pour la totalité de leurs revenus, prétendaient-ils ne les payer qu'après avoir opéré la retenue. Jusqu'en 1769, et malgré un arrêt du Conseil du 18 mai 1761 ordonnant l'exécution dans la Généralité de Caen de celui de 1750, la déduction fut appliquée couramment. Ainsi on voit Fontette en 1767 rendre une ordonnance autorisant son médecin Le Hoc à faire la retenue des vingtièmes sur la rente seigneuriale dont il était débiteur envers un M. Piédoue d'Héritot, non imposé pour ses rentes seigneuriales.

Mais un arrêt du Parlement de Normandie du 20 mai 1770, ordonna que les débiteurs de rentes seigneuriales devraient désormais les payer sans aucune retenue, sauf à se pourvoir devant l'Intendant pour obtenir une décharge proportionnelle de leur imposition. En contre-partie, les Seigneurs devaient faire la déclaration des cens et rentes seigneuriales qu'ils percevaient et être imposés spécialement pour celles-ci sur les rôles des vingtièmes. En fait, ils ne firent pas cette déclaration, mais exigèrent par contre que leurs débiteurs les

paient sans aucune retenue. L'Assemblée Provinciale de Basse-Normandie demanda le maintien de cette jurisprudence particulièrement avantageuse pour le seigneur (1). Elle soulevait pourtant les vives protestations des débiteurs ainsi que la lecture des cahiers de 1789 permet de le constater (2).

II. — *Recouvrement par Préposés*

Dans les paroisses, le recouvrement était assuré par des préposés. Ces préposés étaient primitivement nommés par l'Intendant, sur la présentation du receveur des tailles qui les choisissait parmi les habitants de la paroisse, et sous sa propre responsabilité.

A la suite des entreprises des officiers de l'élection de Mortain qui avaient prétendu s'immiscer dans la nomination de ces préposés, le Contrôleur Général invita Fontette à modifier leur mode de nomination, en s'inspirant de la pratique qui était suivie dans la Généralité de Rouen. Après s'être renseigné auprès de son collègue de l'Intendance de Rouen, Fontette rendit une ordonnance le 30 août 1769, aux termes de laquelle ce seraient désormais les syndics qui seraient chargés du recouvrement des vingtièmes. Par suite, l'ordonnance du 16 novembre 1756 qui réglait le choix des syndics se trouvait modifiée. Le syndic préposé devait être désormais nommé par la paroisse pour 3 ans,

(1) Procès-verbal, p. 334.

(2) Cf. Bridrey, *Les Cahiers de Doléances*, t. I, p. 300, note 1.

choisi parmi les Notables, mariés ou âgés de plus de 40 ans et sachant lire et écrire. Le syndic ne pouvait se faire décharger de sa fonction avant les trois ans que par ordonnance de l'Intendant.

La fonction de syndic préposé était envisagée avec fort peu de faveur. Celui qui la remplissait, responsable du recouvrement, s'attirait la rancune des habitants de la paroisse à qui il allait demander le paiement de l'impôt. Les avantages attachés à la fonction étaient loin d'en balancer les inconvénients : les syndics préposés bénéficiaient seulement de l'exemption de la milice, du droit de réclamer de l'Intendant d'être taxé d'office à la taille (1) et recevaient une rémunération de quatre deniers par livre du montant des impositions recouvrées. Aussi les syndics préposés invoquaient-ils auprès de l'Intendant les motifs les plus divers pour se faire décharger d'une fonction lourde de désagréments et de responsabilités (2).

Avec le nouveau mode de nomination des syndics préposés, il n'y avait plus de responsable du recouvrement de l'imposition s'ils devenaient insolvables avant d'avoir versé le montant des deniers perçus par eux. Ce

(1) Cf. Requête de Jean Hébert, syndic, préposé de Maltot, demandant à être taxé d'office, par crainte d'une vengeance de ses ennemis (Arch. Calv., C. 5902).

(2) En 1784, l'Intendant Feydeau de Brou écrivait au Contrôleur Général que le nombre des requêtes en décharge de la collecte des vingtièmes excédait deux mille (Arch. Calv., C. 5902).

La fonction n'allait pas non plus sans danger : cf. Ordonnance de Fontette du 21 août 1759 condamnant le sieur de Saint-Martin qui avait menacé le préposé au vingtième de lui passer son épée au travers du ventre (Arch. Calv., C. 5295).

ne pouvait pas être le Receveur des tailles, puisqu'il ne jouait plus aucun rôle dans le choix des préposés. Ce ne pouvait pas être davantage la communauté qui avait procédé à la nomination : en effet, à la différence de la taille, l'impôt du vingtième n'était pas solidaire. C'est ce qui apparut après une requête des paroissiens de Ducy ; ces derniers avaient été condamnés par l'Intendant Esmangart à payer une seconde fois l'imposition du vingtième qui avait été divertie par le préposé ; Calonne réforma cette décision et déchargea définitivement les habitants de Ducy, en raison de la « non solidité » de l'imposition du vingtième. Aussi, lorsque les communautés surent qu'elles ne pouvaient plus être responsables de la perte des deniers des vingtièmes, elles affectèrent de nommer pour syndics-préposés des particuliers sans ressources qui n'offraient aucune garantie de solvabilité. L'attention du Contrôleur Général fut appelée à plusieurs reprises par les Intendants sur les inconvénients résultant de cette situation, mais malgré les projets de réforme envisagés, rien n'avait été changé en 1789.

Dans la plupart des villes, telles que Caen, Saint-Lô, Coutances, etc..., les vingtièmes étaient recouvrés directement par le receveur des tailles.

Le recouvrement s'opérait de la manière suivante : les rôles copiés chaque année sur les minutes étaient rendus exécutoires par l'Intendant dans le courant de décembre précédant l'année pour laquelle le recouvrement devait se faire. Le directeur envoyait ensuite aux Receveurs particuliers des Finances ceux qui concer-

naient leur élection respective. Puis ces receveurs remettaient au préposé établi dans chaque paroisse le rôle de celle-ci.

L'impôt étant payable par trimestre, le préposé versait de quartier en quartier le montant de sa recette au receveur particulier qui l'adressait lui-même au receveur général.

Pour assurer le recouvrement du vingtième, les procédures usitées pour les autres impositions étaient également employées : arrêt de deniers entre les mains des locataires, saisies, garnisons. etc...

Le recouvrement s'effectuait avec une grande lenteur, il demandait couramment plus de deux ans. Ainsi le rôle des vingtièmes des biens-fonds de l'année 1764 se montait à 1.406.463 livres ; au 1^{er} avril 1766, il restait encore à recouvrer une somme de 49.194 livres (1).

(1) Arch. Calv., C. 5952.

CHAPITRE V

Contentieux de l'Impôt

Les contribuables sont admis à élever des réclamations contre l'assiette des vingtièmes. Pour obtenir la diminution ou la suppression de leur imposition, ils peuvent invoquer, soit un droit, soit un intérêt.

Dans le premier cas, la demande est du ressort de la juridiction contentieuse, dans le second, elle est de celui de la juridiction gracieuse. En fait, cette distinction, couramment admise en législation fiscale moderne, n'était pas très nettement établie, car c'était, dans tous les cas, la même autorité qui était chargée de prononcer sur les demandes.

Les requêtes pouvaient être présentées pour les motifs les plus divers. Tantôt, le contribuable se prétendait surtaxé, son revenu réel étant inférieur à celui porté sur les rôles, ou indûment taxé, par suite d'erreur

de nom, erreur de mutation, ou de double emploi. Tantôt, il invoquait des circonstances accidentelles pour obtenir de la bienveillance de l'administration une remise d'impôts : grêle, incendie, inondation, dégâts commis par les Anglais, etc...

Au début de l'imposition, les requêtes soumises à l'examen de l'intendant étaient renvoyées par lui pour décision au Contrôleur Général qui statuait en Conseil des Finances. Mais, très vite, et surtout pour des raisons pratiques, cette procédure fut modifiée. Il arrivait souvent que l'intendant prononçât directement sur la requête présentée et accordât une décharge ou une diminution de vingtième ; le Contrôleur Général, se trouvant devant le fait accompli, entérinait purement et simplement la décision de l'Intendant. Cette façon de procéder fut finalement régularisée : il fut admis que l'Intendant avait compétence pour accorder ou refuser la décharge ou diminution demandée par le contribuable, sauf à celui-ci à porter appel devant le Conseil (1).

Les requêtes devaient être adressées à l'Intendant par l'intermédiaire des Subdélégués. L'Intendant les communiquait au Directeur des Vingtièmes qui les faisait porter sur des registres spéciaux, tenus à la Direction,

(1) Cf. lettre de Courteille à Fontette du 25 décembre 1755, proposant cette façon d'opérer (Arch. Calv., C. 5942).

Lettre de Feydeau de Brou à Desfourneaux, Directeur des Vingtièmes : « ...Messieurs les Intendants étant juges en première instance des contestations qui s'élèvent dans leur généralité relativement aux vingtièmes, c'est devant eux que les contribuables doivent d'abord se pourvoir, sauf l'appel de leur ordonnance au Conseil... » (10 février 1784) (Arch. Calv., C. 5967 bis).

à raison d'un par Election. Le Directeur les envoyait ensuite au Contrôleur de l'Election, dans laquelle se trouvaient situés les biens au sujet desquels la réclamation était portée, pour en faire la vérification en présence des parties intéressées ; après quoi, le Contrôleur rédigeait son rapport, l'envoyait au Directeur avec la requête qui y avait donné lieu. Sur ce rapport, le Directeur fournissait son avis, et transmettait le tout à l'Intendant pour avoir sa décision.

L'Intendant rendait alors son ordonnance. Celle-ci, renvoyée au Directeur, était consignée sur des registres. Si elle accordait décharge ou modération de l'impôt, le Directeur la faisait parvenir au Receveur Particulier des Finances compétent pour qu'il la fasse figurer dans ses comptes. S'il s'agissait d'un débouté, ou d'une ordonnance tendant seulement à une division de cotes, sans diminution d'impôt, elle était adressée au Subdélégué qui avait transmis la requête. Le requérant était instruit de la décision intervenue au moyen d'un avertissement que le Directeur lui faisait passer par la voie du Contrôleur, lui indiquant que l'ordonnance était envoyée au Receveur ou au Subdélégué.

Le Directeur devait faire parvenir à l'Administration centrale, le 15 de chaque mois, un état contenant le détail et le montant des ordonnances accordées pendant le mois précédent, avec les motifs. Il faisait aussi opérer les changements aux rôles pour les mettre en conformité avec les ordonnances rendues (1).

(1) Arch. Calv., C. 6518.

CONCLUSION

Le vingtième fut, nous l'avons vu, surtout un impôt foncier. Aussi est-ce sur le vingtième des biens-fonds qu'il importe avant tout de porter un jugement.

Pour juger d'un impôt, il faut se demander s'il est lourd et s'il est justement réparti.

Le vingtième dont le taux s'éleva à 16 % (trois vingtièmes et quatre sols pour livre du premier vingtième) ajouté aux autres charges qui pesaient alors sur le contribuable (taille, impositions accessoires de la taille, capitation, corvée, imposition territoriale, bâtiments de justice, dîmes et droits seigneuriaux) pouvait paraître une surcharge excessive. Taine avait calculé dans son ouvrage sur l'Ancien Régime, que les paroissiens d'un village de l'Eure, Epreville, devaient, sur 100 livres de rente, verser 67 livres au Trésor Royal et 28 livres 11 sols pour les dîmes et droits féodaux, en sorte qu'il ne leur serait resté, pour leur subsistance, qu'une somme de 3 livres 9 sols. Il s'étonnait avec

raison que les paysans trouvassent encore le moyen de vivre et même d'acheter de la terre. Il faut bien se représenter en effet que, dans la pratique, le vingtième ne pesait pas aussi lourdement qu'il le semblerait au premier abord .

D'une part, le vingtième était loin d'atteindre les revenus dans leur intégrité. L'esprit de dissimulation des contribuables normands était tel qu'il est certain qu'une partie appréciable de leurs biens échappait à l'impôt. L'énormité apparente du taux du vingtième s'en trouvait, en une large mesure, corrigée.

D'autre part, en admettant même que, dès sa création, le vingtième ait été perçu rigoureusement, l'amélioration des conditions économiques au xviii^e siècle en a considérablement diminué la charge. Il n'a en effet suivi la progression de la richesse que de fort loin. Dans de nombreuses paroisses, les chiffres des déclarations de 1734 servaient encore, en 1789, à peine augmentés, de base à l'impôt. Or, d'après les travaux de M. Labrousse (1), c'est précisément durant les années 1730-1739 que la rente foncière était au plus bas ; elle ne cessa, depuis, de monter pour atteindre sa valeur culminante durant la période 1770-1790 : la hausse atteignit près de 82 %. Ce fait est attesté par de nombreux documents contemporains : d'après cer-

(1) C.-E. Labrousse, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au xviii^e siècle*.

tains même, la valeur de la terre doubla et, parfois, tripla à partir de 1734. Une pareille élévation est à peine visible dans les rôles, puisque le rendement d'un vingtième dans la Généralité de Caen, passa seulement de 614.000 livres en 1749 à 821.000 livres en 1789 (1).

Quant à la répartition du vingtième, elle n'était sans doute pas parfaite. L'immunité des biens ecclésiastiques, l'inégalité, existant entre les paroisses qui avaient été vérifiées et celles qui ne l'avaient pas été, étaient autant de vices contraires à la notion de justice fiscale. Mais s'il s'agit de comparer les cotes des gros et des petits propriétaires, l'examen des rôles des vingtièmes ne révèle pas d'inégalités criantes : et, s'il a pu en exister au début de l'impôt, elles ont été finalement bien diminuées, puisque les augmentations qui eurent lieu sur les vingtièmes furent, en majeure partie, réparties sur les grosses cotes.

Comparé aux autres impôts, le vingtième était certainement le mieux assis et le plus aisément supporté, et les contribuables se rendirent d'ailleurs très bien compte des avantages de son assiette (2).

(1) Cf. Appendice n° 2.

(2) Il est caractéristique, à cet égard, de voir plusieurs communautés, dans leurs observations de 1788, tirer argument de leurs vingtièmes pour prouver la mauvaise répartition de la taille. Cf. Coulonces, Campagnolles, Saint-Martin-Don (Arch. Calv., C. 8018, 8024, 8030).

Le Bureau des impôts de l'Assemblée Provinciale de Basse-Normandie reconnut que le vingtième était, de tous les impôts de l'Ancien Régime, celui qui prêtait le moins à la critique. Ce fut aussi l'avis de l'Assemblée Constituante qui rendit hommage à l'Administration du Vingtième et s'en inspira très largement pour créer l'impôt foncier.

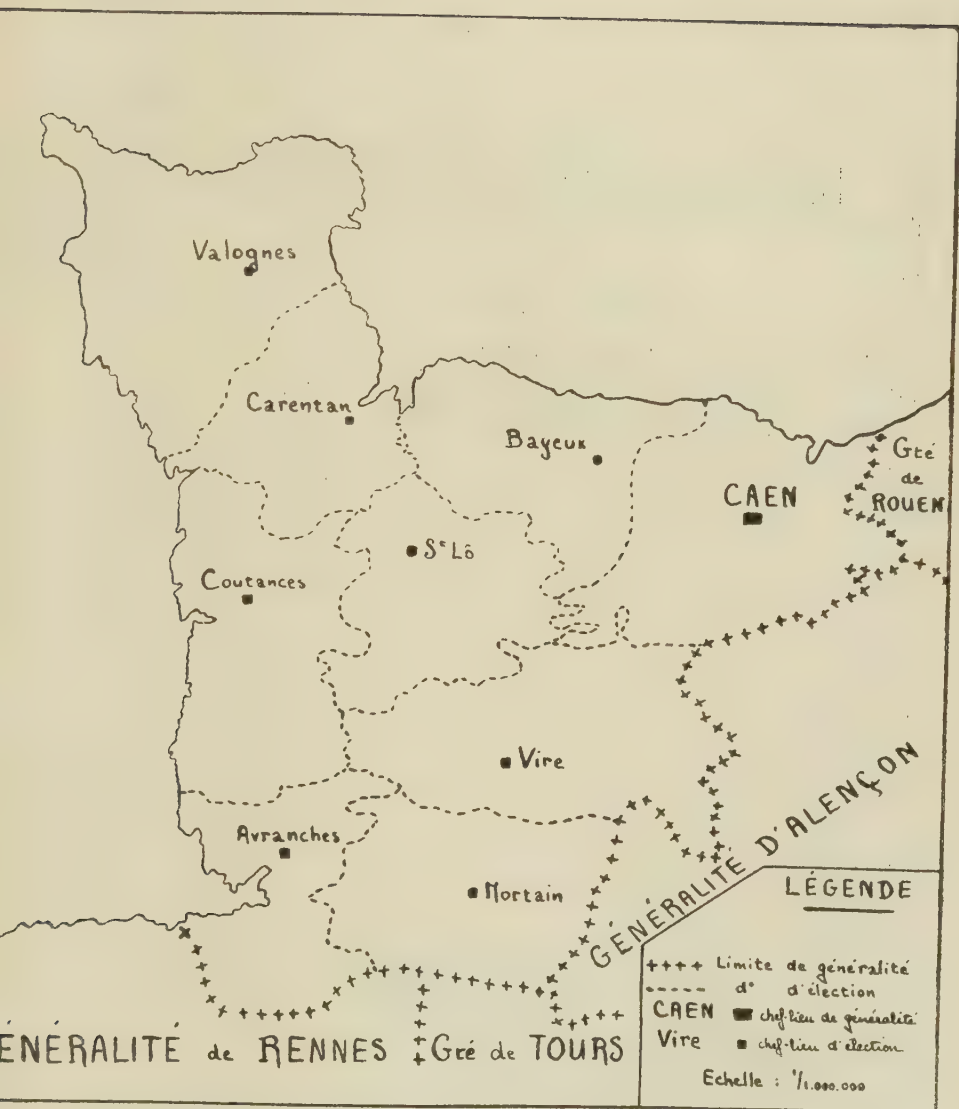
VU : *Le Doyen,*
H. NÉZARD.

VU : *Le Professeur,*
Président de la Thèse,
E. BRIDREY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
DAURE.

APPENDICES

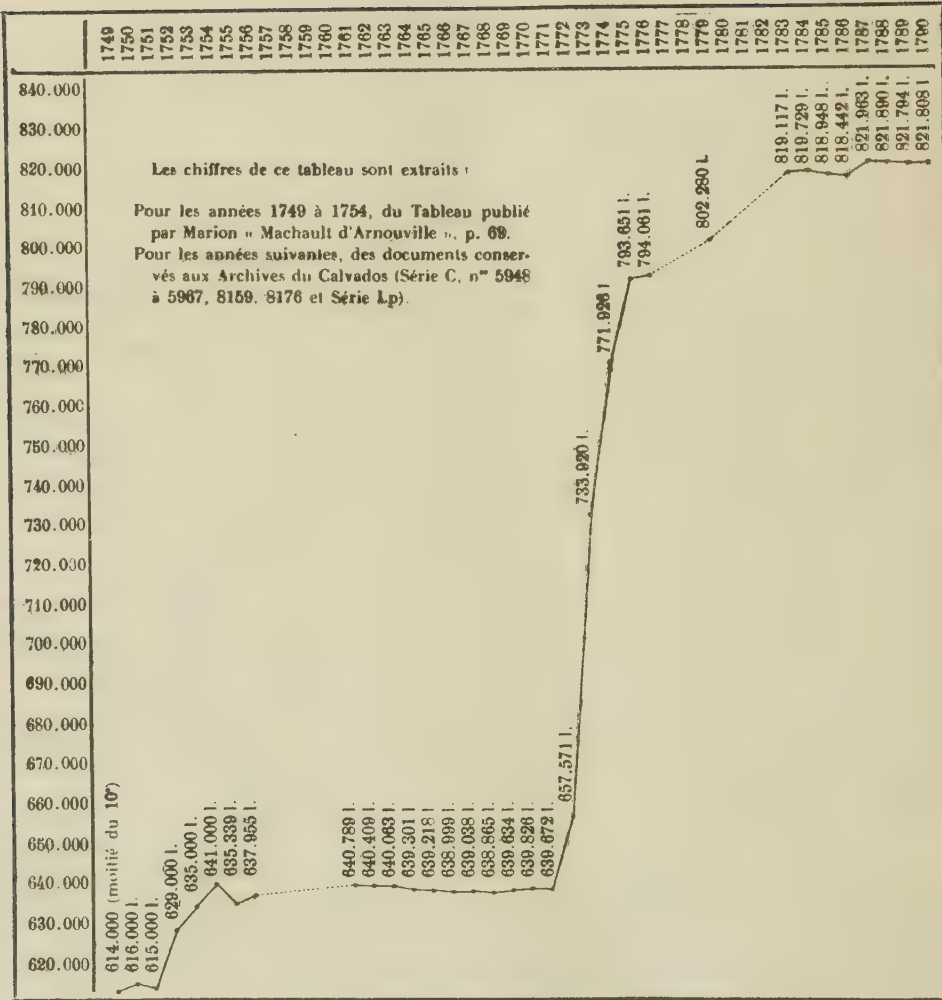
n° 1



LA GÉNÉRALITÉ DE CAEN DIVISÉE EN ÉLECTIONS

d'après la carte de LEGENDRE (1788), à Paris, chez Lattré

Bibl. Nat. Cartes C. 29.243



Le rendement du Vingtième des Biens-fonds
dans la Généralité de Caen

n° 3

Vingtième

(Arch. Calv., C. 6519).

GÉNÉRALITÉ DE CAEN

Etat contenant par Paroisses le revenu des Biens Ecclésiastiques, du Roi, des Princes du Sang, de l'Ordre de Malte et des hôpitaux dont les évaluations ont été faites par les Contrôleurs des vingtièmes de cette généralité conformément aux Instructions approuvées par la loi le 27 octobre 1787, ainsi qu'il sera détaillé des autres parts,

savoir :

(suit le détail par paroisses dont les chiffres ont été fournis, savoir :

1° Département de Caen par le S^r Briard

2° Caen Dubuisson

Département de Bayeux Boutour

— St Lo Le Sénécal

— Carentan Lepecq

— Valognes Le Parmentier

— Coutances Le Blanc

— Vire Ducroque

— Avranches Pinson

— Mortain Filanchère

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

Elections	Biens du Domaine	Forêts du Roi	Biens des Princes du Sang		Biens de l'Oratoire de Malte	Biens des Hôpitaux	Biens du Clergé	Total
			apanage	Je patrimoine ou d'engagement				
Caen.....	2.354 ¹ 11 ^s	1.840 ¹ »	» »	» »	90 ¹ »	45.237 ¹ 5 ^s	1.875.175 ¹ 19 ^s	1.924.697 ¹ 15 ^s
Bayeux....	11.105 »	30.000 »	» »	» »	2.450 »	15.764 ¹ 12 ^s	831.926 ¹ 13 ^s	891.246 ¹ 5 ^s
Saint-Lo..	1.100 »	2.120 »	» »	200 ¹ »	4.791 »	10.590 ¹ 10 ^s	371.592 ¹ 10 ^s	390.394 ¹ »
Carentan..	26.170 »	» »	» »	33.053 »	714 »	4.843 ¹ 3 ^s	379.793 ¹ 18 ^s	444.574 ¹ 11 ^s
Valognes..	72.785 »	13.160 »	» »	36.681 »	7.138 »	6.417 »	651.920 ¹ 4 ^s	788.101 ¹ 4 ^s
Coutances.	4.875 »	4.500 »	» »	29.614 ¹ 12 ^s	» »	25.331 »	500.565 ¹ 12 ^s	564.886 ¹ 4 ^s
Vire	4.480 ¹ 5 ^s	12.789 ¹ 10 ^s	3.000 ¹ »	» »	7.233 »	10.700 ¹ 10 ^s	355.205 ¹ 10 ^s	393.408 ¹ 15 ^s
Avranches.	3.350 »	750 »	» »	» »	» »	6.472 »	385.704 ¹ 6 ^s	376.276 ¹ 8 ^s
Mortain...	» »	» »	» »	80.100 »	» »	3.448 »	259.765 ¹ 5 ^s	343.313 ¹ 5 ^s
	126.219 ¹ 16 ^s	65.159 ¹ 10 ^s	3.000 ¹ »	179.648 ¹ 12 ^s	22.416 ¹ »	128.804 ¹ 10 ^s	5.591.649 ¹ 17 ^s	6.116.898 ¹ 5 ^s

OBSERVATIONS

Le Directeur des Vingtièmes qui a examiné les états d'évaluations formées par chacun des Contrôleurs de la Généralité a remarqué qu'elles ont été faites avec soin et en connaissance de causes ; en effet, ils ont cité la date des baux, ainsi que leur durée à chacun des articles dont les biens sont loués et ont estimé ceux que les propriétaires font valoir, ou dont les baux n'ont pas été renvoyés au Bureau du Contrôle de l'arrondissement, d'après les renseignements que ces contrôleurs ont recueillis sur les lieux, ainsi qu'il est annoncé aux articles de leurs états.

Il est à observer cependant, que la valeur des biens ecclésiastiques, résultante du prix des baux pourrait être modérée, parce qu'en général ces propriétaires préfèrent recevoir des pôts de vins pour ne pas faire connaître le revenu réel de leurs possessions ; et que les évaluations des biens régis seraient plutôt modérées que forcées, en ce que ce travail n'a pu être concerté avec les propriétaires.

Monseigneur le Duc d'Orléans et Monsieur, frère du Roi, sont les seuls Princes du Sang qui possèdent des biens dans la Généralité de Caen ; Monsieur ne jouit même que d'un revenu de 9.079 livres provenant de la forêt de Montebourg.

Quoique le Directeur ait compris dans la colonne d'observations le revenu des biens dont jouissent les Evêques de Bayeux, de Coutances et d'Avranches, il ne fait pas moins partie du total général.

n° 4

COMMISSION DONNEE A LE BLANC,
CONTROLEUR DES VINGTIEMES

Charles-François-Hyacinthe Esmangard, Chevalier Seigneur des Bordes et Commissaire du Roi en ses conseils, maître des Requêtes ordinaire de son hôtel, Intendant de la Généralité de Caen.

Vu les arrêts du Conseil des 2 novembre 1777 et 26 avril 1778, nous Intendant et Commissaire départi pour l'exécution des ordres de Sa Majesté en la Généralité de Caen, avons ordonné que par le Sieur Le Blanc, Contrôleur des Vingtièmes, que nous avons commis à cet effet, il sera procédé à la vérification des biens-fonds et droits réels de la paroisse d'Angranville, élection de Bayeux.

Enjoignons audit Contrôleur de donner connaissance de notre présente ordonnance à notre Subdélégué au département de Bayeux, afin qu'il puisse régler le jour où les habitants de ladite paroisse devront s'assembler, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 dudit arrêt du 2 novembre 1777.

Ordonnons aux syndics, collecteurs des tailles, préposés des vingtièmes de ladite paroisse, et à tous autres notables habitants de procurer audit contrôleur tous les renseignements nécessaires pour rendre la plus égale qu'il sera possible la répartition des vingtièmes dans ladite paroisse. Enjoignons audit contrôleur de recueillir toutes les observations qui lui seront faites à ce sujet, d'en dresser procès-verbal et de le remettre

au directeur des vingtièmes pour sur le compte qui nous en sera par lui rendu, y être par nous statué ainsi qu'il appartiendra.

Enjoignons à notre Subdélégué de tenir la main à l'exécution de notre présente ordonnance et de nous en rendre compte.

Fait le 1^{er} may 1780.

Signé : ESMANGARD.

et plus bas : *Par Monseigneur...* Signé : GUIARD.

En conséquence et pour l'exécution de l'ordonnance ci-dessus, les habitants de ladite paroisse d'Angrenville sont prévenus que le sieur Le Blanc, Contrôleur des Vingtièmes, se rendra en ladite paroisse le jour de mardi 20 juin prochain aux fins des opérations en question, pour quoi lesdits habitants seront tenus de s'assembler le jour de dimanche 18 dudit mois prochain après les trois annonces requises par les règlements, la première desquelles sera faite le jour de dimanche prochain et ainsi de suite, aux fins de députer trois propriétaires de ladite paroisse pour assister avec les syndics et collecteurs de ladite paroisse et être présents aux opérations dudit sieur Le Blanc, contrôleur des Vingtièmes, conformément à l'article 2 de l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 2 novembre 1777 et à l'ordonnance ci-dessus de M. l'Intendant.

Fait par nous, Subdélégué à Bayeux, le 29 May 1780.

Signé : GENAS.

(Arch. Seine-Inf., Papiers Belbœuf, liasse 15)

n° 5

GENERALITE DE CAEN

Instructions sur les opérations que les commissaires aux vingtièmes auront à faire relativement à celles des 20^{es} pendant l'année 1773.

Le Roi ayant fixé l'augmentation sur les 20^{es} à une somme qui ne se trouve remplie qu'aux deux tiers sur lesquels il faudra déduire les modérations et les décharges, il est question cette année de proposer le total et de l'établir sur toutes les cottes qui n'ont pas été augmentées et qui sont susceptibles de l'estre et même sur celles qui ayant déjà été augmentées pourroient l'être encore sans injustice. D'après cela les Commissaires doivent voir qu'il faut qu'ils embrassent le général et parcourent tout leur département.

Mais il n'est pas seulement question d'une répartition, il faut une appréciation juste et vérifier pour cela toutes les propriétés sur lesquelles il sera proposé des augmentations de manière à éviter toute réclamation fondée.

Il est possible que dans le courant de l'année chaque cote augmentée n'ait pas été vérifiée suivant les principes mais du moins il est de nécessité que cette augmentation ait été établie sur une certitude morale de sa valeur après avoir employé les moyens que M. l'Intendant a prescrit dans les différentes instructions qu'il a données.

L'Edit de 1749 est la base de l'impôt ; il en a été envoyé un exemplaire à chaque commissaire, c'est l'esprit de cet Edit qu'il faut étudier.

On y verra que tous les fonds, offices, emplois, Treizièmes, Bacs, rentes de toute espèce sont sujets au paiement des Vingtièmes de leurs revenus et casualités, qu'il n'est pas question d'en supposer le bénéfice, mais de l'établir sur une certitude. Plusieurs titres peuvent fournir la connoissance de tous ces objets, les Baux déterminent la valeur d'un fonds, les contracts d'acquest la font présumer fortement, les lots et partages et les déclarations du centième denier sont des certitudes invariables qui constatent un bénéfice réel. Un commissaire doit faire l'impossible pour se procurer la représentation de ces titres et notamment les contracts d'acquest qui constatent la quantité et la valeur des fonds en détail, et il est d'une nécessité absolue qu'il ne procède à aucune mutation sans que le titre qui l'opère lui soit communiqué.

Il est probable que peu de propriétaires les produiront dans la crainte d'une augmentation proportionnée à leur revenu ; mais à cet égard il est indispensable de les exiger lorsqu'ils demanderont qu'il soit fait quelque mutation et de ne la proposer qu'avec un détail de la ppte aliénée, la date et les conditions de la vente et une indication du nom et de l'art^e du Role où il était imposé, afin qu'il soit possible de faire les changements sur la minute.

Les Vingtièmes doivent estre perçus sur toute espèce de production conformément aux dispositions de l'Edit, et il n'y a que les Etangs, les forges et les moulins qui ne doivent estre imposés que sur le pied des trois quarts du revenu et l'on entend que ce n'est que le Tournant et virant des moulins et forges sur le pro-

duit desquels il doit estre fait déduction du quart, les fonds qui y sont attachés devant estre imposés sans déduction ; les Etangs sont pareillement dans le cas de la grâce à cause de l'empoissonnement nécessaire à la production, quant aux fonds en général quoi que l'Edit entende qu'il ne soit passé aucune espèce de réparation, M. l'Intendant se réserve la disposition de cette grâce nécessaire. D'après cela les Commissaires dans leur état après qu'ils auront fait l'appréciation exacte du revenu réel porté dans une colonne proposeront par une observation une réduction proportionnée aux entretiens des batiments.

La manière de procéder à la vérification des objets à augmenter doit estre la même que celle employée en 1772. Il serait difficile d'écrire à tous les propriétaires qui se trouvent dans ce cas à cause de leur nombre multiplié ; mais du moins il faut que l'opération des commissaires soit annoncée dans la paroisse par les syndics et collecteurs.

Pour parvenir à la publier, ils enverront quelques jours d'avance dans chaque paroisse des avertissements aux d. syndics et collecteurs qui contiendront que, par ordre de M. l'Intendant, ils ayent à annoncer aux habitants que tel jour le Commissaire se rendra dans lad. paroisse afin de procéder aux différentes mutations nécessaires et à répartir une augmentation sur les vingtièmes, au cas qu'ils en soyent susceptibles, S. M. n'entendant pas qu'ils soyent perçus au dela du 20^e du revenu productif. Cet avertissement sera libellé et portera les peines décernées par l'ord^{re} contre ceux qui refuseront de s'y soumettre, auquel

cas les Com^{res} se comporteront ainsy qu'il l'a été prescrit précédemment par M. l'Intendant.

Il est conséquent que cette assemblée n'est prescrite que pour parvenir à une justice distributive, c'est alors que les commissaires doivent proposer aux habitans les augmentations qu'ils jugeront devoir porter sur chaque cotte, et c'est sur la discution de ces propositions qu'il pourra exiger les titres et pièces justificatives de la valeur de tous les objets augmentés, lesquels seront libellés dans les observations ainsy qu'il l'a été cy dessus expliqué.

Il est meme indispensable que M. l'Intendant soit assuré que chaque Commissaire se transportera dans les paroisses de son Département et afin d'éviter un arbitraire que l'Employé pourroit faire suplée dans la distribution des augmentations aux principes de justice et d'Equité qu'il entend estre strictement mis en usage, Il entend que le Comm^{re} dresse un procès-verbal de son entrée dans lad. paroisse et de son départ lequel sera signé par les d. syndics collecteurs et principaux habitans, pour le tout estre adressé ainsy que le projet d'augmentation au Directeur des Vingtièmes qui en rendra compte à M. l'Intendant.

Les moyens qui ont été prescrits par les différentes instructions doivent dans ces circonstances estre mis en usage. La nécessité des renseignements est la meme et un employé ne doit rien négliger pour s'en procurer. Il doit en meme tems faire attention que les délateurs sont souvent ceux qui font faire des erreurs outrées, l'humeur et l'envie de nuire sont toujours les motifs qui les font agir et le grand art est de distinguer le vrai

d'avec le faux. Le Désir d'estre utile dans son Etat et de faire beaucoup d'augmentations n'est pas ce qui doit exciter uniquement un employé au travail, mais celui d'estre juste et exact dans l'exécution du détail de ses devoirs qui ne peuvent être mieux remplis qu'en se comportant à l'égard de tout le monde avec la douceur et l'honnesteté et en suivant de point en point les instructions de M. l'Intendant.

Les Commissaires doivent aussy ne pas négliger leur correspondance avec le Directeur et de lui adresser toutes les quinzaines le journal de leur travail afin de le mettre à portée d'en rendre compte à M. l'Intendant. Ils auront attention de former des Etats séparés des augmentations qu'ils auront faites dans les paroisses dans la forme de ceux qu'ils ont envoyé dans le mois de décembre ; mais il faut qu'ils soient faits de manière que l'on puisse en former un volume en réunissant les différents Etats ; en un mot ils ne devront rien négliger pour se procurer des marques de satisfaction de la part de M. l'Intendant.

(Arch. Calv., C. 5943).

n° 6

VINGTIÈMES
DES BIENS-FONDS

ELECTION DE

Modèle de la vérification particulière
d'une terre exploitée par le proprié-
taire, sur comparaison d'une autre de
mêmes natures et qualités affermées.

PAROISSE DE.....

Extrait du Rôle Exécutoire des Vingtièmes des Biens-
Fonds de la dite Paroisse de..... pour l'année 178 .

art. 201

Jean Bap^{te} Lorient, Laboureur pour un revenu de 600^l.

Ledit Jean Bap^{te} Lorient, laboureur,

EXPOSE

Que la terre qu'il possède dans ladite paroisse est
fixée à 88^l de vingtièmes ; que cette imposition est
excessive en égard aux charges envers les Mains mortes
et aux réparations considérables des maisons néces-
saires à son exploitation, pourquoi

DEMANDE

Que la dite Imposition soit modérée à 440^l et la
décharge du surplus pour 1781, 82 et 1783.

OBSERVATIONS

Le Contrôleur suivi du préposé au recouvrement des Vingtièmes de ladite paroisse, s'est transporté sur la terre du suppliant en présence duquel il en a soigneusement visité tous les bâtimens, et marché les pièces de terre de différentes natures dont elle se trouve composée ; cette inspection terminée, il s'est retiré chez.... aux fins de lui faire les représentations relatives au peu de fondement de sa plainte et procéder à l'évaluation de ses fonds, conformément à la connoissance que venoit de lui procurer leur vérification, et à celle recueillie dans la paroisse, quant aux valeurs communes des différentes qualités de son territoire :

Le suppliant frappé (ou ayant refusé si le cas arrive) de la proportion de l'estimation du contrôleur avec le produit de sa terre, ayant déclaré la méconnoître et contester, ce dernier a cru que, pour suppléer à l'impossibilité d'en démontrer la régularité par le tarif de la paroisse qui n'a point encore été vérifiée, le seul moyen de donner à son Verbal la consistance qu'exige la décision de cette affaire, étoit de régler la valeur de la terre dont est question par la comparaison d'une autre affermée de mêmes nature et qualités : après ses recherches dans la paroisse, il a découvert que la terre des Violettes appartenant à M. Dinan étoit la seule (ou une de celles) qui put lui être le plus judicieusement comparée par le rapport de ses nature et qualités avec celle du suppliant, quoyque plus étendue (ou plus petite si le cas y échet) et du bail de laquelle il a fait la décomposition suivante.

La dite Terre des Violettes consiste en :

Une maison composée d'une cuisine dont la valeur locative est de.....	4 ^l	»	»	
Une salle à côté	4 ^l	»	»	
Deux chambres dessus à 5 ^l	10 ^l	»	»	
Un cellier à contenir quatre tonneaux....	3 ^l	»	»	
Une grange à côté de six liages ou portées à 1 ^l 10	9 ^l	»	»	49 ^l 10 ^s »
Une écurie à quatre chevaux ou bœufs...	2 ^l	»	»	
Une étable à trois vaches	1 ^l 10	»	»	
Un pressoir de valeur locative de.....	15 ^l	»	»	
Une petite boulangerie	1 ^l	»	»	
Un jardin de 15 perches à 10 ^s la perche.....				7 ^l 10 ^s »
60 vergées de terre labourables dont				
25 vergées de première classe à 12 ^l	300 ^l	»	»	
8 vergées de deuxième classe à 8 ^l	64 ^l	»	»	
27 vergées de troisième classe à 5 ^l	135 ^l	»	»	849 ^l » »
45 vergées de terres labourables plan- tées dont				
10 vergées de première classe à 14 ^l	140 ^l	»	»	
35 vergées de troisième classe à 6 ^l	210 ^l	»	»	
24 vergées de prés dont				
12 vergées de première classe à 25 ^l	300 ^l	»	»	
5 vergées de deuxième classe à 15 ^l	75 ^l	»	»	438 ^l » »
7 vergées de troisième classe à 9 ^l	63 ^l	»	»	
27 vergées de pature bonne à 6 ^l				162 ^l » »
15 vergées en landes à 2 ^l				30 ^l » »
				1536 ^l » »

Cette terre est affermée à Jean Pouchin par bail sous seing du 26 juillet 1779 pour 9 ans commencés du jour St Michel pour les terres et Noël pour les prés, 1780, moyennant 1.410 ^l , en argent.....			1410 ^{ls}	»	»
36 Boisseaux de froment mesure de 18 pots à 4 ^l			120 ^l	»	»
2 Journées de harnois à 3 ^l			6 ^l	»	»
Fermage au total.....			1536 ^l	»	»

La Terre du Suppliant suivant la vérification et arpentage fait en sa présence consiste en :

Une maison manable composée d'une salle servant de cuisine de valeur locative de						4 ^l	»	»		
Un cellier pour 3 tonneaux.....						2 ^l	15	»		
Deux chambres dessus à 5 ^l						10 ^l	»	»		
Un grenier dessus						3 ^l	»	»		
Une grange de quatre portées à 1 ^l 10 ^s						6 ^l	»	»	38 ^l	5 ^s »
Une écurie à 6 chevaux ou bœufs.....						3 ^l	»	»		
Une étable à 2 vaches						1 ^l	»	»		
Un pressoir de moyenne grosseur de valeur locative de						7 ^l	10 ^s	»		
Une petite boulangerie						1 ^l	»	»		
Un jardin potager de 10 perches à 10 ^s									5 ^l	» »
70 vergées de terre labourables dont										
42 vergées de première classe à 12 ^l						504 ^l	»	»		
10 vergées de deuxième classe à 8 ^l						80 ^l	»	»		
18 vergées de troisième classe à 5 ^l						90 ^l	»	»	804 ^l	» »
15 vergées de terre labourables plantées dont										
5 vergées de première classe à 14 ^l						70 ^l	»	»		
10 vergées de troisième classe à 6 ^l						60 ^l	»	»		

5 vergées de pré de première classe à 25 ^l	125 ^l	»	»
10 vergées de pature bonne à 6 ^l	60 ^l	»	»
29 vergées de landes à 2 ^l	58 ^l	»	»
Total.....	1090 ^l	5 ^s	»

RESUME

Le Revenu du suppliant est de..... 1090^l 5^s »

Sur quoi il est juste de déduire :

Le 15^e de la valeur des maisons, accordé
pour les réparations, montant à..... 2^l 11^s »

Le quart pour l'entretien du pressoir est
de 1^l 17^s 6

4^l 8^s 6

10 Boisseaux de froment mesure de 18 pots évalué à 4 ^l suivant le tarif du prix des grains et annuellement dûs au domaine de Sevinc	40 ^l	»	»	124 ^l 8 ^s 6
80 ^l en argent à l'abbaye de Barbou.....	80 ^l	»	»	

Reste le revenu net et total de..... 965^l 16^s 6

Il résulte du détail cy-dessus, que la terre que le suppliant fait valoir, d'après l'Evaluation des fonds de différentes natures et qualités qui la composent, résultant du fermage de ceux de la terre appartenant au Mr. Dinan à laquelle elle est absolument comparable par l'Egalité de sa situation et de son sol, est du revenu

réel et effectif de 1.090'5" et toutes déductions faites, de celui net de 965'16"6.

Pourquoy le Contrôleur pense qu'il est juste de débouter le suppliant de sa demande.

Fait à

ÉLECTION

MODELE pour une ferme louée par bail simulé
évaluations de fonds qui la composent et comme si le

Art. du rolle de 1780	Premier Vingt. de 1780	
		<i>Marchal (Pierre), Bourgeois, demeurant à.....</i>
		Possède en cette paroisse une ferme consistante et une maison occupée par le fermier et composée d'une salle, une chambre à côté, un grenier dessus, une grange, deux écuries et un sellier, le tout évalué au revenu de 40 » » 12 ^e à déduire..... 3 6 8
		Reste..... 36 13 4
		Un jardin légumier et fruitier de 40 per- ches évaluées suivant le tarif..... 10 20 vergées terres labourables claires dont
		15 v. de 2 ^e c ^{se} s ^t le tarif..... 83 8 9 } 97 17 1
		5 v. de 3 ^e c ^{se} id. 14 8 4 }
		2 v. plant labourable de 1 ^{re} c ^{se} id..... 20 » »
		10 v. herb. de 2 ^e c ^{se} id. 95 5 »
		2 v. plant herb. de 2 ^e c ^{se} 24 » »
		283 15 5
		Sur quoi il faut déduire les rentes cy-après savoir :
		Pour celles dues au Seig. de cette paroisse
		en argent 5 » » } 9 12 6
		et 5 razeaux d'avoine à 18 l. 6..... 4 12 6 }
		Et pour autre rente f ^{re} non remboursable due au trésor de la paroisse 5 » » }
		Partant à imposer sur le pied de..... 269 2 11

DE BAYEUX

(Arch. Calv., C. 6520).

ont le règlement doit être fait à raison des
propriétaire la faisait valoir.

Premier
Vingtième
de 1781

OBSERVATIONS

Les biens composant la ferme comprise article cy
contre proviennent de la succession de feu Jean Maré-
chal son père suivant les lots représentés en date du
6 mars 1750.

Cette ferme est louée à François Nouvion, Labou-
reur en cette paroisse par bail s. s. privé du 24 jan-
vier 1778 rep^{te} pour 9 ans dont la jouissance a com-
mencé à la St Michel de la même année moyennant
la redevance annuelle de savoir :

en argent 150 » »

Le fermier chargé en outre d'acquiter
pendant la durée de son bail les rentes
seigneuriales et ecclésiastiques désignées
cy contre

14 12 6

total..... 164 12 6

Mais comme ce bail est certainement simulé et sans
doute fait exprès entre le propriétaire et le fermier,
pour se soustraire l'un et l'autre à une partie des
impositions tant de la taille que des vingtièmes et
autres accessoires, ce qui leur a été observé par le
Contrôleur étant sur les lieux sans qu'ils aient voulu
lui avouer la vérité, ni par conséquent lui représen-
ter la contre lettre, ledit contrôleur a cru devoir pro-
poser l'imposition de cette ferme sur le pied des éva-
luations fixées par le tarif.

Je soussigné reconnais que M. de Tourni m'a remis
le présent et promet de me conformer quand le cas
echnoira. a Bayeux le 17 août 1781.

13 9 »

(signé) Le Blanc.

Avertissement de Vingtième

(Arch. Calv., C. 5901)

VINGTIEMES

ET

Deux sols pour livre
du Dixième
DE L'INDUSTRIE

ELECTION DE CAEN

PAROISSE DE *Basse*

Année 1772

Rüe de

ARTICLE 91

M. Guillaume Bosquain, Capitaine de navire.

Est averti qu'il est compris dans le Rolle des Vingtièmes de l'Industrie de l'année 1772, arrêté par Monseigneur l'Intendant le *20 juin 1772*, à la somme de *cent dix sols* laquelle somme sera payée dans huitaine au Bureau de M. Berlhie, Ecuyer, Conseiller du Roi, Receveur des Tailles de l'Election de Caen, entre les mains et sur les Quittances de M^e Noël-François le Quesne, Préposé, à peine d'être contraint. FAIT à Caen le *20 février 1772*.

Signé, LE QUESNE.

Le Bureau sera ouvert les Lundi, Mercredi et Vendredi.

Et on rapportera le présent, ainsi que la dernière Quittance, sans quoi on ne sera reçu.

Défenses de payer aux Huissiers, à peine de le perdre.

n° 9

ANNÉE 1770

Vingtième ordinaire	686 ¹ 12 ^s
Second Vingtième.	686 ¹ 12 ^s
2 s. pour liv. du Dixième	137 ¹ 6 ^s 5
Total	1510 ¹ 10 ^s 5

GÉNÉRALITÉ DE CAEN

ELECTION DE CAEN

PAROISSE DE GRIMBOSQ

ROLLE arrêté par Nous FRANÇOIS-JEAN D'ORCEAU DE FONTETTE, Chevalier, Marquis de Tilly-d'Orceau, Baron de Fontette, Seigneur d'Essoye, Verpillière, Noé et autres lieux, Conseiller du Roi en ses conseils, Maître des Requêtes honoraire de son Hôtel, Conseiller honoraire au Parlement de Paris, Intendant de Justice, Police et Finances, et Commissaire départi pour l'exécution des Ordres de Sa Majesté en la Généralité de Caen, des sommes qui doivent être levées en exécution de l'Edit du mois de Mai 1749, de la Déclaration du Roi du 21 Novembre 1763, de l'Edit du mois de Décembre 1768, enregistré au Parlement le 10 août 1769, et de l'Edit du mois de Décembre 1769, enregistré le 13 mars 1770 sur tous les Biens-Fonds, Maisons, Seigneuries, Fiefs, Cens, Fermes, Domaines, Terres, Prés, Bois, Vignes, Marais, Pacages, Usages, Etangs, Rivières, Moulins, Forges, Fourneaux et autres Droits, et Biens situés dans la Paroisse de Grimbosq, possédés par les Nobles, Ecclésiastiques, Officiers, Exempts et Privilégiés, Bourgeois et Habitans Taillables, pour le premier et Second Vingtième, ainsi que des deux sols pour livre du Dixième du Revenu desdits Biens pour l'année mil sept cent soixante-dix ainsi qu'il suit :

Reçu trente livres
cinq sols

Ricque a payé
quinze livres le
18 juillet 1770

Ricque a payé
quinze livres cinq
sols

NOMS DES CONTRIBUABLES	Premier et second Vingtième en total	Deux sols pour livre du Dixième
ARTICLE PREMIER		
Le Sieur ferrand de Saint Défaut pour 550 ¹ de revenu payera pour le premier et Second vingtième la Somme de Cinquante cinq livres et en outre les deux sols pour livre du Dixième	55 l.	5 l. 10 s.
ARTICLE 2		
.		

Montant du premier Vingtième contenu au présent Rôle.	686 ^l	12 ^s	»
Montant du second Vingtième	686	12	»
Montant des deux sols pour livre du Dixième.....	137	6	5
TOTAL.....	1510 ^l	10 ^s	5

Revenant ensemble toutes les sommes contenues au présent Rôle, à celle de Quinze cent dix livres dix sols cinq deniers — dont le montant du premier Vingtième et deux sols pour livre du Dixième sera remis à la Caisse des Amortissemens pour acquitter les dettes de l'Etat, suivant l'article V. de la Déclaration du Roi du 21 Novembre 1763. Ordonnons néanmoins qu'il sera sursis quant à présent à la perception des 2^s pr l. du X^{me} jusqu'après l'enregistrement de l'Edit qui proroge cette imposition.

Au paiement de laquelle somme les y dénommés, leurs Représentans, Propriétaires et Copropriétaires actuels, à quelque titre que ce soit, des Biens qui font l'objet des Impositions dont il s'agit, quoiqu'ils ne soient pas dénommés au présent Rôle, leurs Fermiers, Régisseurs, Locataires et autres Débiteurs seront contraints par les voyes ordinaires et accoutumées, et comme pour les propres Deniers et Affaires de Sa Majesté, entre les mains et sur les Quittances du Syndic de ladite Paroisse de Grimbosq, pierre fouchaux, par Nous préposé pour en faire le Recouvrement ; SAVOIR, pour le Quartier de Janvier 1770, quinze jours après la Publication du présent Rôle, et pour chacun des trois autres Quartiers de ladite année 1770, dans chacun des mois d'Avril, Juillet et Octobre de ladite année 1770, conformément auxdits Edits et Déclarations du Roi, et ledit tems passé, faute par les Dénommés, leurs Représentans, ou ayant cause, lesquels sont susceptibles desdits payemens en leur qualité de Propriétaires et Possesseurs, Usufruitiers, ou

Détenteurs actuels, de satisfaire dans lesdits termes, pourra ledit Préposé faire les diligences par la voye de contrainte et saisie, dont les frais demeureront à la charge desdits Redevables, qui seront en retard de payer, et ce par préférence à tous Créanciers, Douaires, et autres dettes privilégiées ou hypothécaires, de quelque nature qu'elles soient, même aux autres deniers de Sa Majesté, et pour prévenir les difficultés auxquelles des erreurs de copistes pourroient donner lieu, ordonnons que les Cottes qui pourroient se trouver augmentées par comparaison à celles de 1763, seront modérées aux taux de l'Imposition de ladite année 1763, sur la simple représentation des Contribuables.

SERA tenu ledit Préposé d'en faire le Recouvrement, à la remise de quatre deniers pour livre, et dans le cas où le Receveur des Tailles percevroit directement de quelques Contribuables, ladite remise sera partagée entre lui et ledit Préposé.

ORDONNONS au Syndic, qui aura été nommé, en exécution de notre Ordonnance du 30 août 1769, de se conformer exactement à l'Art. I. de notre Ordonnance du 12 Janvier 1768, et ce sous les peines au cas appartenant ; en conséquence lui enjoignons, par réitération, de remettre, exactement, chaque année, dans le courant des mois de Mai, Juin et Juillet, à la Direction du Vingtième, à Caen, par la voye de notre Subdélégué, un Etat des changements à faire sur les articles de son rôle, pour les noms des nouveaux Propriétaires, ou Détenteurs actuels ; lequel Etat contiendra, 1°. les numéros des Articles où il y aura des changemens à faire ; 2°. les diminutions et augmentations qu'il y aura à faire, les noms des nouveaux Propriétaires, soit à titre d'héritage, soit à titre d'acquisition, qu'il y aura à mettre à la place de ceux qui ne le sont plus. Pour former cet état, il ne s'agira par le Syndic, que de faire mention desdites mutations à la marge de chaque Cotte de son Rôle, lorsqu'il se fera payer desdites Cottes.

ORDONNONS aux Receveurs des Tailles, qui font eux-mêmes, ou font faire par leurs Commis, le recouvrement des Vingtièmes dans les Villes, de fournir un pareil Etat, dans le même tems et sous les mêmes peines ; enjoignons à cet effet au Directeur des Vingtièmes de nous informer de ceux qui n'y satisferont pas, pour y être par Vous pourvu.

ORDONNONS au surplus audit Syndic préposé de payer le montant dudit Rôle, es mains du Receveur des Tailles en exercice de ladite année 1770, à peine d'y être contraint en son propre et privé nom, comme pour les propres deniers et affaires de Sa Majesté. Et sera le présent Rôle remis à la diligence dudit S^r Receveur audit Préposé, lequel sera tenu de le faire publier à l'issue de la Messe Paroissiale du Dimanche ou Fête qui suivra la réception, à ce que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance, de laquelle publication il fournira audit Receveur un Certificat signé de lui, et de quelques notables ou principaux Habitans. FAIT et arrêté par Nous Intendant susdit, ce trente un Décembre mil sept cent soixante-neuf.

(signé) fontette.

(Arch. Calv., C. 5602).

Quittance
par le Receveur des Tailles au Préposé du Vingtième
 (Arch. Calv., C. 6518)

**ELECTION
 DE CAEN**

PAROISSE DE GRIMBOSQ

Année 1770

N°

<i>Ancien 20° et 2^e pour liv.....</i>	}	1.510 ^l 10 ^s 5 ^d
<i>Nouveau 20°</i>		
<i>Décharges et modérations</i>		
<i>Quatre deniers du Préposé</i>		25 ^l 3 ^s 6 ^d
<i>Reste dû à la Recette</i>		1.485 ^l 6 ^s 11 ^d

J'AI reçu de Pierre Fouchaux..... Préposé
 année mil sept cent soixante dix, la somme de quatorze
 cents quatre-vingt-cinq livres six sols onze d. pour le
 montant et solde des 20° et 2^l pour livre tant des biens-
 fonds, que de l'industrie de la Paroisse de Grimbosq
 imposés pour ladite année 1770 et ce tant
 en mes Récépissés, décharges et modérations, que
 deniers comptans, de laquelle somme de quatorze cents
 quatre-vingt-cinq livres six sols onze d.....
 attendu la remise des quatre deniers accordée et restée
 ès mains dudit Préposé, je le tiens quitte.

*FAIT à Caen, au Bureau de la Recette, le
 sept décembre mil sept cent soixante quatorze*

(Signé) BERLHIE.

Formule d'envoi de garnisaire pour recouvrement

(Arch. Calv., C. 6528)

DE PAR LE ROY

Tailles et autres Impositions, année 17....

PAROISSE DE.....

COLLECTEURS

Le nommé Soldat du Château
restera en garnison chez ledit
et ne pourra être levé qu'il n'ait satisfait au payement
de la somme ci-dessus, et ce à raison de quinze sols par
jour suivant l'Ordonnance, sera ladite Garnison ren-
forcée tous les huit jours. FAIT à Caen au Bureau de
la Recette, le.....

*Il est permis aux Collecteurs de poser ladite Garnison
chez les Redevables, laquelle ils ne pourront relever
qu'après l'entier payement des sommes à eux dûes, les
frais de ladite Garnison prélevés.*

Table des Matières

	PAGES
SOURCES.	10
INTRODUCTION	23

PREMIERE PARTIE

HISTOIRE DE L'IMPOT

CHAPITRE PREMIER. — <i>Etablissement du Vingt- ième</i>	27
CHAPITRE II. — <i>Les premières années de l'im- pôt</i>	51
CHAPITRE III. — <i>Tentative de l'Abbé Terray</i>	71
CHAPITRE IV. — <i>Les tentatives de Turgot et Necker</i>	115
CHAPITRE V. — <i>La fin de l'Impôt</i>	141

DEUXIEME PARTIE

MECANISME ET FONCTIONNEMENT

DE L'IMPOT

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les revenus soumis à l'impôt</i>	157
CHAPITRE II. — <i>L'Administration du Vingtième.</i>	173
CHAPITRE III. — <i>Assiette de l'Impôt. — Vérifications</i>	183
CHAPITRE IV. — <i>Le Recouvrement</i>	203
CHAPITRE V. — <i>Contentieux de l'Impôt</i>	211
CONCLUSION	215

APPENDICES

1. La Généralité de Caen, divisée en Elections (carte).	221
2. Le rendement du Vingtième des biens-fonds dans la Généralité de Caen (graphique).	222
3. Etat des biens non imposés aux Vingtièmes.	223
4. Commission de Contrôleur des Vingtièmes.	225
5. Instructions pour les Commissaires aux Vingtièmes	227

6. Modèle de vérification particulière d'une terre non louée	232
7. Modèle de vérification pour une ferme louée par bail simulé	238
8. Avertissement de Vingtième	240
9. Rôle des Vingtièmes de la paroisse de Grim- bosq	241
10. Quittance donnée par le Receveur des Tailles de Caen au Préposé aux Vingtièmes de Grimbosq.	244
11. Formule d'envoi de garnisaire	245

